Le Monde



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16348 – 7,50 F — MERCREDI 20 AOÛT 1997 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Bombardements au Liban sud

Le Hezbollah chiite a répliqué mardi 19 août aux bombardements de l'ALS pro-israélienne qui avaient fait six morts lundi à Saïda. p. 3

■ Sur Mir, un dur baptême du feu

Le nouvel équipage de la station spatiale russe a connu sa première panne lundi 18 août. p. 15

■ Fin de la grève chez UPS

Le conflit social le plus important de ces dernières années aux Etats-Unis s'est achevé sur un accord favorable aux chauffeurs du numéro un mondial des messageries rapides. p. 12

■ Carton jaune pour le PSG

Une « erreur administrative » dans la composition de l'équipe qui a affronté le Steaua de Bucarest pourrait éliminer les Parisiens de la Ligue des champions. p. 17

■ Deux délices sous fer blanc



Les « madeleines de Proust » de Jean-Pierre Quélin : il se souvient du corned-beef et du crabe en boîte. p. 16

■ La folie Oasis

Avec le quintet pop emmené par le duo des frères Gallagher, la Grande-Bretagne s'est trouvé un nouveau « plus grand groupe de rock'n' roll du monde ». p. 18

■ Un plan contre les crues de la Loire

Un complet renversement de stratégie est en train de s'opérer sur les méthodes de prévention des débordements du fleuve. p. 8

■ L'avenir du gaullisme

Dans un point de vue, Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, plaide pour un fonctionnement plus démocratique de son parti, le RPR. p. 11

■ Bangui sans la France

La capitale du Centrafrique s'inquiète des conséquences du départ des soldats français. p. 2

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 820 - 7,50 F



La rentrée politique du gouvernement

● Emploi des jeunes, service national et mesures fiscales à l'ordre du jour du conseil des ministres du 20 août ● Selon Matignon, le projet de budget respecte les choix stratégiques de la loi de programmation militaire ● Face à la pollution urbaine, Mme Voynet est accusée d'inaction

LE CONSEIL DES MINISTRES *du mercredi 20 août doit examiner* trois projets de lois importants pour la mise en œuvre du programme de Lionel Jospin. Martine Aubry présentera son texte sur la création d'emplois pour les jeunes dans les secteurs public et parapublic, qui sera soumis à l'Assemblée nationale dès la mi-septembre. Elle a obtenu, lors des arbitrages budgétaires, 10 milliards de francs permettant de créer environ 150 000 postes en 1998.

Alain Richard soumettra sa réforme du service national permettant la professionnalisation des armées mais supprimant le rendez-vous citoyen. Le président de la République pourrait en profiter pour rappeler qu'il s'était porté *« personnellement garant »* du respect de la loi de programmation militaire, votée en 1996, alors que le projet de budget prévoit une diminution des crédits d'équipements de la défense. Toutefois, à Matignon, on explique que les choix stratégiques de la loi de programmation ont été respectés.



Dominique Strauss-Kahn présentera un texte prévoyant, outre une réforme du statut fiscal d'EDF, une augmentation de l'impôt sur les grosses sociétés et des suppressions de crédits afin de réduire le déficit budgétaire. Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée, a écrit à Lionel Jospin pour lui faire part de ses *« préoccupations »* à propos des orientations de la prochaine loi de finances.

La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, est soumise à des critiques alors que la pollution de l'air en ville se poursuit. Elle a estimé, mardi 19 août sur RTL, que la situation exigeait des *« solutions à long terme »*.

Lire page 20, page 7 et notre éditorial page 11, ainsi que notre enquête sur les cabinets ministériels page 5

■ RETOUR SUR IMAGES

Washington selon Arafat

« C'EST MOI qui le premier ai tendu ma main vers Rabin. Il a hésité. J'ai gardé la main tendue. Il l'a serrée. » Pour son deuxième « Retour sur images », Annick Cojean a rencontré Yasser Arafat. Il lui raconte sa poignée de main avec son ancien ennemi, Itzhak Rabin, le 13 septembre 1993, sur la pelouse de la Maison Blanche, à la plus grande joie de Bill Clinton. Une image de la paix.

Lire page 10

En Louisiane, la dernière invention pour resserrer les liens sacrés du mariage

NEW YORK
de notre correspondante

Depuis le 15 août, il y a deux façons de se marier en Louisiane : le mariage « complet » et le mariage *« sous condition »*. Aux termes de la loi qui vient d'entrer en vigueur, les couples peuvent désormais choisir entre deux solutions : soit le contrat de mariage classique, *avec possibilité de divorcer par* consentement mutuel dès qu'ils le souhaitent ; soit un nouveau type de contrat, par lequel il s'engagent à ne divorcer qu'au bout d'une séparation de deux ans minimum, en cas d'abandon du domicile conjugal par l'un des conjoints pendant au moins un an, en cas d'adultère ou de violences physiques, ou encore en cas de condamnation d'un des conjoints à une peine de prison.

C'est la dernière tentative en date dans *l'effort entrepris par de nombreux Etats américains* pour renforcer l'institution du mariage. Vingt-deux Etats ont, à ce jour, cherché à rendre le divorce plus difficile, sous une forme ou une autre, mais les associations de défense des libertés individuelles ont mis en échec toutes ces tentatives en déposant des recours devant les tribunaux. Plutôt que d'interdire ou de contraindre, le législateur de Louisiane – un Etat dont près de 60 % de la population pratique régulièrement une religion – a préféré donner un choix aux candidats au mariage, de la même façon, commente le sociologue Amitai Etzioni dans les colonnes du *New York Times*, que les magasins de crème glacée offrent un choix entre la *glace avec matière grasse et le yaourt glacé* sans matière grasse.

Cette initiative ne manque pas de soulever de vifs débats aux Etats-Unis, où, si l'effondrement de la cellule familiale et l'augmentation du nombre de divorces préoccupent tout le monde, on n'en demeure pas moins foncièrement hostile à l'intervention de l'Etat dans la vie privée. Nul ne conteste les chiffres : depuis la généralisation du divorce par consentement mutuel en 1970, initiale*ment adopté en 1969 par un* Etat, la Californie, dont le gouverneur s'appelait à l'époque Ronald Reagan, la proportion des mariages qui se terminent en divorce est passée d'un tiers à près de la moitié aujourd'hui.

Mais, rétorquent les critiques des initiatives anti-divorce, aucun sociologue n'a encore expliqué de manière convaincante pourquoi le taux de divorce était si élevé, et la tendance à la hausse était déjà perceptible avant l'introduction du divorce par consentement mutuel. Certains reprochent à l'Eglise de Louisiane de s'être défaussée sur l'Etat d'un problème qui relève davantage de sa compétence mais devant lequel elle était impuissante ; d'autres estiment que la loi de *Louisiane, loin d'offrir un véritable choix, fait* pression sur les jeunes mariés en présentant désormais le contrat classique comme un mariage au rabais. Pour d'autres, ce sont les pauvres qui seront pénalisés par cette nouvelle législation puisque les riches auront toujours la ressource de déménager dans un autre Etat, où le divorce est plus facile.

Au cours de l'un de ces débats, un habitant de New York a proposé une solution originale : conserver le contrat de mariage classique, *mais le transformer* en contrat plus contraignant à la naissance du premier enfant, avec moratoire sur le « divorce facile » jusqu'à la majorité du dernier enfant. Après le contrat de mariage, à quand le contrat de naissance ?

Sylvie Kauffmann

L'ouverture des JMJ

PRÈS DE 300 000 JEUNES étaient attendus, mardi après-midi 19 août au Champ-de-Mars à Paris, pour l'ouverture des douzièmes Journées mondiales de la jeunesse. Dans son homélie, le cardinal Lustiger devait exalter *« la France des saints et des droits de l'homme »*, la voix *« prophétique »* de Frédéric Ozanam, chrétien social du XIXe siècle, que le pape va béatifier vendredi à Notre-Dame, ainsi que Thérèse de Lisieux, que Jean Paul II va promouvoir, dimanche, « docteur » de l'Eglise. Trains spéciaux et cars ont acheminé, lundi, 100 000 jeunes pèlerins. L'archevêque de Paris s'est réjoui d'un *« rush final »* des inscriptions, assurant que *« plus de 100 000 jeunes Français »* participeraient aux JMJ.

Lire nos reportages page 6

Pékin protecteur du dollar de Hongkong

CENTRE RÉGIONAL du « miracle asiatique », l'ancienne colonie britannique de Hongkong, la place capitaliste par excellence, sera-t-elle épargnée par la tempête monétaire qui souffle depuis le début de l'été sur l'Extrême-Orient ? Sa monnaie, le dollar de Hongkong, pourra-t-elle éviter la « déchéance », la dévaluation, le sort qu'ont connu successivement depuis le début du mois de juillet le *bath thaïlandais*, le *ringitt malais* et la roupie indonésienne.

La devise de Hongkong, désormais la seule dans cette partie du monde avec celle de Singapour à conserver un lien fixe et institutionnel avec le dollar, semble en bonne posture pour tenir le choc, si celui-ci n'est pas trop rude. Pékin est d'ailleurs l'une de ses meilleures protections.

La raison principale en tient à une pirouette de l'Histoire : c'est précisément au moment où l'ancienne colonie britannique est repassée sous la juridiction à peine déguisée de la Chine, encore nominalement communiste, que s'est déclenché l'orage sur les monnaies des pays d'Asie du Sud-Est.

Eût-il survenu quelque temps *plus tôt*, le gouvernement colonial britannique aurait probablement éprouvé des difficultés sérieuses à faire face à la conclusion logique que le marché aurait tirée des déboires de ces pays : celle de la fragilité certaine d'économies qui ont connu un essor peut-être trop brutal pour ne pas engendrer de sérieuses complications secondaires.

Dans le cas précis de Hongkong, l'imminence de la rétrocession à la Chine, le 1er juillet, aurait alors vraisemblablement *joué pour déstabiliser* la Bourse, déjà en temps ordinaire très fortement soumise aux caprices des parieurs.

Aujourd'hui, la ville-emblème du libéralisme économique à l'occidentale en Asie se trouve protégée d'un ressac immédiat par deux matelas confortables : d'une part, sa propre prospérité, qui lui permet de défendre sa monnaie grâce à un *fonds d'intervention local de quelque* 73 milliards de dollars américains, d'autre part, celle du commerce extérieur chinois, dont les excédents cumulés en Occident et au Japon ont permis à Pékin d'engranger des réserves en devises estimées à 120 milliards de dollars.

Lire la suite page 11

Francis Deron

Triomphe à Salzbourg



RENÉE FLEMING

***LE SUCCÈS** du Festival de Salz*bourg ne se dément pas. Cette fois, c'est la soprano américaine Renée Fleming qui a triomphé dans un récital de lieder. Quarante-cinq minutes de *bis* et de rappels ont salué la performance de la jeune artiste. Voix parfaite, souffle infini, timbre charnel, Renée Fleming est la meilleure nouvelle qui soit arrivée au chant *féminin depuis* longtemps.

Lire page 18

AFRIQUE La France va fermer cette année sa base militaire de Bouar, puis celles de Bangui, comme l'avait annoncé le ministre de la défense, *Alain Richard*, lors d'une visite dans la capitale centrafricaine le 31 juillet. Outre les répercussions économiques, Bangui s'inquiète des conséquences politiques de ce retrait. ● AU COURS des dernières années, les Éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) ont régulièrement participé à des opérations de maintien de la paix dans un pays qui a connu à trois reprises, en avril, mai et novembre 1996, des mutineries d'unités militaires. ● CRÉÉ dans les années 50, le camp d'entraînement de Bouar, à 450 kilomètres de la capitale, pouvait accueillir jusqu'à 2 000 hommes. La ville, déjà sinistrée, redoute avant tout la catastrophe économique que pourrait *entraîner* le départ de la garnison française.

Le départ de l'armée française marque la fin d'une époque en Centrafrique

Après presque un siècle de présence dans le pays, Paris va progressivement fermer les bases militaires qu'il entretenait dans son ancienne colonie. Bangui s'inquiète des conséquences politiques et des répercussions économiques de ce retrait

BANGUI
de notre envoyé spécial

Deux semaines après l'annonce du départ des troupes françaises de République centrafricaine, Bangui fait comme si de rien n'était, alors qu'une importante délégation de l'état-major est arrivée de Paris le 13 août pour étudier les modalités et le coût de la fermeture des installations de Bouar et de Bangui.

La fermeture des premières est prévue avant la fin de l'année, mais aucun calendrier n'a été fixé pour le camp Beal et la base de M'Poko, à Bangui. Ces deux dernières installations accueillent aujourd'hui 1 400 militaires. A la télévision centrafricaine, un universitaire assure que *« ça ne changera rien économiquement »*. Le président de la République, Ange-Félix Patassé, s'est contenté de *« prendre acte »* de la décision française, et l'opposition, embarrassée, garde le silence à ce sujet.

Pourtant, le départ des Eléments français d'assistance opérationnelle (EFAO), annoncé à Bangui le 31 juillet par le ministre de la défense, Alain Richard, marquera à brève échéance la fin d'une ère pour le Centrafrique. Plus qu'aucun autre, ce petit pays enclavé entre cinq voisins tous plus puissants ou plus riches que lui a vécu en symbiose avec la France, depuis une indépendance qui n'a souvent été que théorique.

UN CHOC SALUTAIRE

Un responsable français, qui suit de près le dossier, estime qu'il *« faut sortir de ce cycle »* et que le départ des EFAO pourrait susciter un choc salutaire. Il sera en tout cas très rude. Selon les estimations françaises, la présence des EFAO injecte chaque année dans l'économie centrafricaine 150 millions de francs, soit 2,5 % du produit intérieur brut (PIB). C'est, de fait, la seule aide internationale que reçoit le pays, mis à l'index par le FMI tant la gestion des entreprises publiques et des douanes laisse à désirer.

Mais, ces derniers mois, les troupes françaises sont surtout apparues comme les garantes du maintien de la paix dans un pays au bord de la guerre civile. Un bon tiers des effectifs de l'armée régulière centrafricaine s'est mutiné à trois reprises, en avril, mai et novembre 1996. Les deux premières mutineries se sont heurtées à l'opposition des EFAO qui ont, entre autres, empêché les rebelles d'arriver jusqu'au palais présidentiel. Mais depuis la fin de l'année 1996, le rôle des troupes françaises a évolué vers l'interposition, et l'un des chefs de la dernière mutinerie, le capitaine Anicet Saulet, affirme aujourd'hui que leur présence a empêché *« bien des excès de part et d'autre »*.



Un avis que ne partage pas le camp présidentiel. M. Patassé doute des bons sentiments de la France à son égard, et ses partisans accusent régulièrement Paris d'avoir *« armé les mutins »*. Longtemps ministre sous Bokassa, le président centrafricain vit dans la hantise d'un *« complot »* français semblable à celui qui renversa l'empereur. Sa méfiance suscite l'irritation de Paris, qui reproche en outre à M. Patassé une gestion financière désastreuse (les salaires des fonctionnaires accusent six mois de retard, ceux des militaires, quatre) et une attitude souvent provocatrice à l'égard des mutins.

Le chef de l'Etat centrafricain tente de compenser sa brouille avec Paris par des initiatives diplomatiques en direction des Etats-Unis et, surtout, de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) de Laurent-Désiré Kabila. Et si la République centrafricaine fait les frais du redéploiement militaire français en Afrique, l'homme de la rue – à Bouar ou à Bangui – en rend volontiers responsable le président Patassé.

FLAMBÉE DE RUMEURS

Or, les échéances électorales approchent. Des élections législatives doivent avoir lieu en 1998 et le scrutin présidentiel l'année suivante. L'ethnicisation du conflit entre le pouvoir et les mutins laisse présager le pire, à l'exemple du Congo-Brazzaville.

Pour l'instant, l'ordre règne à Bangui grâce à la force d'interposition, la Misab (Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui). Mais celle-ci ne peut opérer qu'avec l'appui logistique et tactique des EFAO. Le mandat de la Misab vient d'être avalisé pour trois mois par le Conseil de sécurité des Nations unies, et l'on estime à Bangui qu'il devrait être renouvelé une fois, ce qui reporte le départ de la force d'interposition à janvier 1998. Ensuite, l'opposition centrafricaine souhaite le maintien d'une présence militaire internationale pour surveiller et apaiser la campagne électorale. Le général Amadou Toumani Touré, l'ancien chef de l'Etat malien responsable du suivi politique des accords de Bangui, est intervenu en ce sens auprès des Nations unies.

Si un tel dispositif se met en place, la République centrafricaine abordera pour la première fois une échéance majeure sans que la France y joue un rôle de premier plan. En 1993, c'est sous la pression de Paris que le président Kolingba avait reconnu sa défaite. Une défaite qui intervenait au terme des treize années de règne du colonel Jean-Claude Mantion, un homme qui disait, comme le rapporte l'ancien chef de l'Etat David Dacko : *« Après le président, c'est moi ; après moi, c'est le mur. »*

Le colonel Mantion était responsable de la sécurité présidentielle à l'époque où le général Kolingba en a fait une force exclusivement composée de Yakomas, originaires de la même ethnie que le chef de l'Etat. L'annonce par *Le Monde*, le 29 juin dernier, de la retraite du colonel, promu général, a suscité une flambée de rumeurs à Bangui, où l'on a annoncé son retour prochain, voire son arrivée. Et rares sont les responsables centrafricains qui reconnaissent, comme ce proche du président Patassé, que le départ des troupes françaises est *« inévitable »*. M. Dacko, lui, veut se consoler en pensant que, grâce à la base de N'Djamena, au Tchad, les troupes françaises pourront être à Bangui *« en deux heures »*, tout en soupirant, résigné, que *« tout changement présente des mélancolies »*.

T. S.

Quatre-vingt-quinze ans de présence

● **1903** : création du territoire français de l'Oubangui-Chari. D'immenses portions sont concédées à des compagnies qui ont recours au travail forcé pour récolter le caoutchouc sauvage.
● **1905** : Savorgnan de Brazza effectue une enquête au Congo et en Oubangui-Chari, révélant les pratiques des grandes compagnies concessionnaires soutenues par l'armée et l'administration : exécutions sommaires, incendies de villages...
● **1925** : parution du *Voyage au Congo* d'André Gide, qui réunit des témoignages prouvant la persistance de ces pratiques.
● **1928-1930** : révolte du Kongo-Wara, réprimée par la force.
● **1946** : élection à l'Assemblée nationale française du député Barthélémy Boganda, également premier prêtre catholique de l'Oubangui-Chari.
● **1949** : installation d'un important camp militaire français à Bouar, à mi-chemin entre Brazzaville et Fort-Lamy (N'Djamena). La base peut accueillir 2 000 hommes.
● **1959** : Barthélémy Boganda meurt dans un accident d'avion, probablement provoqué par des colons.
● **1960** : Indépendance. David-Dacko devient président. Le général Bigeard prend le commandement du camp de Bouar.
● **1965** : le colonel Jean-Bedel Bokassa prend le pouvoir et instaure un régime de parti unique. Les troupes françaises quittent Bouar.
● **1977** : Bokassa se fait couronner empereur. Les cérémonies sont en grande partie financées par la France.
● **1979** : après des massacres d'écoliers, Bokassa est déposé par l'armée française, qui installe David Dacko à la présidence.
● **1980** : le lieutenant-colonel Jean-Claude Mantion, de la DGSE, prend ses fonctions de conseiller à la présidence de la République centrafricaine, qu'il conservera jusqu'en 1993. Les troupes françaises se réinstallent à Bouar.
● **1981** : le président Dacko remet le pouvoir au général André Kolingba, qui forme une garde présidentielle recrutée dans la communauté yakoma, dont il est originaire.
● **1990** : début de l'agitation pro-démocratique qui oblige le général Kolingba à concéder le multipartisme en 1991.
● **1991-93** : opérations françaises au Zaïre et au Rwanda à partir du Centrafrique.
● **1993** : élection d'Ange-Félix Patassé à la présidence de la République.
● **1996** : trois mutineries successives mettent le pays au bord de la guerre civile.

Bouar, les derniers jours du camp Leclerc

BOUAR (Centrafrique)
de notre envoyé spécial

A l'entrée du bar de la Coopération (devise : *« Sans haine, sans rancune »*), les conseils à l'endroit des militaires français sont calligraphiés sur un tableau noir. Il y en a une douzaine, dont l'interdiction d'*« amener un ami qui cause la panique »* et le rappel du goût des jeunes Centrafricains pour *« les montres sophistiquées »*, dont le port est déconseillé.

REPORTAGE

Ici, la fermeture de la base, c'est d'abord une catastrophe économique

A l'intérieur de la Coopération, en ce lundi soir, les filles sont plus nombreuses que les militaires. Dans la lumière rouge, Camerounaises, Tchadiennes ou Centrafricaines chassent le *« client »* avec l'énergie du désespoir. Celui-ci est rare depuis que les effectifs du camp Leclerc ont été divisés par deux, au printemps dernier. Et bientôt il aura totalement disparu, avec le départ des Eléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) de Bouar, prévu avant la fin de l'année.

Bouar est situé à 450 kilomètres à l'ouest de Bangui, la capitale de la République centrafricaine, sur la route du Cameroun. On y compte entre 40 000 et 50 000 habitants, mais la ville dispose d'infrastructures dérisoires. Une petite centrale thermique fournit quatre heures d'électricité chaque jour. La télévision nationale et la route bitumée n'arrivent pas jusque-là. La préfecture de la Bambéré (200 000 habitants) compte un seul médecin, qui dirige l'unique hôpital.

Ce dénuement fait apparaître très crûment l'importance de la présence militaire française dans la vie de Bouar. Cette présence est vieille de quatre-vingt-dix ans, date de la première installation d'un poste colonial. Pendant la seconde guerre mondiale, certains éléments des Forces françaises libres sont partis de Bouar. La France paie encore plusieurs dizaines de retraites d'anciens combattants dans la région, et l'officier français responsable de l'opération évoque avec une admiration ahurie le spectacle de *« dix-huit veuves de guerre au garde-à-vous »* venues percevoir les quelques dizaines de milliers de francs CFA (un franc CFA vaut un centime) de leur pension. Près de la mairie, la Maison du combattant est repeinte à neuf et décorée des portraits du général de Gaulle et de Barthélémy Boganda, père fondateur du Centrafrique.

UNE VIE AU RALENTI

C'est entre 1949 et 1951 que furent construits deux camps, l'un baptisé Deroux, l'autre Leclerc, pouvant accueillir jusqu'à 2 000 hommes et destinés à l'entraînement des troupes. A l'époque, les militaires français vivaient avec leurs familles, attirant commerçants, artisans et domestiques.

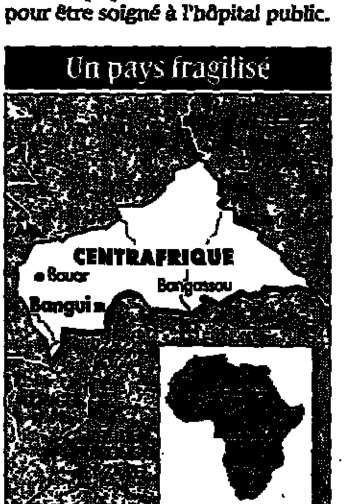
Près de l'entrée du camp Leclerc, on voit encore le panneau qui marquait l'entrée du club hippique. Dans le camp Deroux, aujourd'hui en ruine, la terrasse du « mess Bigeard » (le général commanda les installations de Bouar) domine toujours la plaine qui s'étend jusqu'au Cameroun. La salle des officiers, décorée aux armes des unités coloniales françaises, sert aujourd'hui de hall des banquets aux autorités locales, mais le restaurateur centrafricain qui a tenté d'en faire un endroit en vogue n'a pas fait fortune.

En 1965, trois ans après l'indépendance, les Français sont partis une première fois. Ils sont revenus en 1980, dans le cadre de l'opération « Barracuda », et Bouar a retrouvé sa vocation de terrain d'entraînement. Mais, cette fois, il n'était pas question de reconstituer le mode de vie colonial. Les installations du camp Leclerc, rénovées et agrandies, accueillaient des unités venues de France qui restaient quatre mois. Pour ces 800 hommes – marsouins, légionnaires, artilleurs, sapeurs –, il s'agissait d'abord de profiter du terrain, mélange de savane arborée et de forêt équatoriale, ainsi que d'un vaste champ de tir permettant d'exécuter des manœuvres à munitions réelles.

Ces unités étaient prépositionnées, prêtes à partir en opération au Zaïre ou au Rwanda. En mai 1997, plus de la moitié de l'effectif – environ 600 hommes venus essentiellement du 21e RIMA – a été transféré vers Bangui, où la troisième mutinerie des Forces armées centrafricaines traînait en longueur, afin d'appuyer la force interafricaine d'interposition, la Misab. Depuis, le camp Leclerc vit au ralenti, avec seulement 350 hommes.

En dehors de ces tâches purement militaires, les EFAO profitaient de leurs séjours pour employer les matériels du génie et les muscles des soldats à refaire des pistes, construire des écoles ou réparer des canalisations d'adduction d'eau. L'hôpital du camp soigne les employés et leurs familles, mais aussi les enfants et les personnes âgées. Dans la ville de Bouar, on sait bien que les pistes défoncées à chaque saison des pluies le seront encore un peu plus après le départ des Français et qu'il faudra payer les médicaments pour être soigné à l'hôpital public.

Un pays fragilisé



On sait surtout que les centaines d'employés du camp (environ 250 depuis la réduction des effectifs) perdront leurs salaires. Ils touchaient entre 20 000 et 30 000 francs CFA, presque le double du salaire minimum. *« Mais, surtout, ils étaient payés le 30 de chaque mois*, explique Mahamat Ali Amin, un quincailler tchadien. *Alors que les fonctionnaires sont payés on ne sait quand. Qui va acheter, après les Français ? »*, demande-t-il en brandissant un paquet de cuillers en bois destinées à l'ordinaire du camp Leclerc. Le quincailler fournissait aussi les EFAO en fers à béton, en ciment, passant des commandes au Cameroun ou au Nigeria. Il quittera Bouar avant ses clients, car il craint que le ressentiment provoqué par le départ des Français ne se retourne contre les commerçants étrangers, tchadiens, libanais ou sénégalais.

Un missionnaire européen s'inquiète aussi. Interpellant un officier français, il l'interroge : *« Qui va leur donner du travail ? Ou c'est vous, ou c'est nous, ou ce seront les Arabes. »* Dans cette région proche à la fois du Tchad et du nord du Cameroun musulmans, l'islam progresse rapidement.

Un Centrafricain explique que certains fonctionnaires se réunissent déjà pour envisager des manifestations demandant le maintien des troupes. Artisan, qui fait *« 99 % de son chiffre d'affaires avec les militaires »*, il veut aussi quitter la ville.

DES MOIS DIFFICILES

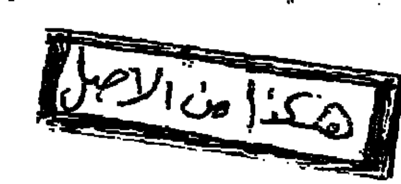
Le député Faustin Montsoki en convient : *« Personne ne refuserait que l'on proroge le séjour des EFAO. »* Pourtant M. Montsoki a été élu sous l'étiquette du Mouvement pour la libération du peuple centrafricain (MPLC), le parti du président Ange-Félix Patassé, qui est arrivé au pouvoir en demandant le départ des troupes françaises. Mais les perspectives de développement de la ville sont tellement minces qu'il ne voit pas d'alternative économique.

Les mois qui vont précéder le départ des EFAO s'annoncent donc difficiles. Certains ressentiments, accumulés au fil des années, vont réapparaître, avivés par la perspective d'une catastrophe économique. A Bouar, on se souvient à nouveau que deux enfants sont morts, il y a quelques années, après avoir joué avec des obus non explosés sur le champ de tir. Et la présence des prostituées a fait monter le taux de séropositivité à des hauteurs inconnues ailleurs en Centrafrique.

Le docteur Dolido, de l'hôpital de Bouar, explique : *« Ce sont des professionnelles qui arrivent souvent déjà contaminées ; les Français prennent leurs précautions mais, dans la journée, les filles "travaillent" avec les Centrafricains, qui sont moins prudents. Et eux, à leur tour, contaminent leurs femmes. »* Une enquête menée en 1995 a montré que 20 % des femmes qui accouchaient étaient séropositives. Même s'ils ont toujours existé, les vols et les agressions à l'endroit des soldats français se multiplient. Récemment, un colonel qui prenait un peu d'exercice aux abords du camp s'est fait voler son VTT.

Nul ne sait ce qu'il adviendra des installations du camp Leclerc. Les Forces armées centrafricaines, en pleine décomposition à la suite des mutineries à répétition qui les ont secouées depuis avril 1996, n'ont même pas réussi à occuper la caserne toute neuve construite pour elles par les EFAO. Il est donc hors de question qu'elles profitent des chambrées et des hangars, qui seront laissés à la merci du terrible pouvoir destructeur du climat équatorial.

Thomas Sotinel



Kinshasa et ses alliés veulent envoyer une force africaine au Congo

Des effectifs d'interposition en provenance de plusieurs pays d'Afrique centrale et de l'Est seraient déployés à Brazzaville dans « un bref délai », selon MM. Kabila et Lissouba

LE PRÉSIDENT de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, et son homologue congolais, Pascal Lissouba, sont tombés d'accord pour l'envoi, dans *« un bref délai »*, d'une force africaine d'interposition à Brazzaville, a annoncé, lundi 18 août, Radio-Congo à Kinshasa. Le déploiement de cette force a été proposé par Kinshasa après le sommet qui avait réuni, mercredi 13 août, le président Kabila et ses homologues ougandais et rwandais, Yoweri Museveni et Pasteur Bizimungu, à l'issue duquel ils avaient décidé d'impliquer leurs pays respectifs dans la recherche d'une solution à la crise congolaise. La force devrait être composée essentiellement d'Etats d'Afrique centrale et de l'Est : Angola, Centrafrique, Tchad, Rwanda, Burundi, RDC et Ouganda.

L'ancien président congolais Denis Sassou Nguesso, dont les miliciens affrontent les forces de Pascal Lissouba à Brazzaville, n'a pas encore réagi à l'annonce de la création de cette force africaine d'interposition. Mais Radio-Liberté, contrôlée par ses partisans, a critiqué l'intervention du président Kabila dans le conflit intercongolais, la qualifiant de *« cafouillis »*.

Le projet de cette force fait suite aux *« atermoiements »* du Conseil de sécurité de l'ONU, qui, selon Radio-Congo, a hésité à envoyer rapidement une force multinationale de maintien de la paix dans la capitale congolaise. *« Le président Kabila estime qu'avec une force essentiellement africaine les choses iront vite »*, a déclaré la radio. Le Conseil de sécurité de l'ONU avait posé trois conditions pour l'envoi de 2 000 à 2 500 hommes à Brazzaville : respect scrupuleux du cessez-le-feu, acceptation du contrôle international de l'aéroport et volonté clairement exprimée de parvenir à un règlement négocié englobant tous les aspects politiques et militaires de la crise.

REPRISE DES NÉGOCIATIONS

La radio congolaise n'a pas précisé les modalités de financement de la force d'interposition évoquée par les présidents Kabila et Lissouba, ni ses effectifs et la date exacte de son déploiement. *« La force sera mise en œuvre sous l'impulsion du président Kabila »*, a ajouté Radio-Congo, soulignant qu'elle sera chargée de *« sauver la démocratie et de créer les conditions* [nécessaires à] *l'organisation de l'élection présidentielle »*, initialement prévue en juillet. Le président Lissouba a indiqué qu'il souhaitait que l'*« Afrique s'implique dans la résolution de la crise congolaise »*. *« Les problèmes africains doivent être résolus de préférence par les Africains. Il faut que nous soyons solidaires pour résoudre les problèmes de la manière la plus efficace possible »*, a-t-il affirmé.

Les négociations intercongolaises de Libreville ont parallèlement repris, lundi 18 août, au palais présidentiel, où le chef de l'Etat gabonais, Omar Bongo, président du Comité international de médiation, a reçu séparément les belligérants.

Les négociations avaient été suspendues le 6 août, laissant en suspens la question de la désignation du premier ministre devant diriger un gouvernement d'union nationale. Les positions des uns et des autres ne semblent pas avoir varié depuis la suspension des travaux. Le camp Lissouba estime toujours que le premier ministre doit être nommé par le président, tandis que ses adversaires revendiquent de pouvoir le choisir et veulent qu'il soit doté de pouvoirs étendus sur l'armée.

La France a marqué, lundi, sa préférence pour la médiation menée par le président gabonais plutôt que proposée par Laurent-Désiré Kabila. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux, a jugé *« normal que les pays voisins du Congo s'intéressent à la recherche d'une solution pacifique à la grave crise que connaît ce pays »*, mais il a souligné que la France soutenait *« fermement les efforts de médiation menés par le président Bongo, en liaison avec l'ambassadeur Mohamed Sahnoun, représentant spécial de l'ONU et de l'OUA »*. *« Le Comité international de médiation envisage la mise en place d'une force de maintien de la paix de l'ONU qui comporterait une forte composante africaine »*, a ajouté M. Doutriaux. – *(AFP.)*

Le Hezbollah libanais réplique par des tirs de roquettes sur le nord d'Israël après le bombardement de Saïda

Le pilonnage de quartiers résidentiels par l'ALS a tué six civils

BEYROUTH
de notre correspondant

Le cycle des bombardements et contre-bombardements a repris de plus belle au Liban sud. Quelques heures après avoir menacé de riposter à des tirs de l'Armée du Liban sud (ALS), la milice libanaise auxiliaire d'Israël, contre la ville de Saïda, le Hezbollah chiite libanais a tiré, mardi 19 août, deux salves de roquettes (quarante-cinq, d'après un communiqué de Tsahal) sur le nord de l'Etat hébreu et sur la zone dite *« de sécurité »* qu'il occupe au Liban sud. Un civil israélien et un autre libanais ont été blessés. La veille, Saïda, la principale ville du Liban sud, avait brusquement renoué avec la guerre. Sept obus, tirés par l'ALS avaient touché des quartiers résidentiels, faisant six morts et trente-huit blessés. C'était la première fois depuis près de dix ans que cette ville portuaire de deux cent mille habitants était visée. Des villages situés à l'est de la cité ont également été pilonnés.

« Les obus n'ont pas été tirés par l'armée israélienne mais par les troupes du général Antoine Lahad », le chef de l'ALS, a affirmé Oded Ben Ami, le porte-parole militaire israélien. *« Le général Lahad a réagi à des attaques de civils dans la zone qu'il contrôle. Nous sommes contre ce genre de réaction, mais il s'agit là d'une affaire libanaise »*, a-t-il ajouté. Il faisait allusion à la mort, quelques heures auparavant, de trois civils libanais tués par l'explosion d'une bombe dans la zone dite *« de sécurité »* contrôlée par l'ALS. *« Nous regrettons profondément ce bombardement, qui contredit complètement notre politique »*, a déclaré le ministre israélien de la défense, Itzhak Mordechaï. Selon lui, des *« consignes explicites »* ont été données par Tsahal à l'ALS pour qu'elle évite de viser des civils.

Après le bombardement de Saïda, le Hezbollah, que l'Etat hébreu et l'ALS accusent d'être l'auteur de l'attentat à la bombe – ce qu'il dément –, a tiré une dizaine de roquettes Katioucha sur la plaine de Marjeyoun, où se trouve le quartier général de l'ALS. Estimant que cette dernière *« n'est pas à même de prendre la décision »* de bombarder Saïda, le « parti de Dieu » a imputé la responsabilité du pilonnage à Israël et a promis *« une réponse dure et douloureuse afin de dissuader l'ennemi »*. L'armée libanaise, qui, sauf à de rares occasions, reste toujours à l'écart du conflit meurtrier, a riposté au bombardement de Saïda après avoir, affirme-t-elle, identifié la source de tirs. Israël a déposé une plainte auprès du comité de surveillance du cessez-le-feu au Liban sud, protestant contre l'attentat qui a tué trois civils libanais.

Après des plaintes déposées par Israël et le Liban la semaine dernière, ledit comité, qui comprend les Etats-Unis, la France, la Syrie, le Liban et Israël, avait condamné aussi bien le Hezbollah que Tsahal pour violation de la trêve instaurée le 26 avril 1996, après l'opération israélienne « Raisins de la colère » au Liban. En vertu de cette trêve, les civils israéliens et libanais doivent être épargnés par le conflit armé. Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, s'est déclaré *« troublé »* et *« inquiet »* par l'escalade de la violence. Les Nations unies ont demandé *« aux deux parties de faire le maximum pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation et, en particulier, d'éviter que des civils soient visés »*, a déclaré un porte-parole de M. Annan. Washington a appelé les parties impliquées dans ces actes de violence à *« la plus grande retenue »*.

Lucien George

Israël débloque 30 % des fonds dus aux Palestiniens

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a décidé, lundi 18 août, de transférer 30 % des fonds dus aux Palestiniens, qu'il bloquait depuis le double attentat-suicide du 30 juillet à Jérusalem. Un communiqué officiel précise que cette mesure fait suite *« à la coopération partielle de l'Autorité palestinienne dans l'enquête sur l'attentat du marché de Mahané Yehouda »*. Israël *« apprécie »* aussi les efforts palestiniens pour arrêter et juger promptement les assassins d'un chauffeur de taxi israélien, jeudi 14. Des responsables du ministère israélien des finances ont précisé que 13 millions de dollars seraient débloqués dans un premier temps. D'après des responsables palestiniens, les sommes dues par l'Etat hébreu s'élèvent à 70 millions de dollars, prélevés sous forme de taxes et droits de douane sur des biens ou des travailleurs palestiniens. Israël applique le principe *« donnant donnant, une concession en échange d'une autre »*, a expliqué David Bar Illan, le conseiller de M. Nétanyahou.

Mohéli, l'oubliée des Comores, se rebelle à son tour

MOHÉLI
de notre envoyé spécial

REPORTAGE

L'île a rejoint Anjouan dans la révolte contre la domination de la capitale

La petite route asphaltée serpente au-dessus de la mer turquoise, bordée par une rangée de vieux sang-dragon et traverse, de temps à autre, un sous-bois où chaque bosquet recèle un parfum. Aux girofliers d'une plantation abandonnée succèdent les champs d'ilangs-ilangs ou encore les caféiers sauvages en fleurs. Parfois, une fugitive odeur de vanille et, le long de la route, des villageois qui rentrent des champs en portant sur la tête la récolte du jour dans un panier aux feuilles de palmier tressées.

Mohéli apparaît comme une île bienheureuse et oubliée des Comores. Mais c'est précisément parce que cette région de 290 kilomètres carrés, qui compte environ 40 000 habitants et pas plus d'une trentaine de voitures, a été laissée à l'écart qu'aujourd'hui elle conteste la souveraineté comorienne, et cette route idyllique semée de troncs d'arbre abattus en porte les marques. A Fomboni, le chef-lieu, les restes des barricades sur la chaussée montrent que les pavés ont volé, comme à Anjouan, l'autre île de la République des Comores qui s'est révoltée contre la domination de Grande Comore et de la capitale, Moroni.

Dans ce site enchanteur, dont on dit que ses habitants n'ont qu'à tendre la main pour manger, Mohéli fait maintenant mentir le proverbe comorien selon lequel *« Grande Comore parle, Anjouan travaille et Mohéli dort »*. La tension monte depuis la première semaine d'août, après que les sécessionnistes ont nommé leur « président » et leur « premier ministre » et hissé les drapeaux français et mohélien – celui de la sultane Fatima Djombé.

Trois jours après, les gendarmes ont tenté d'effacer cet affront à la souveraineté comorienne. Mais, par précaution, les mâts sacrilèges avaient été recouverts de graisse et les forces de l'ordre ont dû recourir aux grenades pour arracher les drapeaux. C'en était trop pour les habitants. Des barricades ont alors surgi dans les rues de Fomboni et, sur les murs, des graffitis rageurs – *« Île = Etat »*, *« Gouvernement fantoche »* – et, à l'adresse du président de la République, *« Taki, go home »*. La police a tiré des grenades lacrymogènes, une personne est tombée, blessée au front et le gendarme qui l'a lancée a vu toutes ses affaires personnelles brûlées par la foule en guise de représailles. *« Sa maison a été épargnée parce qu'il n'en était que locataire »*, précise un témoin.

« COMME UNE PRISON »

Deux jours plus tard, la visite des médiateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a failli tourner au drame. La population n'a pas admis de s'être fait doubler à l'accueil des émissaires par les autorités locales : elle a bloqué le convoi officiel. Les manifestants ne se sont calmés que lorsque le chef de la délégation, l'ambassadeur ivoirien Pierre Yéré, a accepté qu'ils l'escortent en ville.

Toute l'opposition mohélienne, coalisée dans le Forum pour le redressement, est passée dans le camp indépendantiste, alors que le leader national du Forum, Abbas Dioussouf, originaire de Grande Comore, condamne tout séparatisme. *« C'est encore le Moyen Âge dans nos campagnes et Mohéli est considérée comme une prison*, explique Mohamed Hassanaly, un armateur responsable du Forum à Mohéli et dont le propre frère est l'actuel ministre de la justice. *Les fonctionnaires proches de l'opposition y sont envoyés chez nous par mesure disciplinaire »*.

« Moroni a un aéroport international, Anjouan un port international, poursuit l'opposant, *et il nous faudrait aussi quelque chose d'international. »* A son domicile, où affluent ses partisans, on discute, entre autres, de la mise sur pied d'une armée pro-indépendantiste pour mettre au pas les gendarmes loyalistes : *« Quelques missiles feraient l'affaire »*, suggère quelqu'un.

« Notre indépendance doit s'accompagner d'une franche coopération avec la France », conclut M. Hassanaly, regrettant au passage de ne pas avoir suivi les conseils des habitants de Mayotte qui, il y a vingt ans, ont décidé de rester Français. *« Ils nous suggéraient de faire de même car nos petites îles n'étaient pas de taille à lutter avec les deux grandes »*.

L'esprit des sultans batailleurs n'est décidément pas mort dans l'archipel. La vindicte des Mohéliens ne vise pas seulement Moroni, mais aussi et surtout Anjouan, qui, pourtant, tente également d'échapper à l'emprise de Grande Comore. Les Anjouanais, qui ont immigré en grand nombre sur l'île, sont tenus pour responsables du déboisement, du braconnage des tortues marines, espèce protégée, et accusés de consommer une bonne part du quota de riz attribué à Mohéli.

Le chef du Forum, quant à lui, est déjà accusé par l'aile originale de la coalition indépendantiste – le Mouvement mohélien pour l'égalité des îles, créé en 1995 – d'avoir pris le train en marche. Comme à Anjouan, les luttes intestines apparaissent en filigrane et les séparatistes risquent de se présenter en ordre dispersé aux négociations qui vont s'engager, sous les auspices de l'OUA, avec le gouvernement comorien.

Jean Hélène

Les déboires administratifs d'un investisseur

Pierre Barat, un ancien concessionnaire automobile à Marseille, a vendu son commerce et quitté la France pour venir construire, avec le soutien de son épouse, quelques bungalows pour touristes sur la plage de Nioumachoua, en face de la réserve marine des « îlots », véritable aquarium à quelques pas du rivage, où les tortues marines sont la principale attraction. Mais, dans le dédale des démarches administratives, M. Barat a découvert qu'en 1996 les autorités de Moroni avaient vendu pour trente ans à un homme d'affaires les droits d'exploitation de tout ce qui concerne le tourisme à Mohéli. Les Mohéliens tentent, depuis, de faire pression pour obtenir l'annulation de ce contrat qui n'a pas été avalisé par le Parlement. *« On impose toujours aux investisseurs de s'installer à Grande Comore*, fulmine encore l'opposant Mohamed Hassanaly. *Avec l'indépendance, ça ne se passerait pas comme ça. »* Les gens de Nioumachoua espèrent que la révolte de Mohéli obligera Moroni à céder.

Le ministre allemand de l'économie prévoit une hausse du taux de croissance

M. Rexrodt reconnaît que le chômage continue d'augmenter

Günter Rexrodt, le ministre allemand de l'économie, a indiqué, lundi 18 août, au cours de sa traditionnelle conférence de presse d'été, que la croissance de l'économie atteindra 2,5 % en 1997, puis progressera entre 2,5 % et 3 % en 1998. Ce regain de la conjoncture sera néanmoins insuffisant pour permettre une amélioration sensible sur le marché de l'emploi, alors que le chômage touche déjà 4,35 millions de personnes.

APRÈS la recession de 1993 et la croissance lente des années suivantes (1,4 % seulement l'an dernier), 1997 sera-t-elle enfin l'année d'une véritable reprise en Allemagne ? Les prévisions officiellement communiquées, lundi 18 août, par le ministre de l'économie, Günter Rexrodt, paraissent l'indiquer.

Le produit intérieur brut (PIB) allemand progressera de 2,5 % en 1997, soit presque autant que les 2,75 % promis par le chancelier Kohl il y a quelques mois, et la croissance pourrait atteindre 3 % en 1998. Quant à la sacro-sainte limite de 3 % du PIB fixée pour le déficit budgétaire des pays souhaitant participer à l'euro, M. Rexrodt a seulement répété que l'Allemagne serait en mesure de la respecter, sans donner de détails supplémentaires. Il n'a pas non plus évoqué les difficultés de l'adoption de la grande réforme fiscale promise par le chancelier Kohl, au moment où celui-ci s'apprête à réaliser des concessions en vue d'obtenir un allégement, même amoindri, des feuilles d'impôts de la population allemande. M. Rexrodt reconnaît que ce sont les exportations qui tirent la croissance du pays, d'autant que le mark, après avoir été notoirement surévalué, a enfin retrouvé ces derniers mois – *progression du dollar aidant – un taux de change plus compétitif. Les ventes réalisées aux Etats-Unis, en Asie, dans les autres pays émergents, ont* ainsi beaucoup progressé.

Il n'en reste pas moins que celles réalisées en Europe occidentale et de l'Est, qui représentent plus de 60 % des ventes totales de l'Allemagne, continuent à souffrir de la conjoncture peu favorable du continent. Et, surtout, la demande intérieure, moteur traditionnel de la croissance, reste faible, « *globalement contenue* », a déclaré pudiquement M. Rexrodt. Pour preuve, la déprime persistante du secteur du bâtiment.

Dans ce contexte, il est peu surprenant que le marché du travail reste très déprimé et que le chômage continue, presque chaque mois, d'atteindre de nouveaux records inégalés depuis la seconde guerre mondiale : 4,35 millions de personnes étaient à la recherche d'un emploi en juillet, soit 11,4 % de la population active (près de 20 % en Allemagne de l'Est).

INCERTITUDE

On a aujourd'hui de plus en plus de peine à croire en la promesse du chancellier Kohl de diminuer le chômage par deux avant l'an 2000, même si M. Rexrodt a évoqué, lundi, « *une première légère baisse* » du nombre moyen de chômeurs en 1998. Celle-ci toucherait essentiellement l'ouest du pays, a-t-il précisé, l'ex-RDA continuant de souffrir d'une faible productivité, et de grever les finances publiques du pays par le montant des subventions nécessaires à sa modernisation et à la couverture sociale de sa population.

Dans ce climat d'incertitude sur la solidité de la reprise, même des membres de la très rigide Bundesbank font savoir aujourd'hui publiquement qu'il serait dangereux pour l'Allemagne de durcir le crédit, une démarche très inhabituelle dans une institution réputée pour sa rigueur.

Les hausses de taux d'intérêt sont réputées décourageantes pour l'investissement, mais la Banque centrale allemande juge généralement *ce risque moins grand que celui de l'accélération des prix. Or, aujourd'hui, M. Rexrodt reconnaît* « *ne voir aucun danger* » en matière d'inflation. Et, à la Bundesbank, un membre du conseil central, Hans-Jürgen Krupp, a indiqué lundi, dans un discours diffusé par avance à Francfort, qu'un relèvement des taux serait « *grandement préjudiciable* » à l'économie allemande. En effet, selon lui, « *la valeur du mark sur le marché des changes s'est dépréciée d'environ 6 %. (...) Un tel affaiblissement peut mener à de l'inflation importée* ». Il semble ainsi très possible que l'institut d'émission choisisse de ne pas modifier, dans un avenir proche, une politique de taux d'intérêt maintenus inchangés depuis plus d'un an.

Françoise Lazare

ASIE CENTRALE, AN VI : LA FIN DES ILLUSIONS

II. – Och, sur la ligne de fracture entre Kirghizes et Ouzbeks

Après Douchanbé, capitale du Tadjikistan (Le Monde du 19 août), nous poursuivons la publication de notre série de reportages dans sept villes d'Asie centrale ex-soviétique.

REPORTAGE

Les tueries de 1990 ? « C'est fini ; ce sont les Russes qui avaient tout provoqué. »

OCH (Kirghizstan)
de notre envoyée spéciale

Nichée en contrebas de la colline sacrée de l'oasis, la mosquée Abdoullakhan, la plus ancienne d'Och, surgit à l'ombre de peupliers, d'ormes et de mûriers. Des enfants jouent au bord du ruisseau qui s'échappe pour irriguer au loin les champs de coton. De vieux Ouzbeks, portant calotte brodée, le caftan serré à la ceinture, palabrent avant la prière du coucher du soleil.

Mohammad Ousman Hadji, vêtu à l'européenne, a parqué sa vieille Mercedes et goûte la fraîcheur du moment. A la fois gérant de la mosquée et chef élu du quartier, il tient un discours étonnamment direct, dans cette Asie centrale aux sociétés opaques, issues de siècles de cohabitation entre ethnies diverses, sur une route de la soie balayée par les envahisseurs. « *Si on ne s'était pas ressaisis en chassant d'ici les fondamentalistes*, dit-il, *aucune femme et aucun Russe n'auraient pu approcher de cette mosquée. Alors que là, regardez, nous sommes ouverts : voilà aussi un Kirghize qui vient prier.* »

SÉGRÉGATION

En indiquant ainsi qu'on assimile autour de lui les Kirghizes aux Russes et aux femmes, ce notable ouzbek met le doigt sur la ligne de fracture de sa cité d'apparence si calme, presque bucolique. En 1990, c'est d'ici qu'était partie une des flambées de violence les plus aiguës de la région, quand Kirghizes et Ouzbeks s'étaient affrontés durant plus d'une semaine avant que l'armée, alors soviétique, ne quadrille le terrain. Il y eut officiellement des centaines de morts, peut-être des milliers.

A Och, le fondamentalisme se combine aux effets pervers de la « politique des nationalités » soviétique de 1924. Le Turkestan de l'empire russe *fut alors artificiellement divisé en Républiques nationales. Och, peuplée d'Ouzbeks, fut* rattachée au Kirghizstan alors que l'Ouzbékistan voisin commence à 3 kilomètres de la ville...

Pur machiavélisme ? Volonté, avec Och, de doter le Kirghizstan montagneux d'un morceau de la riche plaine de la Ferghana ? Ou désir de brider les ambitions des Ouzbeks, traditionnellement dominants dans la région ? On en discute encore, mais la communauté *ouzbèke de Mohammad Ousman considère que son vrai pays est l'Ouzbekistan voisin et accuse Moscou d'être à l'origine de tous* ses malheurs.

Les colons russes, puis soviétiques, ont, pendant un siècle, détruit la moitié des quartiers ouzbeks traditionnels d'Och. Leurs belles maisons traditionnelles en pisé, aveugles sur la rue mais s'ouvrant sur des cours plantées d'arbres fruitiers et de vignes, furent détruites au profit de bâtiments officiels (dont une université), puis de bâtiments de style HLM destinés aux Russes et aux Kirghizes descendus de leurs montagnes.

Peuple de cavaliers nomades aux yeux bridés, islamisés bien plus tard et moins complètement que les sédentaires Ouzbeks, les Kirghizes furent « favorisés » par Moscou, un peu sur le modèle des Kabyles en Algérie, auxquels les Français cherchaient à s'allier face aux Arabes... La ségrégation, à Och, reste en effet la règle. D'un côté, les quartiers traditionnels ouzbeks, avec leurs propres mosquées et écoles. De l'autre, les quartiers « modernes » et à dominante kirghize, où se mélange le reste des 200 000 habitants de la ville : Tatars, Coréens ou Russes, dont le nombre a chuté de moitié depuis l'indépendance, ne constituant plus que 10 % de la population à Och.

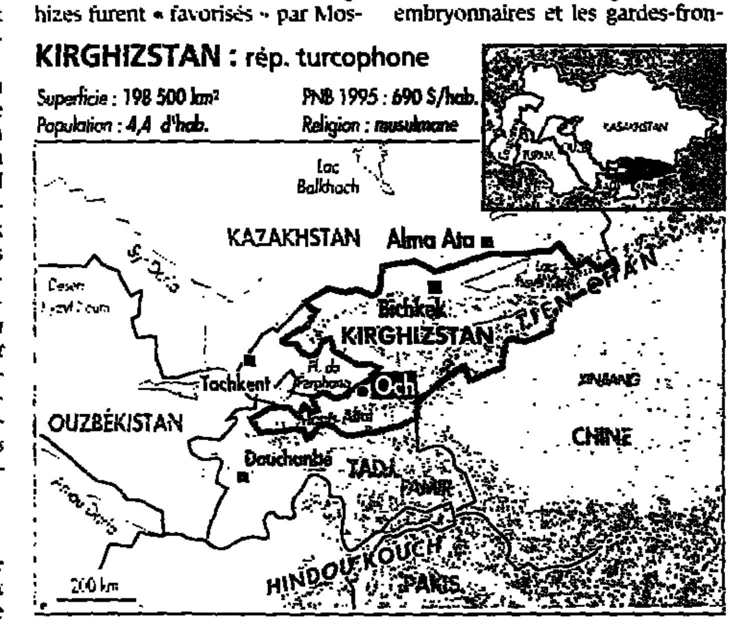
Mais tout le monde se retrouve côte à côte au bazar, vrai cœur de la ville, plein de vie, d'odeurs et de couleurs, celles des habits traditionnels des uns et des autres. Un haut-parleur vante les prix des sociétés qui offrent des trajets en bus vers Meched (Iran) et Urumqi (capitale du Xinjiang chinois), ou en avion vers Istanbul, Pékin, Islamabad ou Dubaï.

Och survit ainsi, ses ouvriers ou professeurs au chômage, comme ses femmes au foyer, allant chercher au loin ce qui se vend au bazar. « *Mais pour les fruits et légumes, on va à côté, en Ouzbékistan* », dit Maïssara, assise au milieu de ses tissus iraniens, appuyée contre sa voisine, vendeuse de chaussures turques. L'une parle ouzbek, l'autre kirghize, mais elles se comprennent sans problèmes : les deux sont des langues issues du turc. A l'évocation des tueries de 1990, Maïssara ne se trouble pas. « *C'est fini ; ce sont les Russes qui avaient tout provoqué.* » Sa voisine acquiesce poliment.

Les Kirghizes murmurent que tous les Ouzbeks sont armés et qu'en cas de nouvelles « provocations », il leur suffira de résister quelques heures jusqu'à l'arrivée de l'armée ouzbèke, qui alors s'installera : les forces kirghizes sont embryonnaires et les gardes-frontières russes, présents ici face à la Chine et au Tadjikistan (sur la juteuse route du trafic d'opium dont tout le monde profite), ne pourront, ou ne voudront pas agir contre une armée locale se présentant comme « *force d'interposition* ».

KIRGHIZSTAN : rép. turcophone

Superficie : 198 500 km² — Population : 4,4 d'hab. — PNB 1995 : 690 $/hab. — Religion : musulmane



« SCÉNARIO FANTAISISTE »

En bon notable ouzbek, Mohammad Ousman écarte ce « *scénario fantaisiste* ». Son rôle est de renforcer la discipline parmi les siens, tout en collaborant avec le pouvoir kirghize. *Comme le demande Islam Karimov, président de l'Ouzbékistan voisin, dont les désirs, ici, sont des ordres.* C'est lui qui, lors de la dernière élection présidentielle au Kirghizstan, a enjoint les Ouzbeks d'Och de voter pour le président kirghize Askar Akaev. Ce qui fut fait. Le marché, selon un bon connaisseur de la région, consistait à récompenser les autorités kirghizes d'avoir mis au pas le courant *fondamentaliste ouzbek d'Och, étroitement lié à celui qui est durement réprimé en Ouzbékistan même.*

Il y a trois ans, le jeune Ouzbek Bekzad fréquentait la *madrassa* (école islamique) tenue par les fondamentalistes de la mosquée Adboullakhanov. Mais elle a été fermée. Il en est réduit à poursuivre son étude du Coran dans une maison privée, auprès d'un mystérieux maître, « *venu de Turquie* ».

« LA VRAIE VOIE »

Après avoir écoulé sur le bazar des fraises achetées le matin même en Ouzbékistan, Bekzad et son père offrent une tournée des mosquées dont les imams suivent « *la vraie voie* ». Périphériques, elles seraient les plus fréquentées, mais pas les plus riches. De toute façon, la seule école religieuse autorisée aujourd'hui à Och est située à 6 kilomètres de la ville. Elle est réservée aux Kirghizes, peu enclins à l'islamisme subversif et qui ne risquent pas d'inquiéter le président de l'Etat voisin. De même, le seul lycée moderne d'Och, où l'on enseigne l'anglais à la place du russe et qui est tenu par des Turcs laïques, est lui aussi réservé de fait aux Kirghizes : la langue ouzbèke n'est pas à son programme. C'est une façon, pour le président kirghize Akaev, de promouvoir l'éducation de ses frères ethniques, fils de nomades défavorisés par rapport aux vieux citadins ouzbeks. Mais pas la meilleure façon de surmonter les ressentiments de ces derniers.

Mohammad Ousman tente de les convaincre que la priorité, pour sortir sans nouvelles violences de la crise de transition, est de « *laisser le gouvernement travailler* ». « *Pour que le peuple voie un jour*, dit-il, *que des musulmans peuvent prospérer ailleurs qu'en Iran et en Arabie saoudite, où les femmes sont voilées.* » Mais le jeune Bekzad, privé de *madrassa* comme de lycée moderne, n'imagine pas que ses sœurs puissent un jour enlever leurs foulards blancs offerts à la famille par son nouveau maître clandestin.

Au coucher du soleil, il enfourche son vélo pour le rejoindre, contournant la colline sacrée – le « mont du prophète Süleyman » – observant au passage les « maisons de riches » qui se multiplient dans les quartiers traditionnels. On dit *que ce sont celles des trafiquants de drogue, reconnaissables à leurs riches portails de bois imitant les* modèles anciens, et aux Mercedes rutilantes qui sont garées devant.

Sophie Shihab

PROCHAIN ARTICLE
A Namangan (Ouzbékistan), les fils de la vallée de Ferghana prient Allah et risquent la prison

Les Etats-Unis continuent de moderniser leurs armes nucléaires

WASHINGTON. Selon un rapport du département de l'énergie, publié mardi 19 août par le *New York Times*, les Etats-Unis continuent de développer de nouvelles têtes nucléaires sans accroître, pour autant, leur arsenal de dissuasion. Il s'agit notamment d'une modernisation des détonateurs des armes thermonucléaires aéroportées B-61 et des armes W-76 et W-88 à bord des missiles intercontinentaux sol-sol MX et mer-sol Trident.

Selon une organisation américaine, la Natural Ressources Defense Council (NRDC), citée par le quotidien, cette *politique contreviendrait au traité sur l'interdiction des essais nucléaires (CTBT)* signé par Washington en 1996 et imposant des contrôles *techniques* sur le développement de nouvelles armes. *Toutefois*, le Sénat n'a toujours pas ratifié le CTBT. – *(AFP)*

Washington change de tactique sur les mines anti-personnel

EDGARTOWN (Etats-Unis). Les Etats-Unis ont effectué, lundi 18 août, une volte-face apparente en s'engageant à participer au processus dit d'Ottawa, une initiative lancée l'an dernier par le gouvernement canadien pour bannir la production, le stockage, l'utilisation et l'exportation des mines anti-personnel, qui tuent ou mutilent environ 25 000 personnes par an. L'annonce en a été faite à Edgartown, où Bill Clinton a installé ses quartiers d'été. Jusqu'à présent, Washington refusait de participer au processus d'Ottawa au motif qu'il ne rassemble que des Etats déjà convaincus, alors qu'une autre négociation a lieu dans le cadre de l'ONU à Genève. L'objectif des Canadiens est de parvenir à la conclusion d'un traité qui serait paraphé en décembre à Ottawa.

Toutefois, Washington posera comme condition « *sine qua non* » à la signature d'un tel traité que la péninsule coréenne, où sont stationnés quelque 37 000 GI's, en soit exclue. « *Face à ces conditions, je préférerais que les Etats-Unis ne participent pas aux négociations* », a déclaré Steve Goose, directeur de programme au Human Rights Watch Arms Project. – *(AFP)*

La croissance mexicaine atteint un taux record de 8,8 %

MEXICO. *Avec un taux de 8,8 % au cours du deuxième trimestre 1997, la croissance mexicaine a connu sa plus haute valeur depuis seize ans. La hausse des exportations ainsi que la vitalité de la consommation intérieure, fouettée par la réduction du chômage et la baisse de l'inflation*, expliquent ces chiffres inattendus. Les experts spéculaient sur un taux de quelque 5,5 % au cours du trimestre, après un chiffre, déjà considéré comme bon, de 5,1 % au cours des trois premiers mois de l'année.

Ces excellents chiffres, rendus publics plus rapidement que prévu, devraient contrebalancer les inquiétudes politiques quiagitent les milieux économiques, espèrent les responsables gouvernementaux mexicains. Lundi, la Bourse de Mexico avait enregistré une chute sensible, partiellement provoquée, pensent les analystes, par l'assassinat, l'avant-veille, du frère du ministre des finances. – *(Bloomberg.)*

La Russie et la Tchétchénie vont négocier un traité de paix

MOSCOU. Un an après la fin de la guerre, M. Eltsine et le président tchétchène, Aslan Maskhadov, sont convenus, lors d'une rencontre, lundi 18 août au Kremlin, de préparer un traité de paix tentant de définir les relations entre les deux anciens belligérants. La tâche promet d'être ardue, Moscou continuant de refuser l'indépendance autoproclamée depuis 1991 par cette petite république caucasienne de moins d'un million d'habitants. MM. Eltsine et Maskhadov ont également tenté de résoudre la question de l'aide russe à la reconstruction de la république sécessionniste, jugée nettement insuffisante par les Tchetchènes. – *(AFP.)*

Le chef des privatisations russes demande des mesures de protection

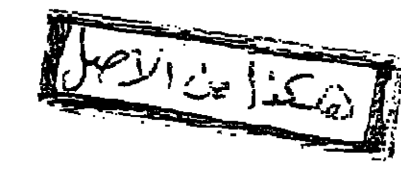
MOSCOU. Le président du Comité d'Etat russe aux privatisations Maxime Boïko va demander au ministère de l'Intérieur de prendre des mesures pour assurer la sécurité de ses employés après l'assassinat, lundi 18 août, du président du comité pour Saint-Petersbourg. La voiture de Mikhaïl Manevitch, trente-six ans, également vice-gouverneur de Saint-Petersbourg et membre de la commission nationale des privatisations, a été mitraillée en plein centre-ville alors qu'il se rendait à son bureau. M. Manevitch est décédé pendant son transfert à l'hôpital. *Le premier vice-premier ministre russe, Anatoli Tchoubaïs*, père du programme de privatisation et ami personnel de la victime, a promis que « *la position de l'équipe de réformateurs resterait inchangée* ». – *(AFP.)*

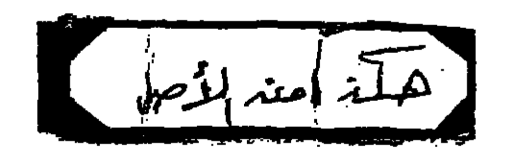
Des milliers de Cambodgiens se réfugient en Thaïlande

BANGKOK. La Thaïlande a autorisé, *lundi 18 août*, l'entrée sur son territoire de plus de 20 000 civils cambodgiens fuyant les combats entre les troupes de l'homme fort du Cambodge, Hun Sen, et de son rival déchu, le prince Norodom Ranariddh, *dans le nord-ouest* du pays. Les forces du prince Ranariddh, ancien « *premier* premier ministre » chassé du pouvoir le mois dernier, pourraient être rapidement défaites par les troupes de l'ex-communiste Hun Sen, a *indiqué* une source militaire thaïlandaise, qui s'attend à une *intensification* des combats. Les partisans du prince ont par ailleurs rencontré, dimanche, des factions khmers rouges qui participent aux affrontements à leurs côtés. – *(AFP.)*

DÉPÊCHE

■ **CROATIE : un Croate de Bosnie, Pero Skopljak, inculpé de crimes de guerre** par le Tribunal pénal international de la Haye (TPI), a été *arrêté par la police* et incarcéré en Croatie, a annoncé le ministère de la justice à Zagreb. M. Skopljak, né le 4 juin 1944 à Vitez, en Bosnie centrale, est poursuivi pour « *crimes de guerre* » commis durant le conflit croato-musulman (1993-1994). Il était à cette époque le chef de la police de Vitez. M. Skopljak ainsi que ses co-accusés, Dario Kordic et Zlatko Aleksovski, Mario Cerkez, Ivan Santic, sont accusés par le TPI pour leur participation aux massacres de Musulmans durant ce conflit dans la vallée de la Lasva, en Bosnie centrale. – *(AFP.)*





GOUVERNEMENT Les vingt-sept cabinets ministériels comptent, à ce jour, quatre cent quatre membres, un nombre sensiblement supérieur à celui de l'équipe constituée autour d'Alain Juppé, qui avait tenté de limiter les effectifs des conseillers de ses ministres. A Matignon, on considère désormais que ce sont les méthodes de travail, davantage que les effectifs des cabinets ministériels, qui doivent évoluer. ● LA FONCTION PUBLIQUE continue de fournir l'essentiel (70 %) de l'entourage des membres du gouvernement. Quatre-vingt-dix-sept membres des cabinets ministériels sont des anciens élèves de l'ENA ; une cinquantaine seulement sont issus du secteur privé. ● LES MINISTRES, qui, à la demande pressante de M. Jospin, ont dû abandonner leurs mandats exécutifs locaux, n'en continuent pas moins de suivre indirectement les dossiers de leurs communes ou de leurs circonscriptions.

Lionel Jospin a renoncé à limiter les effectifs des cabinets ministériels

Le premier ministre, qui dirige un gouvernement resserré, est lui-même entouré par cinquante conseillers. Son propre directeur de cabinet, Olivier Schrameck, qui a supervisé la composition de l'entourage des ministres, a favorisé la pratique du travail transversal

PLUS de quatre cents ! Les vingt-sept cabinets ministériels du gouvernement emploient quatre cent quatre personnes, selon le *Journal officiel*, qui, depuis le début juin, égrène les arrêtés de nomination. Et toutes les « embauches » n'ont pas encore été effectuées, au point que les effectifs totaux pourraient être de l'ordre de quatre cent cinquante.

Lionel Jospin a composé un des gouvernements les plus restreints de la V[e] République, *mais, contrairement* à son prédécesseur, il n'a pas voulu diminuer le nombre de conseillers dont aiment à s'entourer les ministres. Il a simplement interdit la présence dans les entourages ministériels de conseillers « officieux », ces hommes et ces femmes qui ne figurent dans aucun organigrame mais qui disposent pourtant d'un bureau et surtout d'un téléphone pour intervenir au nom du *« ministre »*. Mais à Matignon, on ne se fait guère d'illusion sur le respect de cette consigne.

Les cabinets ministériels ont ainsi des effectifs plus importants que ceux du second gouvernement d'Alain Juppé : on comptait alors trois cent cinquante et un conseillers officiels. S'inspirant du rapport Picq, commandé puis enterré par Edouard Balladur en 1994, selon lequel le *« rôle excessif »* des cabinets constituait l'*« un des maux les plus graves de notre République »*, le premier des chefs de gouvernement du septennat de Jacques Chirac avait voulu diminuer leur rôle en restreignant leurs effectifs. Une circulaire, rédigée en mai 1995, avait prévu que les trente-deux cabinets ministériels de son premier gouvernement (Matignon non compris) disposeraient au plus de cent quatre-vingt-dix-huit personnes.

> L'hôte actuel de Matignon n'a pas fait sienne l'analyse du rôle néfaste que joueraient les cabinets

Ce contingentement drastique ne pouvait être viable que si les méthodes du travail gouvernemental étaient réformées, les directeurs d'administration centrale devenant les véritables conseillers des ministres, et le nombre des directions étant fortement réduit. Or cela n'a pas été le cas, et les membres des cabinets ont croulé sous le poids de leur charge. Alain Juppé en a tiré les leçons, lors de la formation de son second gouvernement : une nouvelle circulaire autorisait cette fois trois cent dix personnes.

L'hôte actuel de Matignon n'a pas fait sienne l'analyse du rôle néfaste que joueraient les cabinets. Il estime au contraire que les ministres doivent disposer de conseillers en nombre suffisant pour bénéficier d'une expertise technique autre que celle des directions administratives. Il est vrai que son propre directeur de cabinet, Olivier Schrameck, est particulièrement bien placé pour connaître les us et coutumes de cette institution typiquement française : en 1995, il a publié aux éditions Dalloz un ouvrage, *Les Cabinets ministériels*.

Sachant qu'il était inutile de fixer des règles strictes et uniformes qui seraient immédiatement détournées, le chef du gouvernement n'a *donné qu'une consigne orale* : les ministères devaient recruter entre douze et quinze personnes, les secrétariats d'Etat moins. Or, elle n'a guère été respectée. Plusieurs ministères ont dépassé ce chiffre. Quelques-uns sont très au-dessus, comme ceux de Claude Allègre (éducation nationale, recherche et technologie) ou ceux de Dominique Strauss-Kahn (économie, finances et industrie), qui comptent chacun vingt-huit personnes, ou celui de Martine Aubry (emploi et solidarité), qui en a trente-trois. Le premier ministre dispose lui-même de cinquante conseillers.

L'entourage de Lionel Jospin estime que ce sont les méthodes de travail des cabinets, et non leurs effectifs, qui doivent changer : *« Les cabinets ministériels occupent tout naturellement un certain vide du pouvoir »*, écrivait Olivier Schrameck, en 1995, déplorant que les collaborateurs se substituent à des ministres absents, pour cause de cumul des mandats. Lionel Jospin a imposé, non sans mal, que les ministres cessent de diriger un exécutif local, afin de consacrer tout leur temps à leur responsabilité nationale (*Le Monde* du 18 juin). Mais l'esprit de cette réforme paraît bien mal respecté : la plupart des ministres ont chargé un de leurs conseillers de s'occuper des affaires de leurs villes et de la circonscription où ils ont été élus députés *(lire ci-dessous)*.

A l'hôtel Matignon, on ne trouve rien à redire à cette pratique. On assure que, pendant qu'un conseil*ler s'occupe des dossiers locaux*, le ministre a l'esprit libre. Pourtant, en 1995, Olivier Schrameck avait mis « les points sur les i », en écrivant : *« Dès qu'un ministre a un ancrage politique, il est assisté au sein du cabinet, que ce soit officiellement ou officieusement, par un conseiller ou chargé de mission dont la fonction est de veiller à la continuité de son implantation locale.* (...) [Ce conseiller] *est un garant de la pérennité de la carrière politique du ministre.* » Aujourd'hui pourtant, le directeur de cabinet du premier ministre a validé l'existence de ces conseillers, puisque tous les organigrammes des cabinets des membres du gouvernement ont dû lui être soumis afin qu'il leur donne *son feu vert*.

Cette surveillance a permis à Matignon d'encourager l'existence de « doublons », c'est-à-dire de conseillers présents à la fois chez les ministres et chez les ministres délégués ou secrétaires d'Etat qui leur sont rattachés, une pratique qui se reprend depuis qu'elle a été imaginée par Edouard Balladur, lorsqu'il était ministre d'Etat pendant la première cohabitation. Olivier Schrameck avait, dans son livre, écrit : *« La propension naturelle des membres du gouvernement de second rang* (...) *est de prendre des initiatives de toute nature qui marquent leur champ d'action et leur autonomie. Et leurs cabinets respectifs ne font que les encourager dans cette tendance qui justifie leur rôle.* (...) *Une parade institutionnelle* (...) *consiste en une imbrication des cabinets.* »

Le cabinet de Dominique Strauss-Kahn compte ainsi treize « doublons », qui sont aussi chez Jacques Dondoux (commerce extérieur), Christian Sautter (budget), *Marylise Lebranchu (PME*, commerce et artisanat) et Christian Pierret (industrie). Martine Aubry et Bernard Kouchner (santé) partagent trois conseillers. Claude Allègre et Ségolène Royal (enseignement scolaire) en ont sept en commun. Les directeurs de cabinet de Louis Besson (logement) et Michelle Demessine (tourisme) sont chargés de mission chez Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement. L'objectif est d'éviter la *« guerre des entourages »*, *qui est* le principal travers du fonctionnement des cabinets ministériels, et donc un grand risque lorsqu'ils sont pléthoriques.

Rafaële Rivais

Ministre d'une circonscription

Nombre de ministres gardent un œil sur la circonscription où ils ont été élus député ou sénateur. Chez Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement, un sous-préfet, jusqu'alors en poste à Strasbourg, suit les dossiers concernant l'Alsace. Un chargé de mission traite les questions relatives à la 19e circonscription de Paris chez Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Le chef du cabinet de Dominique Strauss-Kahn surveille les affaires de Sarcelles, *ville dont le ministre de l'économie était le maire jusqu'en juin.*

Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, dispose d'un chargé de mission pour les affaires *« locales et réservées »*, c'est-à-dire corses. Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a nommé un chargé de mission *« pour les questions intéressant la 3e circonscription du Jura »*. Le directeur de cabinet de la mairie de Saint-Ouen-l'Aumône est chargé des *« affaires régionales et locales »* chez Alain Richard, ministre de la défense.

Une majorité de hauts fonctionnaires et quelques transfuges du secteur privé

LA COMPOSITION des cabinets ministériels ne laisse qu'une place limitée aux re*présentants de la « société civile »*. Avec quelque deux cent quatre-vingts personnes, la fonction publique représente 70 % des effectifs de ceux du gouvernement Jospin. Ce pourcentage est largement conforme à celui des gouvernements précédents, si l'on en croit une étude des élèves de l'ENA : *« Le pourcentage de fonctionnaires dans les cabinets ministériels était de 60 % à la fin de la 4e République, de 80 à 90 % dans les années 70 et de 65 % dans le gouvernement de M. Mauroy en 1982, avant d'atteindre à nouveau 80 % dans le gouvernement de M. Chirac en 1986 ; il est aujourd'hui* [en 1994, sous le gouvernement Balladur] *de 68 %.* » Un seul directeur de cabinet (Yves Colmou, relations avec le Parlement), ne vient pas de la fonction publique.

Les entourages des ministres d'aujourd'hui, savants mélanges d'amitiés politiques (*Le Monde* des 30 mai et 27 juin) et de compétences, comptent deux cent cinquante hauts fonctionnaires. Comme de coutume, les grands corps ont constitué un *vivier de choix. Une quarantaine d'administrateurs civils* ont également été recrutés. Sur la vingtaine de diplomates qui font leur entrée, plusieurs viennent de la représentation permanente française auprès de l'Union européenne, qui ne produit guère d'eurosceptiques (*Le Monde* du 12 juin). Le corps préfectoral a fourni une quinzaine de personnes. Les inspections générales ont elles aussi été sollicitées.

« PRIMES DE CABINET »

On compte quatre-vingt-dix-sept énarques, ce qui donne une proportion de 24 %, légèrement inférieure à la moyenne, si l'on en croit Jean-François Kessler : *« Depuis 1963* (...), *la proportion* [d'énarques] *n'a jamais été inférieure à 25 %, mais elle n'a jamais été supérieure à 37 % »*, écrivait-il dans la revue *Pouvoirs* (janvier 1997). *Mais* sur les vingt-sept directeurs de cabinet il y a vingt anciens élèves de l'ENA.

L'élite des corps techniques est également représentée, avec une vingtaine de polytechniciens, une dizaine d'ingénieurs des *Mines, autant d'ingénieurs des Ponts*. L'enseignement supérieur et la recherche ont fourni une quarantaine de personnes, dont une bonne moitié sont agrégées. Quelques-unes sont désormais connues du grand public, tels Alain Etchegoyen, philosophe spécialiste de l'éthique et de la corruption, Alain Geismar, ancien leader de mai 68, ou Sami Naïr, professeur de sciences politiques engagé dans le mouvement de pétitions contre la loi Debré. On trouve dans plusieurs ministères des sociologues, tels Jean-Marie Charon, spécialiste de la presse, chez Catherine Trautmann, Bertrand Hervieu, spécialiste du monde rural, chez Louis le Pensec, ou Michel Fizé, auteur de plusieurs ouvrages sur les jeunes, chez Marie-George Buffet.

La justice, la médecine et l'armée sont *également présentes, avec une quinzaine* de magistrats, huit médecins et autant de militaires. Outre les hauts fonctionnaires, les cabinets emploient une quarantaine d'agents de catégorie A (attachés d'administration centrale, inspecteurs des impôts *ou des douanes, directeurs d'école, conseil*lers d'administration scolaire, administrateurs aux PTT ou fonctionnaires territoriaux...).

Une cinquantaine de personnes travaillaient précédemment dans le secteur privé. Plusieurs viennent du monde de la banque ou de la finance, mais c'étaient en général des fonctionnaires en détachement. Il y a quelques ingénieurs-conseils, des spécialistes en urbanisme, en développement local, en relations parlementaires, en communication. Le PDG de Ten-Conseil, Hugues Sibille, est ainsi chargé des emplois-jeunes chez Martine Aubry. On trouve aussi le fondateur d'une agence immobilière à vocation sociale, et un économiste travaillant dans une société de capital-risque. Le monde associatif fournit une *dizaine de conseillers, tels le président de la* Fédération française d'athlétisme ou le directeur d'un comité du tourisme régional.

Le monde politique *stricto sensu* nourrit aussi les cabinets, avec une quinzaine d'assistants parlementaires ou collaborateurs *de groupes à l'Assemblée nationale et au* Sénat, et une dizaine de personnes qui assistaient les ministres dans leurs fonctions d'élus locaux.

Les uns et les autres ont été priés d'abandonner leurs fonctions antérieures. Ceux qui sont fonctionnaires continuent à percevoir leur traitement indiciaire et reçoivent, en plus, des « primes de cabinet » compensant leur surcroît de travail mais au montant soigneusement camouflé. Ceux qui viennent du secteur privé ont un contrat prenant automatiquement fin avec les responsabilités gouvernementales de leur *« patron »*. Leur salaire est variable, mais n'est, en général, pas inférieur à 20 000 francs net par mois, si l'on en croit certaines indiscrétions ; ce chiffre n'a pas été confirmé par des sources officielles, les *questions d'argent relevant, comme* par le passé, du tabou.

R. Rs.

L'Etat prépare EDF à la concurrence

Le projet de loi qui doit être présenté au conseil des ministres est vivement contesté par la CGT

AU MOMENT où l'Europe s'apprête à mettre en concurrence son marché de l'électricité – elle sera effective en 1999 – EDF va pouvoir présenter aux analystes financiers un bilan plus conforme aux normes internationales. Un projet de loi *comportant notamment* la restructuration financière du groupe public, qui avait été mis en chantier sous le précédent gouvernement, doit être présenté au conseil des ministres du 20 août.

Le principe de cette réforme figure dans le *« contrat d'entreprise »* signé, au mois de février, par l'électricien national et par l'Etat pour la période 1997-2000. Tout comme y est inscrite la *« normalisation »* de la fiscalité d'EDF : sa contribution annuelle au budget général devrait être dès cette année fixée selon un mode de calcul connu d'avance, et non pas dicté par l'ampleur des déficits du moment.

Deux particularités d'EDF, jugées étranges par les observateurs internationaux, vont disparaître si ce projet de loi est ensuite adopté par le Parlement. Sur le plan juridique, aucun texte ne précise jusqu'à maintenant si le propriétaire du réseau de transport d'électricité est l'Etat ou EDF. Sur le plan comptable, l'entreprise affiche dans son bilan des capitaux propres ridicules (24 milliards de francs) par *rapport à ses 680 milliards* d'actifs, constitués notamment par les centrales électriques.

RESTRUCTURATION FINANCIÈRE

Cette situation entretient la suspicion sur la façon dont EDF finance ses projets, au moment même où la libéralisation du marché interdit tout recours aux subventions. Elle risque aussi de décourager les investisseurs alors que l'opérateur français, qui a de grandes ambitions internationales, sera sans doute appelé à les solliciter de plus en plus souvent. Surtout dans l'éventualité d'une ouverture de son capital, ironisent les syndicats hostiles à la réforme d'EDF (CGT, FO), pour qui la réforme en cours n'est qu'un premier pas vers la privatisation.

Si le projet actuel n'est pas amendé, le premier point ne fera désormais plus aucun doute : le propriétaire du réseau d'alimentation générale français n'est pas l'Etat, qui a concédé à EDF l'exploitation du service public de l'électricité, mais bien l'entreprise elle-même. Selon cette dernière, le futur texte ne fera que *« reconnaître »* son droit de propriété, et ne créera donc pas une situation nouvelle. Le point de vue de la CGT est tout différent. *Dans un communiqué publié* lundi 18 août, le syndicat estime que le projet de loi modifie bien *« le statut des installations du réseau transport d'électricité ou Réseau d'alimentation générale (RAG, de 60 000 à 400 000 volts) qui sont aujourd'hui propriété de la nation et donc de l'Etat »*. Il s'agit, selon la CGT, *« d'une disposition contraire aux règles et conceptions du régime de la concession et à la Constitution »*.

Ce choix concernant la propriété du réseau sous-tend le deuxième volet, financier, du projet. Les droits du concédant (c'est-à-dire de l'Etat) vont pouvoir être incorporés aux dotations en capital d'EDF, ce qui permettra de porter les capitaux propres de l'entreprise de 24 à 79 milliards de francs. Les provisions constituées par EDF au fil des ans pour parer à l'éventualité d'une restitution du réseau à l'Etat n'auront plus lieu d'être. Elles pourront ainsi se transformer en réserves financières qui grossiront les fonds propres de l'entreprise, dont le montant s'élèvera désormais à 200 milliards de francs.

Ce *jeu d'écritures comptables* devrait permettre à EDF de mieux satisfaire aux exigences imposées aux producteurs d'électricité par la libéralisation progressive de leurs marchés : *indépendance de l'opérateur* par rapport à sa tutelle publique, clarté des modes de financement, poursuite du désendettement. Un logique dont la CGT, elle, ne veut pas entendre parler. Ce syndicat a donc estimé, lundi, que le projet de restructuration financière d'EDF est tout simplement *« contraire à tous les engagements du Premier ministre »*.

Anne-Marie Rocco

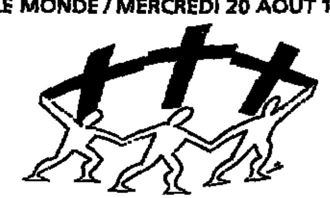
Mobilisation socialiste contre l'université d'été du Front national

LE MOUVEMENT des jeunes socialistes (MJS) organise dans le Vaucluse, du 22 au 24 août, une série de conférences, de réunions publiques, de concerts et de rencontres sportives, pour *« lutter contre les idées xénophobes »* du Front national, qui tiendra son université d'été à Orange du 24 au 29 août. Dans ce cadre, Elisabeth Guigou, ministre de la justice, présidera un débat sur *« les réponses juridiques au racisme »*. Cette initiative vise, selon le MJS, à ce que *« l'extrême droite ne devienne pas l'arbitre des prochaines élections régionales »* en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Parallèlement, le collectif d'associations Vivre ensemble organise à Orange, les 22 et 23 août, une série de tables rondes, qui seront inaugurées par François Hollande, premier secrétaire délégué du Parti socialiste.

■ **BUDGET : Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale**, a fait part, lundi 18 août, dans une lettre à Lionel Jospin, de ses *« préoccupations sur les orientations qui semblent se dessiner sur le prochain budget »*. Assurant que *« le premier budget de la gauche doit être en rupture »* avec les précédents, M. Bocquet écrit notamment que le projet de loi de finances *« ne peut être guidé par le seul respect des critères pour le passage à la monnaie unique sans être accompagné d'une augmentation sensible des dépenses budgétaires utiles, assortie d'un financement s'attaquant à la spéculation financière »*.

■ **MARINE : Josselin de Rohan, président du groupe RPR du Sénat**, a fait part, lundi 18 août, de *« son inquiétude et son désaccord »* face à une éventuelle remise en cause des avantages fiscaux pour les achats de parts de navires de commerce (quirats) dans le projet de loi de finances pour 1998. Des députés socialistes de la commission des finances souhaitent une remise à plat de ces avantages, votés par le Parlement en 1996.

JMJ Les Journées mondiales de la jeunesse ont officiellement commencé, mardi 19 août au Champ-de-Mars, sous la forme d'une célébration présidée par le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris. Près de trois cent mille personnes étaient attendues. ● QUARANTE TRAINS spéciaux et mille deux cents cars ont acheminé, lundi 18 août, vers la capitale cent mille participants. ● RASSEMBLEMENTS de prières et fêtes : les jeunes croyants ou « *en recherche* » ont inventé une nouvelle forme de pratique religieuse, dans des lieux de pèlerinage. C'est le deuxième volet de notre enquête sur la foi des jeunes aujourd'hui.

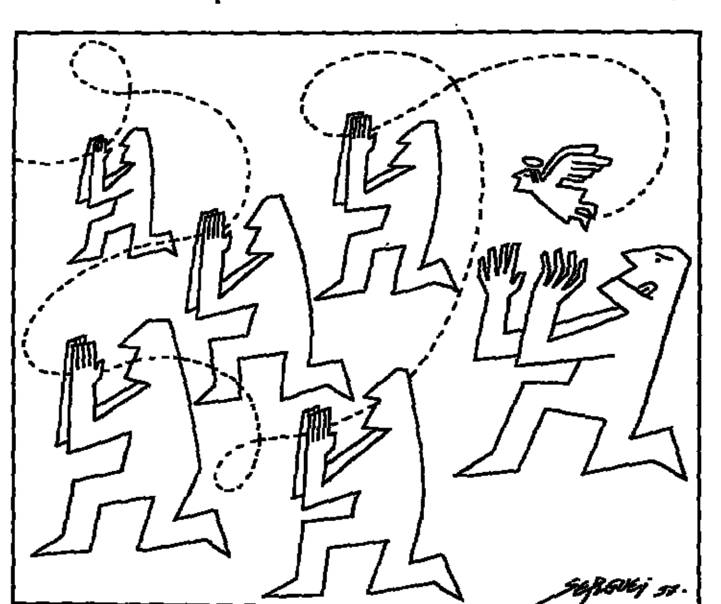


Les jeunes préfèrent rassemblements et pèlerinages à la messe du dimanche

Les Journées mondiales, qui se sont ouvertes mardi 19 août au Champ-de-Mars, à Paris, confirment le goût des nouvelles générations pour les événements exceptionnels. Taizé, Chartres, Assise, ont vu leur fréquentation croître au cours des dernières années

« IL FAUT *faire des choses qui aient de la gueule.* » Malgré lui, ce prêtre de province se plie aux nouvelles exigences. Chaque année, dans son diocèse, il s'occupe d'une marche, suivie d'un rassemblement, pour les quinze-vingt ans. Il y a huit ans, ils étaient soixante-dix, l'an dernier quatre cents. Des pratiquants ? « *C'est beaucoup dire, mais ils sont en lien avec l'Eglise.* » Un lien qui les mène éventuellement en pèlerinage à Lourdes ou à Assise, en tout cas aux Journées mondiales de la jeunesse. « *C'est une certaine modalité d'appartenance à l'Eglise,* poursuit le prêtre. *On aime ou on n'aime pas, il faut prendre les jeunes comme ils sont.* »

En 1991, 1 000 étudiants d'Ile-de-France avaient participé au pèlerinage de Chartres. Cette année, ils étaient près de 6 000. « *Ce n'est pas une explosion, mais une croissance lente* », estime le Père Paul Destable, secrétaire général adjoint de la conférence des évêques, en notant que tous les rassemblements de jeunes chrétiens font recette. A la Pentecôte 1995, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) a rassemblé 30 000 personnes à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). En mai dernier, 12 500 adolescents – quinze fois plus qu'en 1979 – ont pris part au « Frat » (pèlerinage fraternel) de Jambville (Yvelines), un rassemblement régional organisé par les aumôneries. Quant aux jeunes venus à Lourdes avec les pèlerinages officiels, ils étaient 51 000 en 1994 et 62 000 en 1996. « *Depuis dix-quinze ans, les pèlés* [pèlerinages], *c'est le ressort* », constate le Père Michel Malvezin, aumônier à Aurillac (Cantal).



Les jeunes désertent les églises, mais fréquentent rassemblements et pèlerinages. 2 % seulement des dix-huit-vingt-quatre ans vont à la messe le dimanche (*in Les Jeunes et la Religion : un cadrage général*, du sociologue Yves Lambert, paru dans la revue *Agora*, 3e trimestre 1997). Mais la quasi-inexistence de la pratique cultuelle hebdomadaire chez les jeunes ne vaut pas bannissement de l'Eglise.

« MUTATION UTOPIQUE »

« *Au moment de l'adolescence, je ne croyais plus trop. Pendant deux-trois ans, je ne suis plus allée à la messe* », raconte Myriam, une étudiante parisienne de vingt-deux ans. Mais ce qui l'a ramenée vers l'Eglise, c'est le rassemblement international organisé par la communauté de Taizé en 1994 à Paris. « *J'ai ouvert les yeux,* poursuit la jeune fille. *Voir tous ces jeunes prier, entendre des chants très beaux, très simples... On se rend compte qu'on est tous pareils.* »

Pour les 80 000 à 100 000 jeunes qui viennent chaque année à Taizé (Saône-et-Loire), la motivation est double. « *Ils invoquent la beauté de la prière commune et des chants et la rencontre d'autres jeunes qui cherchent* », explique Frère Emile, depuis vingt-deux ans dans la communauté. « *Chez les pèlerins de Taizé, aussi bien que chez ceux qui participent aux Journées mondiales, le fait de pouvoir rencontrer des jeunes du monde entier est toujours placé au premier rang des raisons d'effectuer le déplacement, avant toute motivation explicitement religieuse ou spirituelle* », lit-on dans *Cultures jeunes et religions en Europe*, ouvrage dirigé par Roland J. Campiche (Cerf, juin 1997). L'auteur explique que le sentiment des jeunes d'être « *de nulle part* » se retourne en sentiment « *d'être de partout* », lorsque « *les jeunes du monde entier* » deviennent le sujet d'« *une mutation utopique* ».

L'aspect festif des grands rassemblements n'est pas non plus étranger à leur succès. Le phénomène fonctionne, selon Danièle Hervieu-Léger, sociologue des religions, « *dans le registre de l'extraordinaire* ». Ainsi existe-t-il un lien, selon les auteurs de *Cultures jeunes et religions en Europe*, entre « *la régression, particulièrement sensible chez les jeunes, d'une religiosité "ordinaire", quotidienne, inscrite dans un monde d'observances indéfiniment répétées, et le déplacement de la vie religieuse collective du côté de l'extraordinaire, de l'exceptionnel, de l'extraquotidien* ».

UNE « PRATIQUE NOUVELLE »

Les participants aux grands rassemblements et pèlerinages ne sont pas tous pratiquants, ni même croyants. « *Il y en a beaucoup qui viennent parce qu'ils sont en recherche* », raconte Jérôme, vingt et un ans, à propos de Taizé. Et Anne, dix-huit ans, de renchérir : « *Le fait qu'on soit en silence tous ensemble, ça les impressionne. Ils sont portés. Ça les aide à prier.* » Aux Journées mondiales de Denver, en 1995, le père Jacquin a côtoyé beaucoup de non-pratiquants – « *dans le sens où ils ne vont pas à la messe le dimanche* » –, pratiquants néanmoins, à ses yeux, « *dans la mesure où ils prient, sont attentifs à marquer le coup à Noël, à Pâques, ou font une retraite d'une semaine dans une abbaye* ». Le prêtre y voit l'émergence d'un phénomène. « *C'est à partir des temps forts qu'on va réinventer une pratique nouvelle.* »

Le « *temps fort* » présente l'énorme avantage de sortir les jeunes croyants de leur isolement. « *Au lycée, si tu dis que tu vas à la messe, c'est un signe de débilité profonde !* », s'exclame Claire. « *C'est pas possible, ça existe encore !* », entend Myriam lorsque, à l'université, elle confie qu'elle est catholique. Choquée par l'« *intolérance de la société française* », une jeune femme raconte qu'elle ne se présente comme pratiquante qu'après avoir approfondi les liens avec ses connaissances. « *J'ai des amis,* dit-elle, *qui ne le seraient pas devenus si je leur avais dit d'emblée que j'étais catholique... C'est d'autant plus choquant que la religion bouddhiste est bien acceptée.* » Finie cette solitude à Lourdes, Paray-le-Monial, Taizé ou Chartres !

Entre 1991 et 1992, la participation des étudiants d'Ile-de-France au pèlerinage de Chartres a plus que doublé, à la suite des Journées mondiales de la jeunesse de Czestochowa (un million de jeunes, dont 30 000 Français). Le succès des « *temps forts* » provoque donc un effet boule de neige. Pour autant, les expériences collectives « *ne sont pas des moulinettes à fabriquer des croyants* », assure Danièle Hervieu-Léger. « *Notre préoccupation n'est pas de monter des rassemblements pour faire des adeptes,* explique le Père Jacquin, *mais de poser des repères.* »

Surtout, s'empresse de noter le Père Paul Destable, « *il n'y aurait personne à la Coupe du monde de football si personne ne jouait au football dans les quartiers* ». Les Frères de Taizé en sont conscients. Chaque semaine, ils organisent des réunions pour inciter les jeunes à poursuivre, à donner des idées. « *Il faut leur faire comprendre,* explique le Frère Luc, *que s'ils viennent à Taizé, ce n'est pas pour recharger les batteries avant d'entreprendre une traversée du désert.* »

Frère Roger, le fondateur de la communauté, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans, s'interroge aussi sur cette tendance des jeunes à jouer à « saute-mouton », de temps fort en temps fort. « *Il faut veiller à ne pas conduire les jeunes vers un illusoire. Les grands rassemblements n'ont de sens que s'ils aident des jeunes à se mettre en route là où ils vivent. Cela ne peut pas rester une parenthèse dans leur vie.* »

Marie-Pierre Subtil

40 trains spéciaux et 1 200 cars

A la veille de l'ouverture officielle des Journées mondiales de la jeunesse, mardi soir 19 août au Champ-de-Mars, 40 trains spéciaux et 1 200 cars sont arrivés à Paris, transportant 100 000 jeunes, venus notamment des villes de province où, depuis vendredi, les participants étrangers avaient été reçus. 150 000 repas avaient été servis, lundi soir 18 août, dans les 370 sites d'hébergement de la région parisienne. Les organisateurs, Mgr Lustiger et Mgr Dubost, affichaient lundi leur optimisme : « *Les inscriptions des jeunes Français ont quasiment doublé au cours des derniers jours. On dépasse les prévisions de 100 000 jeunes Français* », a déclaré l'archevêque de Paris.

TROIS QUESTIONS À UN JEUNE MUSULMAN

Acène Guédri, vingt-neuf ans, est responsable de la mosquée de la Lumière, à Amiens.

■ Quel regard portez-vous sur ces Journées mondiales de la jeunesse ?

– Pour moi, c'est une découverte. Les jeunes musulmans rêveraient d'un tel rassemblement. Presque tous les pays du monde sont là : j'admire l'unité des catholiques.

■ Les jeunes musulmans attendent-ils quelque chose de cet événement ?

– Pour la jeunesse musulmane, la société française est une société chrétienne. Or il est difficile de faire comprendre à ceux qui vivent l'exclusion au quotidien que cette société globalement leur veut du bien. Je sais que les chrétiens ont majoritairement un sentiment négatif vis-à-vis de l'islam. Le terrorisme crée chez eux une attitude de méfiance. D'où notre attente : est-ce que cette société veut de nous ?

■ Vous espérez un message particulier du pape ?

– Le pape peut jouer un rôle important en rassurant les jeunes musulmans. Il serait bien qu'il donne des directives dans le sens du dialogue entre les religions. Est-ce qu'au plus haut niveau des Eglises une consigne pourrait être destinée aux chrétiens pour qu'ils contribuent davantage à l'insertion en Europe des jeunes musulmans ?

A Compostelle, « le chemin, c'est l'épreuve de la patience et de la pauvreté »

ST-JACQUES-DE-COMPOSTELLE
(Espagne)
de notre envoyée spéciale

Dans la foule des touristes, venus se frotter aux splendeurs de ce qui fut, avant d'être un joyau de l'architecture des siècles passés, un des phares de la chrétienté, dans cette Galice du bout du monde, on les reconnaît tout de suite. Pas forcément à leurs sacs à dos ou à la fatigue qui creuse leurs visages, mais plutôt à leur regard, à la fois fiévreux et rassasié, celui du pèlerin enfin parvenu au terme de cette longue quête intérieure qu'est le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle.

Avec leurs mots d'adolescents, Damien, Ludovic, Jean-Baptiste et les autres qui, de l'aumônerie de Talence et Créon (Gironde), font chaque année un « tronçon » du *camino*, racontent. « *Cela n'a rien à voir avec une colonie de vacances,* dit l'un d'eux. *Au début, on trouve ça pénible, mais on revient. On se sent solidaire des autres, on se surpasse avec, en plus, cette sensation de mettre ses pas dans ceux de millions d'autres pèlerins. Et c'est quand on rentre qu'on comprend la devise : saint Jacques, pèlerin de tous les possibles.* »

La mystique du vieux chemin de Compostelle qu'ont emprunté des millions de « jacquets », bourdon à la main, coquilles au chapeau, depuis la grande nuit du Moyen Age, existe plus que jamais. Bien sûr, l'aventure n'est plus la même. Des tronçons de route ont remplacé certains chemins, et l'on craint plus la proximité des camions que les brigands, mais l'atmosphère, l'accueil et surtout la « quête » demeurent. Ce que vont chercher ces modernes pèlerins, munis de cartes d'état-major et de chaussures de sport sophistiquées, c'est Vittorio, un jeune professeur de littérature italien, rencontré, le bâton encore à la main, qui nous l'a confié.

« *J'étais attiré par l'histoire et la littérature espagnoles,* dit-il. *Mais surtout je voulais prendre le temps de réfléchir, de faire une "coupure" dans ma vie. Si je n'avais pas été croyant, sans doute serais-je allé marcher dans l'Himalaya, mais avec mes racines religieuses, j'ai choisi Compostelle. Je voulais vérifier ma foi. Mes élèves, en apprenant ça, n'ont vu que le côté sportif et m'ont pris pour Harrison Ford.* » Il a pris le train le 2 juillet pour Saint-Jean-Pied-de-Port, un des points de départ traditionnels pour Saint-Jacques, soit 800 kilomètres.

MOTIVATIONS

Qu'a-t-il trouvé au terme de ces étapes harassantes de 40 kilomètres par jour à pied, de la soif et de la solitude ? Lui-même : « *Le chemin, c'est une métaphore de la vie, l'épreuve de la patience, de la douleur, de la pauvreté. On apprend, parce que le sac pèse sur le dos, à vivre avec l'indispensable. On redécouvre la solidarité, le soir au refuge, et l'amitié, comme avec ces paysans qui m'ont invité a assister à la naissance de leur veau. C'est une ascèse permanente. Vous partez touriste, très vite vous devenez pèlerin.* »

Comme Vittorio, ils sont des milliers, chaque année, qui se retrouveront derrière l'*obradorio* (l'œuvre d'or), la plus belle façade de la cathédrale édifiée sur la tombe de saint Jacques, pour aller chercher la *compostella*, le certificat délivré à condition d'avoir parcouru au moins 100 kilomètres à pied. Selon Don Jaime, qui tient les comptes, après l'année de la Journée mondiale des jeunes avec le pape en 1989, un record a été battu en 1993 avec 99 436. Ils étaient 23 218 en 1996. Dans leur grande majorité, ils ont emprunté l'antique « chemin français », par Le Puy ou Roncevaux. Près de 46 % étaient des étudiants. Plus de la moitié (56 %) sont des jeunes de moins de trente ans.

Mais les pèlerins sont aussi des chômeurs, des gens qui, après une maladie, un divorce ou une cure de désintoxication pour drogués, désirent « *faire une coupure* ». Ils sont surtout espagnols, puis allemands, français, italiens et belges. Quant aux motivations, elles sont toujours les mêmes : religieuses et culturelles, les deux le plus souvent mêlées.

Marie-Claude Decamps

Avec un groupe des Landes : « Tous les jeunes ne sont pas désespérés »

SUR LES HAUTEURS de Sèvres (Hauts-de-Seine), dans le quartier des Bruyères, un vaste parallélépipède de béton s'élève, le gymnase des Postillons. Au pied du bâtiment, des jeunes gens portant des maillots rouges font la chaîne pour vider une camionnette de bagages divers. « *Voilà la presse, vite, planquez les Kro !* » En fait, malgré la chaleur, il n'y a ni Kronenbourg ni aucune autre marque de bière, rien que des dizaines de bouteilles d'eau de Dax. On attend incessamment les cars des Landais pour les Journées mondiales de la jeunesse (JMJ).

REPORTAGE

« Ce n'est pas parce qu'on est catholique qu'on est obligé de faire ce que dit le pape »

Le gymnase est spacieux. Il peut servir à de multiples jeux de ballon, du handball au basket. Sur le sol plastifié, des rubans adhésifs délimitent les rectangles où chaque jeune pèlerin va dérouler son tapis et s'allonger, ainsi que les couloirs de circulation. Les bénévoles entassent contre un mur un premier chargement de sacs à dos, en transpirant et dans la bonne humeur. Christophe a dix-neuf ans et repasse son bac. « *Je suis bénévole aux JMJ parce que j'aime beaucoup la vie en communauté et qu'ici on rencontre plein de gens de toutes sortes. Ce n'est pas pour la religion que je fais ça, c'est pour rendre service. Moi, je ne suis pas vraiment catholique au fond de moi. J'ai eu la foi jusqu'à il y a deux ans et je la perds. Mais j'aime beaucoup cette ambiance de paix et d'espérance.* » Anne a dix-sept ans, est en terminale, également enthousiaste à l'idée de voir tant de monde. En plus du français, elle parle l'anglais, l'italien et l'allemand.

Enfin, à 16 h 20, les Landais débarquent. Ils sont trois cents, coiffés d'un béret rouge, plutôt vaillants, sous la houlette du Père Denis Cazaux, qui reconnaît un petit coup de barre : « *On est partis de Mont-de-Marsan à deux heures du matin. On a tenu à faire une veillée avant de prendre la route...* »

C'EST L'AMBIANCE QUI COMPTE

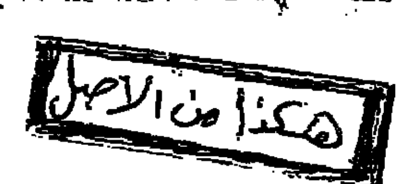
Les jours précédents, ils ont accueilli dans les Landes des jeunes Réunionnais, des Martiniquais, des Zambiens, des Colombiens, des Malgaches. Philippe, vingt et un ans, étudiant en lettres modernes et qui voudrait devenir journaliste, vient d'une famille croyante et pratiquante. « *J'attends des JMJ un échange culturel assez fort. On a commencé avec les Réunionnais et les Martiniquais, qui vivent leur foi assez différemment de nous. Il y a énormément de joie en eux, ils font la fête. Ils sont très fervents aussi. S'ils ne vont pas deux fois à la messe dans le week-end, ils se sentent vraiment mal. Par rapport à moi, j'observe des différences.* »

Emilie a seize ans et vit près de Dax. C'est une caravelle. « *Caravelle, c'est une branche du scoutisme féminin. Ça me plaît de venir retrouver des gens que j'ai connus dans des camps. On est très croyant dans ma famille, depuis deux ans.* » Et avant ? Rien. Il y a eu un déclic. « *Mes parents étaient tous les deux au chômage et ils ont retrouvé du boulot en même temps. Ils se sont mis à croire en Dieu. Moi, j'avais été baptisée, mais j'avais laissé tomber. On m'a dit : "Viens aux caravelles", et voilà, je peux plus m'en passer.* »

La présence du pape aux JMJ ne les touche que modérément. D'abord, il ne sera qu'une petite silhouette très loin à l'hippodrome de Longchamp. Et puis, sur les questions du préservatif, de l'avortement, on ne le suit pas toujours. « *Le pape, il est obligé de dire ça. Mais ce n'est pas parce qu'on est catholique qu'on est obligé de faire ce que dit le pape. Enfin, c'est pas très bien de dire ça, mais...* » Mais comment le dire autrement ? On se rassure : il a plaidé pour la fidélité. Si on est fidèle, on est à l'abri. Et, même sur le préservatif, il s'est rendu compte du danger.

Non, ce qui compte, ce n'est pas le pape, même si tout ça est venu de lui, c'est l'ambiance. « *L'échange, la fraternité, on va arriver à l'an 2000.* » Un participant aux JMJ se sent extraordinairement valorisé de la seule chose qu'il n'a pas mérité et qu'il perdra : la jeunesse. Il n'est donc question que de rencontrer d'autres jeunes, d'échanger entre jeunes. Comme si, après l'épisode de la jeunesse, la foi devait être moins intéressante ? Non, plutôt pour réagir contre une image banale de romantisme négatif. « *On veut montrer que des jeunes sont capables de se réunir pour faire quelque chose ensemble. Pour dire que tous les jeunes ne sont pas désespérés.* »

Michel Braudeau



Dominique Voynet est confrontée à de sévères critiques

Les détracteurs de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement lui reprochent de ne pas prendre de « mesures concrètes », alors que le seuil d'alerte 2 de pollution à l'ozone a été frôlé à Paris et dépassé à Lille et à Strasbourg

Invitée, mardi 19 août, de RTL, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, a estimé que la lutte contre la pollution atmosphérique exigeait des *« solutions à long terme »*. Insistant sur le nécessaire développement des transports collectifs, Mme Voynet a noté que les pics de pollution actuellement enregistrés dans les grandes villes lui permettaient d'être *« plus forte vis-à-vis de* [ses] *collègues du gouvernement »*. Dans un communiqué diffusé lundi 18 août, les Verts ont jugé les mesures prises par le préfet de police de Paris insuffisantes. Pour sa part, le Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter demande *« l'interdiction de la circulation »*. Quant à Didier Julia, vice-président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, il estime qu'*« il faut passer aux mesures concrètes »*. *(Lire notre éditorial page 11.)*

A PEINE rentrée de vacances, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a été contrainte de répondre aux attentes de ses opposants, mais aussi de ses amis politiques. En ce mois d'août chaud, c'est l'ozone qui occupe tous les esprits. Mardi 19 août, invitée de RTL, la ministre s'est empressée de rappeler qu'*« il n'y avait pas de solution magique facile »*. *« On ne peut pas se contenter de conseiller aux gens de prendre les transports en commun*, a cependant souligné Dominique Voynet. *Il faut des solutions à long terme. Ce pic de pollution me permet d'être plus forte vis-à-vis de mes collègues du gouvernement. »* La ministre a rappelé que le Groupement des autorités responsables de transports (GART) a évalué l'effort nécessaire pour mettre à niveau l'offre de transports collectifs dans les grandes villes à 85 milliards de francs.

Dans le cadre de l'application de la loi sur l'air de son prédécesseur, Corinne Lepage, Dominique Voynet a envoyé, lundi 18 août, aux préfets une circulaire dans laquelle elle les invite à déclencher les *« différents types de dispositions contraignantes »* prévues dans les plans d'urgence en cas de risque de dépassement du niveau 3, fixé à 360 microgrammes mètres cubes. *« Je vous demande d'appuyer la mise en œuvre de ces décisions par un important effort d'information pour que le public adhère aux contraintes des mesures d'urgence »*, précise le texte.

Il est peu probable que ces recommandations freinent, dans l'immédiat, la polémique engagée dès le 12 août par Corinne Lepage, ministre de l'environnement de l'ex-gouvernement Juppé. Au micro de BFM, elle demandait alors que Dominique Voynet ait *« le courage politique d'appliquer la loi sur l'air »*, en publiant rapidement les décrets d'application de la loi qu'elle avait fait voter en décembre 1996. *« Une loi sans décrets d'application est une loi qui ne s'applique pas »*, déclarait-elle. Le cabinet de Dominique Voynet a répondu en précisant que les décrets d'application de la loi ne pourront pas être publiés avant la fin de l'année. Dans une interview à *Libération*, jeudi 14 août, Corinne Lpeage jugeait *« très timide »* la gestion de Dominique Voynet : *« je la trouve, elle et son cabinet, très en retrait »*.

LE CAS DES AUTOBUS

Le flambeau de la critique a été repris, lundi 18 août par Didier Julia, vice-président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France chargé de l'environnement. *« Il faut maintenant passer d'urgence aux mesures concrètes et durables »* pour lutter contre la pollution atmosphérique, a-t-il déclaré. *« Un accord avec la RATP doit pouvoir être conclu rapidement pour la mise en service de gazole à teneur réduite en soufre dans tous les autobus »*, a-t-il ajouté. M. Julia a également évoqué le problème de la *« pastille verte »* prévue par la loi sur l'air, qui désignera les véhicules les moins polluants, seuls autorisés à circuler dans les agglomérations les jours de très forte pollution, et qui doit remplacer à terme la circulation alternée. *« Elle devrait pouvoir entrer en vigueur en quelques semaines si la capacité politique d'agir concrètement dans ce domaine existe au gouvernement, s'agissant d'une mesure réglementaire qu'il peut prendre à tout moment. »* Le ministère a précisé que cette mesure, que Dominique Voynet préfère à la circulation alternée en raison de ses vertus *« pédagogiques »*, pourrait intervenir fin 1998.

Les Verts d'Ile-de-France ont estimé, lundi 18 août, que les mesures prises par le préfet de police de Paris – limitations de vitesse et recommandations aux automobilistes – étaient *« inefficaces »* pour lutter contre la pollution de l'air. *« On ne peut pas se contenter d'attendre des mesures de long terme en fermant les yeux sur la souffrance des personnes sensibles pendant les épisodes de pollution aiguë »*, précisent-ils. Le Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter se montre plus critique encore. *« Nos décideurs ne résoudront aucun problème tant qu'automobile et transport routier primeront sur les transports collectifs et ferroviaires, tant que la décentralisation et le développement économique francilien primeront sur les autres régions et la vitalité de leurs villes moyennes*, note-t-il dans un communiqué. (...) *Face à une situation d'urgence, pourquoi Mme Voynet ne demande-t-elle pas l'interdiction de la circulation afin de permettre une rapide amélioration de la qualité de l'air ? »*

Acacio Pereira

Les pics du jour

Les stations de contrôle de la qualité de l'air des agglomérations lilloise et strasbourgeoise ont de nouveau enregistré, lundi 18 août, des taux d'ozone supérieurs au niveau 2 d'alerte, fixé à 180 *microgrammes/m³*. *Dans la* région parisienne, le niveau 2 a été frôlé dans deux stations. Selon Météo France, la situation météorologique devrait se poursuivre dans les prochains jours. A Paris, les limitations de vitesse ne semblent pas respectées, les automobilistes profitant de la fluidité du trafic pour rouler plus vite. Une vitesse de 30 % supérieure aux limites autorisées multiplie par deux les concentrations d'ozone, selon le directeur du laboratoire central de la préfecture de police de Paris, Henri Viellard. Ces derniers jours, les contrôle de vitesse et antipollution ont été multipliés. Pour la seule journée du 14 août, 1 230 contrôles techniques ont été effectués et 43 procès verbaux établis. Il y a eu 339 contrôles antipollution qui ont donné lieu à 60 procès verbaux.

Les réseaux de surveillance manquent encore de moyens

CHAQUE NOUVEAU PIC de pollution est l'occasion de mettre en cause les organismes chargés de la surveillance de la qualité de l'air. Ils se voient notamment reprocher d'être incapable de prévoir avec un peu d'avance les nouveaux pics de pollution. Certains affirment même que les mesures effectuées ne sont pas toujours très fiables. *« Sur le plan national, le réseau est mal équipé, principalement en ce qui concerne le contrôle des taux d'ozone et des micro-particules de diesel »*, affirme ainsi le président du groupe des Verts au conseil régional d'Ile-de-France, Jean-Félix Bernard.

Parce qu'il couvre la région la plus peuplée du territoire, l'Ile-de-France, Airparif a souvent été *montré du doigt*, notamment par les élus écologistes, qui ont réclamé, en février 1996, une multiplication des capteurs et des investissements dans du matériel qui permettrait d'affiner les contrôles et d'améliorer les prévisions. Le président d'Airparif, Michel Elbel, reconnaît : *« Tout n'est pas parfait »*, mais il affirme : *« Dans Paris et la petite couronne, le maillage de stations de contrôle est désormais suffisant. » « Il ne sert à rien de multiplier leur nombre*, explique-t-il, *l'essentiel étant qu'elles soient bien situées. »* Il admet cependant que, *« faute de moyens financiers et d'investissements sérieux de la part des collectivités locales concernées »*, la grande couronne est encore mal lotie.

Depuis peu, le réseau parisien s'est également renforcé de capteurs d'ozone, qui étaient jusque-là en nombre insuffisant pour donner une image précise de la pollution. Cette année, Airparif est même en mesure de donner, le soir, une idée de la tendance pour le lendemain, même si cette anticipation ne concerne, pour l'instant, que l'ozone. Jean-Félix Bernard juge cependant ce proprès limité.

Le problème de fond des différents réseaux de surveillance de la qualité de l'air qui maillent le territoire est que la volonté politique affichée n'est pas toujours suivie d'effets rapides sur le terrain. Comparés à leurs confrères européens, et notamment allemands, les réseaux français manquent encore de moyens. *« Pour une vingtaine de salariés à Airparif, son équivalent dans la Ruhr* [un bassin de population comparable] *emploie une centaine de personnes avec des moyens autrement plus importants »*, souligne Jean-Félix Bernard. Michel Elbel, qui se veut plus confiant, remarque qu'Airparif fait actuellement l'objet d'un audit qui devrait lui permettre d'améliorer ses performances.

LE « MODÈLE » ALSACIEN

L'exemple viendra peut-être de Strasbourg. Avec l'Association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique en Alsace (ASPA) la ville s'est dotée d'un outil original. En septembre 1996, cet organisme, équivalent alsacien d'Airparif, a obtenu l'accréditation du Cofrac (Comité français d'accréditation) et la certification AFAQ (Association française pour l'assurance de la qualité) à la norme 9002. Derrière ce jargon technico-administratif, se cache la reconnaissance officielle de la compétence des personnels et des matériels, ainsi que des procédures d'élaboration des données, *« de la prise d'air sur le terrain, à la diffusion de l'information »*, précise Alain Target, directeur de l'ASPA.

L'organisme alsacien est le seul en France à avoir obtenu ces deux agréments. L'ASPA se pose ainsi comme un modèle non, comme le souligne Alain Target, parce qu'elle est meilleure que les autres mais parce qu'elle a déblayé le terrain. *« Un jour ou l'autre, nos confrères y viendront*, affirme M. Target. *La reconnaissance officielle du travail effectué est une assurance de la qualité de ce travail pour nos clients : les médias, les élus, les industriels et la population. »* Une manière comme une autre de balayer les soupçons qui entourent parfois le travail de ces organismes et de se préparer à une prochaine directive européenne qui pourrait obliger les réseaux à faire l'objet d'une agrémentation par un organisme indépendant.

A. P.

DÉPÊCHES

■ **FAITS DIVERS : trois jeunes gens ont été mis en examen**, lundi 18 août, par un juge d'instruction de Cherbourg (Manche), après la mort d'un homme dans l'incendie d'un blockhaus, vendredi 15 août. Deux d'entre eux ont été mis en examen pour *« incendie volontaire ayant entraîné la mort »* et placés sous mandat de dépôt, le troisième pour *« dissimulation d'objets servant à la condamnation d'une personne »* et *« non-obstacle à la commission d'un crime »*.

■ **COUPS MORTELS : un homme âgé de vingt ans a été mortellement blessé** à coups de couteau, dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 août, à Granville (Manche), alors qu'il fêtait son anniversaire dans un café. Trois hommes l'ont pris à partie et l'un d'eux l'a poignardé à l'abdomen. La victime est décédée des suites de ses blessures. L'auteur des coups mortels a réussi à s'enfuir, mais les deux hommes qui l'accompagnaient ont été interpellés.

■ **ARME : le fusil de chasse utilisé par un garçon de douze ans** soupçonné du meurtre de son père, le 5 août, au Mée-sur-Seine (Seine-et-Marne), a été retrouvé, lundi 18 août, dans une forêt voisine de son domicile. Karim aurait tiré quatre balles contre son père, jugé violent et alcoolique. Il aurait agi en accord avec le reste de la famille (*Le Monde* du 16 août).

INONDATIONS Par leurs conséquences dramatiques, les crues exceptionnelles, en Pologne et en République tchèque, au début de juillet, ont rappelé certains débordements de la Loire, notamment au siècle dernier. ● L'IMPORTANCE DES PRÉCIPITATIONS constatées en Pologne réveille l'inquiétude de l'hydrologue Zbigniew Gazowski, spécialiste de la Loire. ● LE « PLAN LOIRE GRANDEUR NATURE », décidé par les autorités en 1994, marque une rupture dans la façon de protéger les zones inondables, en respectant mieux le fleuve. ● LES TRAVAUX ENTREPRIS ET LES PROCÉDURES mises en place pour domestiquer la Loire à Brives-Charensac (Haute-Loire) sont « exemplaires » pour les écologistes et les pouvoirs publics, mais elles ne font pas l'unanimité chez les élus. ● CES TRAVAUX ONT coûté 300 millions, contre 600 à 700 millions prévus pour un barrage.

Une nouvelle stratégie de lutte contre les crues de la Loire

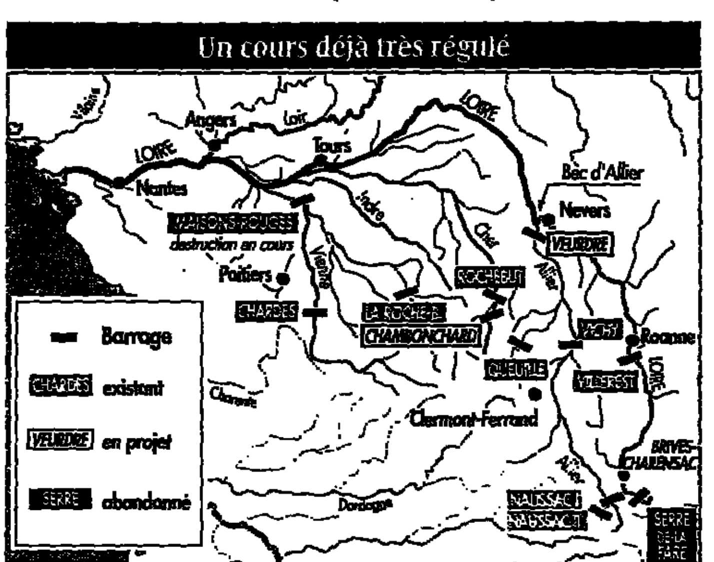
Le plan « Loire grandeur nature » évite la multiplication des barrages, grâce à des aménagements du fleuve, comme à Brives-Charensac (Haute-Loire). Mais cela suffirait-il, en cas d'intempéries exceptionnelles, à éviter une catastrophe comparable à celle du bassin de l'Oder ?

BRIVES-CHARENSAC
de notre envoyé spécial

Au siècle dernier, il y avait Brives d'un côté et Charensac de l'autre. Mais la Loire coulait entre les deux rives depuis beaucoup plus longtemps. Une Loire généreuse et limpide, qui pourtant sait se gonfler d'orgueil et de colère jusqu'à tout détruire sur son passage ; jusqu'à tuer. A Brives-Charensac, la mémoire écrite de ses crues torrentielles remonte au 8 octobre 1878. Ensuite, la liste égrène les années comme une suite imprévisible de rendez-vous impitoyables et dramatiques avec la nature. Deux dates, les plus récentes, marquent désormais l'histoire du fleuve et de ses habitants.

21 septembre 1980 aux alentours de midi, la Loire sort brusquement de son lit : 8 morts, 420 millions de francs de dégâts. Avec un flux de 2 000 mètres cubes par seconde, c'est une crue centennale. 16 novembre 1996 : le fleuve déboule à 1 400 mètres cubes par seconde, soit, par estimation, une crue « quarantenale ». Mais entre ces deux moments de tensions la relation de Brives-Charensac avec le fleuve a été profondément modifiée, à contre-courant de tout ce qui s'était fait jusqu'alors.

Après les terribles événements du 21 septembre 1980, on parle de domestiquer le fleuve. L'établissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents (Epala), présidé par Jean Royer (div. d.), alors maire de Tours, propose la construction de quatre barrages : le Veurdre, Naussac II, Chambonchard et Serre-de-la-Fare, en amont de Brives-Charensac.



Aussitôt, écologistes, mais aussi associations de pêcheurs et des habitants se mobilisent contre ce projet. Ils estiment que dresser un barrage à Serre-de-la-Fare, c'est engloutir à jamais une vallée superbe, une réponse inadaptée, dans la logique du développement industriel du XIX[e] siècle qui a fait *« les preuves de son absurdité »* : c'est, encore une fois, tourner le dos à la nature.

Occupation du site, manifestations, pétitions, la lutte est âpre. Finalement, après une première pause décrétée en 1991 par le gouvernement d'Edith Cresson, avec Brice Lalonde comme ministre de l'environnement, le gouvernement d'Edouard Balladur décide de suspendre définitivement le projet de barrage à Serre-de-la-Fare en 1994. Michel Barnier, ministre (RPR) de l'environnement, met en place le plan « Loire grandeur nature » *(lire ci-dessous). « Nous avons été écoutés, c'est incontestablement une grande victoire pour les écologistes »*, résume Martin Arnould, un des chefs de file du mouvement local, permanent de l'association SOS-Loire vivante.

DES INCONNUES DEMEURENT

Des travaux sont donc engagés pour redonner sa place à la Loire, la laisser respirer : dans la traversée de Brives-Charensac, son lit est creusé en profondeur et en largeur, 500 000 tonnes de matériaux sont dégagées. Trois usines, qui constituaient autant d'obstacles à la course de l'eau et multipliaient la force dévastatrice des crues, sont détruites en partie. Enfin, il fallait modifier le pont de la nationale 88 construit dans les années 70 en dépit du bon sens, puisqu'il faisait office de bouchon.

Parallèlement, une échelle de procédures d'alerte était définie, selon la gravité de la situation, afin de prévenir, et éventuellement évacuer la population. Lors de la crue du 16 novembre 1996, le gros œuvre des travaux étant pratiquement terminé, le second volet du plan « Loire grandeur nature » a été expérimenté. *« En grandeur nature »*, commente, furieux, Jean-Claude Ferret, le maire (div. gauche) de Brives-Charensac, qui milite toujours pour la construction du barrage de Serre-de-la-Fare. Pour lui, seul cet ouvrage assurera une protection définitive.

Pourtant, selon le préfet de Haute-Loire, Nicolas Jacquet : *« La gestion de la crise du 16 novembre s'est globalement bien déroulée. »* Tout commence au Puy-en-Velay, dans un local de la direction départementale de l'équipement (DDE), où des ordinateurs recueillent une batterie de données : celles des capteurs installés sur la Loire, celles de différents services de Météo France, comme Météotel, et, depuis octobre 1996, celles fournies par un nouveau radar, dressé à Sembadel, et qui surveille la vallée de la Haute-Loire jusqu'ici non couverte par le radar de Nîmes.

« Mais il n'y a pas de modèle mathématique d'analyse des crues », souligne Gérard Bouchet, ingénieur des travaux publics et responsable de du service de surveillance. Ainsi, si l'importance des précipitations est assez facilement analysée, la capacité d'absorption du sol demeure une inconnue. Or ces écoulements peuvent surcharger le cours du fleuve. Et l'eau n'attend pas. Le 16 novembre 1996, entre le moment où le capteur situé en amont a enregistré la courbe maximale et l'arrivée de la crue à Brives-Charensac, deux heures seulement se sont écoulées.

ÉVITER LA PANIQUE

Il faut donc agir vite, mais sans précipitation. Si la mise en alerte de tous les services – pompiers, gendarmerie, réquisition des sociétés de transports en commun et information aux maires des communes intéressées – doit intégrer toutes les éventualités, *« elle ne doit pas provoquer la panique de la population »*, résume le préfet : *« Il n'y a rien de pire qu'une ronde de gyrophares dans la nuit pour créer la psychose »*, continue-t-il.

Les ordres d'évacuation doivent donc être déclenchés au plus près. Le 16 novembre, quatre cents personnes ont finalement été invitées à quitter leur domicile. *« L'opération s'est déroulée dans le bon ordre »*, estime le préfet.

Le maire ne conteste pas ce bilan, mais il met en avant les dégâts, estimés à 15 millions de francs, et pense que la digue de la rive gauche, à l'entrée de la commune, a montré ses limites. *« Que se serait-il passé si la crue avait été centennale ? »*, se demande-t-il. Le constat d'huissier qu'il a fait effectuer est contesté par les services de la DDE. *« Nous avons connu deux crues successives*, explique Serge Alexis, son directeur. *La seconde a surfé sur la première, et le relevé ne concerne qu'un seul pic et sur une distance limitée. »*

Le cahier des charges fixait un seuil : que la crue soit suffisamment maîtrisée, dans sa force et dans sa hauteur, pour qu'un adulte puisse se déplacer à pied. *« Le 16 novembre a montré que la solution retenue se rapproche le mieux du respect du fleuve et des hommes*, estime Martin Arnould. *Brives-Charensac reste un lieu sensible. Mais le risque zéro n'existe pas. »*

Cette nuit du 16 novembre, beaucoup, parmi les 4 388 habitants de Brives-Charensac, l'ont passée sur les bords de la Loire, fascinés par ses roulements, avec dans la tête le drame de 1980. Depuis des générations, ils entretiennent avec la Loire une relation passionnée, mêlée de peur et d'attirance.

Si certains croient encore que le barrage finira par être construit, alors que cette idée a été totalement abandonnée par les pouvoirs publics, d'autres se sont fait une raison : *« On peut éteindre le feu, on ne peut jamais arrêter l'eau »*, dit simplement l'un d'eux.

Bruno Caussé

300 millions de francs de travaux

BRIVES-CHARENSAC
de notre envoyé spécial

S'il avait été réalisé, le barrage de Serre-de-la-Fare aurait nécessité un investissement de 600 à 700 millions de francs. Les travaux d'aménagement de la traversée de la Loire à Brives-Charensac se montent à 300 millions. La moitié a été consacrée à l'expropriation et au dédommagement de trois entreprises dont les bâtiments avaient, au cours du temps, largement débordé sur le lit du fleuve.

Après un appel d'offres lancé par le ministère de l'environnement, auquel avait aussi répondu la Compagnie nationale du Rhône (CNR), le projet d'aménager le fleuve a été confié à l'entreprise BCOM, associée à l'architecte parisien Michel Cantal-Duparc. Leur idée était de conserver, en les solidifiant, les vieux ponts, même ceux dont certaines arches avaient disparu lors de précédentes crues. Ont aussi été imaginés des parcours végétaux, une piste cyclable, afin que les habitants puissent retrouver le fleuve. Le nouvel espace sera rythmé par trois plans d'eau pour les activités estivales et deux des bâtiments expropriés – d'anciens moulins – pourraient être transformés en hôtel. Ces travaux ont pris quelque retard en raison de la crue du 16 novembre 1996.

Ce dossier a suscité, et suscite encore, bien des oppositions, notamment de la chambre de commerce et d'industrie du Puy-en-Velay, mais aussi des élus du conseil général, présidé par Jacques Barrot (UDF-FD), qui se sont longtemps mobilisés pour la réalisation du barrage de Serre-de-la-Fare. Tout comme les écologistes, les représentants de l'Etat en Haute-Loire revendiquent, eux, *« l'exemplarité de la démarche »*. Néanmoins, insiste le préfet, « le plan Loire grandeur nature » concerne exclusivement la gestion du *« point noir hydraulique »* de Brives-Charensac. *« Le contexte particulier de la Haute-Loire, son relief encaissé, les crues torrentielles du fleuve exigaient une réponse adaptée ».*

B. C.

Zbigniew Gazowski, hydrologue, spécialiste de la Loire
« La récente crue de l'Oder a été plus forte que celles de la Loire au XIX[e] siècle »

« Vous rentrez d'une mission en territoire polonais dans les bassins de l'Oder et de la Vistule. Comment analyser ces crues ?

– Elles ont été causées par la rencontre de masses d'air chaudes d'origine méditerranéenne et de masses froides venues du Nord sur la chaîne des Carpates et des Sudètes. Le contact entre masses océaniques et méditerranéennes explique aussi les grandes crues au siècle passé sur la Loire et l'Allier, deux bassins assez semblables à celui de l'Oder et de la Vistule. De même, la crue de 1980 en Haute-Loire est similaire.

» Ce qui a été surprenant, c'est la grande extension spatiale et la longue durée de cette "rencontre", du 4 au 8 juillet. Il est tombé jusqu'à 450 milimètres d'eau. Après ce noyau d'intenses précipitations, la pluie a continué à tomber pendant quinze jours. Les affluents sont entrés en crue en même temps que les deux fleuves.

– Le bassin le plus touché a été celui de l'Oder ?

– Oui. Dans sa partie polonaise la plus en amont, les débits de l'Oder ont atteint parfois 3 500 mètres cubes par seconde sur certaines portions : la crue centennale est estimée à 1 700 mètres cubes par seconde. Quelle valeur attribuer alors à cette crue : « cinqcentennale » ou millénaire ? Le fleuve a eu jusqu'à 9 kilomètres de large, l'eau est montée de 1,5 mètre au-dessus du niveau maximum observé depuis le milieu du XIX[e] siècle, des villages ont été engloutis sous 2 à 3 mètres d'eau. Les villes d'Opole et de Raciborz ont été les plus touchées, ainsi que Wroclaw, où le débit a atteint 3 500 mètres cubes par seconde le 14 juillet, alors que le transit ne peut en assurer que 2 500 avec les bras de décharge du fleuve. Le long de la frontière avec l'Allemagne, les ruptures de digues se sont opérées uniquement du côté allemand.

» Le bilan sur l'Oder, côté polonais, est celui-ci : une soixantaine de morts (et presque autant du côté tchèque), 150 000 personnes déplacées, 140 à 160 ponts à reconstruire, des dizaines de kilomètres de digues emportés, 400 000 hectares inondés, les nappes polluées...

– Et sur la Vistule ?

– Sur une grande partie du bassin; il s'est agi d'une crue centennale. Sur la Dunajec, un affluent tumultueux qui descend des Hauts Tatras, la construction du nouveau barrage de Czorsztyn venait de s'achever. Son remplissage était prévu en deux ans : il s'est rempli en deux jours. Cracovie a été sauvée *in extremis*. A sa confluence avec la San, la Vistule a affiché 8 500 mètres cubes par seconde. Lors des grandes crues du XIX[e] siècle, la Loire avait atteint 7 600 mètres cubes par seconde au Bec d'Allier. Plus en aval, les digues de la Vistule se sont rompues, et le fleuve a pu s'étaler. Si bien qu'à Varsovie le débit n'a pas dépassé 5 500 mètres cubes par seconde et n'a pas menacé la ville. 200 000 hectares ont été noyés dans le bassin de la Vistule.

» Ces crues ne peuvent que réveiller notre inquiétude en France, sur la Loire en particulier. »

Propos recueillis par Régis Guyotat





Une rupture dans la façon de traiter les fleuves

ORLÉANS
de notre correspondant

ANALYSE
Des changements de mentalité se sont opérés chez les élus et dans l'administration

Quand les écologistes parlent de la Loire comme du *« dernier fleuve sauvage d'Europe »* – slogan, il est vrai, commode –, ils se trompent. Jamais fleuve n'a été autant modelé au cours de l'Histoire par l'homme. En revanche, tout au long du siècle qui s'achève, la Loire, qui avait cessé d'être rentable après la disparition de la navigation, a été laissée à l'abandon : elle est revenue ainsi à un certain état de nature.

C'est pourquoi le « plan Loire grandeur nature », signé en 1994 par le ministre de l'environnement de l'époque, Michel Barnier (RPR) et l'Etablissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents (Epala), est une date importante : l'Etat manifeste à nouveau un intérêt pour le fleuve.

Mais il y a plus. Ce plan marque une rupture dans la façon d'aménager. La construction des barrages – à la mode depuis l'après-guerre – n'est plus tenue pour seule religion, afin de tenter de mettre les riverains à l'abri des inondations du fleuve : l'ouvrage de Serre-de-la-Fare a été abandonné ; le copieux programme de construction, échafaudé dans les années 70 par l'ancien maire de Tours, Jean Royer (div.d.) a été sérieusement revu à la baisse. Non seulement sous la pression des écologistes et de l'enjeu politique qu'ils font peser, mais parce que des changements de mentalité se sont opérés chez les élus et dans l'administration.

Le plan Loire définit notamment de nouvelles règles de constructibilité dans les zones inondables, incluses désormais dans les plans d'occupation des sols (POS) des communes, du Bec d'Allier à l'embouchure. La sécurité est aussi à ce prix : une meilleure maîtrise de l'urbanisation dans les zones à risque, après des décennies de laisser-aller, les élus dussent-ils se gendarmer – et d'abord vis-à-vis d'eux-mêmes – pour refuser des permis de construire et perdre dans l'affaire rentrées de taxes et de patentes, sans compter quelques voix...

Mais les résistances sont encore fortes. Le mythe constructiviste a ses nostalgiques. Les « royéristes » certes, mais aussi les communistes. Selon les spécialistes, deux ouvrages écrêteurs seraient nécessaires pour limiter – c'est-à-dire maintenir à l'intérieur des digues du fleuve – les effets d'une crue centennale de la violence de celles du siècle passé en Loire moyenne. L'un est construit : il s'agit du barrage de Villerest, en amont de Roanne, sur la Loire. L'autre, au Veurdre, sur l'Allier, au sud de Nevers, ne l'est pas, et il ne figure pas dans les projets immédiats du plan Loire.

FRUIT DU COMPROMIS

Les communistes aujourd'hui, ainsi que les élus de la région de Montluçon, qui en attendent des retombées économiques et touristiques, réclament la construction de l'ouvrage de Chambonchard (Creuse) sur le Cher, inscrit au plan Loire. La déclaration d'utilité publique (DUP) a été prise le 12 décembre 1996. Ce projet, conçu surtout pour le soutien d'étiage, mais peu opérant pour l'écrêtement des crues, est jugé inutile et faramineux (600 millions de francs en 1994) pour les finances publiques par les écologistes. Et les agriculteurs du Berry ne semblent même plus le considérer comme une priorité pour leurs projets d'irrigation.

Le plan Loire innove, mais il est aussi le fruit du compromis. Le dossier de Chambonchard pourrait valoir au ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement Dominique Voynet ses premières frictions avec les communistes ou avec les écologistes.

R. G.

DISPARITIONS

Jean-Jacques Herbulot

Le créateur du Vaurien

L'ARCHITECTE naval Jean-Jacques Herbulot est mort à la fin du mois de juillet. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Eric Tabarly, à qui on demandait, il y a quelques années, les raisons du développement de la plaisance en France, avait répondu : *« Le détonateur, c'est les Glénans, Herbulot et le Vaurien. Ce sont eux qui ont popularisé la voile en la démocratisant. »* Herbulot et Vaurien, le nom de l'architecte et celui de l'une de ses premières créations, sont associés dans l'hommage du navigateur.

Comme nombre d'habitués des plages bretonnes, il se souvient sans doute de l'apparition de ce petit dériveur en contreplaqué dans les années 50. Léger, maniable, construit à l'économie, le voilier au plat-bord vernis permet aux enfants du baby-boom de régater et favorise le développement des écoles de voile. Sa dérive amovible et son safran pliable lui offrent la possibilité de se jouer des marées. Il assure la formation des équipiers, qui se familiarisent avec le rappel, il prépare les amoureux des balades en mer à franchir une nouvelle étape, celle de la croisière, en naviguant sur des Corsaire, autre bateau créé par Jean-Jacques Herbulot.

Ce fils de banquier découvre la voile dans un yacht-club de la région parisienne à dix-sept ans. Très vite, il se passionne pour les régates et navigue sur un Star. Sélectionné pour les Jeux olympiques de Los Angeles en 1932, il se classe quatrième. Barreur remarqué, il fait partie des équipes de France à chaque rendez-vous olympique jusqu'en 1956 à Melbourne : à quarante-cinq ans, il est alors équipier sur un 5,50 et termine sixième.

Architecte de profession, Jean-Jacques Herbulot avait commencé à dessiner des plans de bateau dès sa démobilisation, en 1940. Son premier « enfant » est un petit dinghy de 4,50 mètres pour la pêche familiale. Revenu à Paris après la Libération, il se consacre à la rénovation de bâtiments administratifs et exécute des plans d'école, mais il n'oublie pas sa passion. Sur sa planche à dessin, il conçoit les plans de quelque cent vingt bateaux. Des voiliers simples à réaliser et bon marché qui sont rapidement utilisés par les stagiaires du Centre nautique des Glénans. La Caravelle, véritable dériveur d'apprentissage collectif, suit le cotre des Glénans, inspiré des bateaux de pêche breton. Ensuite viendront d'autres navires de croisière, du Maraudeur au Cap-Corse en passant par le plus populaire, le Corsaire.

Il y a quelques années, on évaluait le nombre de bateaux réalisés d'après ses plans à 60 000, dont plus de 30 000 Vaurien. Retiré en Sologne, le créateur, qui n'avait jamais signé de contrats avec les constructeurs, s'émerveillait encore du Corsaire, qui, assurait-il, *« a donné des joies à des milliers de familles qui ont pu découvrir la petite croisière »*.

Serge Bolloch

Luc Bihl

Un pionnier du droit de la consommation

POUR l'Institut national de la consommation, dont il était l'avocat-conseil depuis janvier 1975, sa disparition est sans conteste *« une grande perte »*. Mᵉ Luc Bihl, l'un des juristes les plus ardents défenseurs de la cause des consommateurs, est mort le 1ᵉʳ août des suites d'un cancer pulmonaire à l'âge de cinquante-huit ans. Spécialiste reconnu du consumérisme, Mᵉ Bihl était aussi l'avocat de l'Union fédérale des consommateurs-Que choisir et du Comité national de lutte contre le tabagisme (CNCT). Les responsables du CNCT le savaient malade. Ils se souviennent aujourd'hui de *« sa voix rauque »* et de sa grande hardiesse juridique : *« C'était un gardien obstiné de la loi »*, nous a confié, lundi 18 août, Philippe Boucher, directeur du CNCT.

Né le 26 novembre 1938 à Creutzwald (Moselle), Luc Bihl avait fait ses études au lycée Lakanal de Sceaux (Hauts-de-Seine) puis dans un lycée de Toulon. Il avait décroché son diplôme d'études supérieures de droit privé et de sciences criminelles et son doctorat en droit dans la capitale. Avocat au barreau de Paris dès 1963, Mᵉ Bihl fut chargé de cours en 1971, puis membre de la commission des clauses abusives en 1978 et de la commission de refonte du droit de la consommation en 1981. Il avait dirigé la campagne de Michel Rocard pour les élections législatives de 1969 à Parly-II (Yvelines) et s'était présenté en 1971 aux municipales comme tête de liste PSU.

L'avocat s'était notamment illustré au procès des victimes du talc Morhange, en 1979, et il a surtout obtenu les premières victoires judiciaires sur le front de la lutte anti-tabac. En 1995, il avait réussi à faire condamner la SNCF pour des retards répétés, puis à nouveau, en janvier 1997, cette fois pour non-respect des dispositions de la loi Evin dans les locaux de la gare de Lyon-Part-Dieu. *« Seule une personne victime, esclave du tabac, peut parler de ce qu'est la dépendance au tabac »*, confessait-il dans un entretien réalisé pour le CNCT en avril 1995.

Marié et père de deux enfants, Luc Bihl était chroniqueur judiciaire pigiste à *60 millions de consommateurs* depuis le mois d'août 1996. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Consommateur, défends-toi, le droit de la vente* (Dalloz, 1986) et *Consommateur, réveille-toi* (Syros, 1993). Il a également signé, sous le pseudonyme de Luc Willette – le nom de jeune fille de sa mère –, plusieurs romans, dont *Et la montagne fleurira* (Denoël, 1975), *Les Malheurs d'Ariane* (Laffont, 1982) et *Les Enragés* (Syros, 1989). Récemment, il a publié *Des tavernes aux bistrots : histoire des cafés* (L'Age d'homme, 1997).

Laurence Folléa

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 13 août est publié :

● **Chartreuse** : un décret portant classement de communes dans le parc naturel régional de Chartreuse (Rhône-Alpes).

Au *Journal officiel* du jeudi 14 août est publié :

● **Bénéfices agricoles** : un tableau détaillant les éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires de la généralité des cultures imposables au titre de l'année 1996 (premier tableau).

AU CARNET DU « MONDE »

Mariages

L'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège et Mᵐᵉ Jean-Louis LUCET,
***M. Mamadou Moustapha TALL,* directeur général des Douanes sénégalaises et Mᵐᵉ Aida DIOP**
sont heureux de faire part du mariage de

Jean-Philippe et Aminata,

qui a été célébré à Dakar, le 26 juillet et à Saint-Fort-sur-Gironde (Charente-Maritime), le 9 août 1997.

Jean-Louis Lucet,
Ambassade de France près le Saint-Siège,
Rome, Via Piave 23,
Tél. : 488-38-41.

Décès

Marie-Madeleine BARTH

s'est endormie dans la paix du Seigneur, le *dimanche 17 août 1997*, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée mercredi 20 août, à 10 heures, en l'église *du Sacré-Cœur, à Mulhouse (Haut-Rhin)*.

De la part de :
Elisabeth Barth,
Maurice Barth o.p.,
18, rue Schoenberg,
68100 Mulhouse.
20, rue des Tanneries,
75013 Paris.

– Henri Bénézit,
son époux,
Jean-Pierre Bénézit,
Monique Doutrelant-Bénézit,
Solande Bénézit-Mêlé,
Sophie Dalva,
ses enfants,
Frédéric Bénézit (†),
Béatrice Bénézit
et Pierre Parcelier,
Stéphane et Seema Doutrelant,
Fabrice Doutrelant,
ses petits-enfants,
Apsarah Doutrelant,
son arrière-petite-fille,
Jean Doutrelant,
Caroline et Marc Labé-Dalva,
Pauline et Lucie,
Les familles Fiedler,
Loffredy, de la Chapelle
et Poch,
Ses proches amis de Paris
et de Bandol,
Dana et Malika,
si dévouées,
ont la douleur de faire part du décès de

Mᵐᵉ Henri BÉNÉZIT,
née Marcelle DIEMUNSCH,

survenu à Rueil-Malmaison, dans sa quatre-vingt-dixième année, le 15 août 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 août, à 11 heures, en l'église Saint-André-de-l'Europe, 24, *bis*, rue de Saint-Pétersbourg, Paris-8ᵉ.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue de Miromesnil,
75008 Paris.
9, rue Roquépine,
75008 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Mᵐᵉ Hugues Jean Berthier, née Moulant Broachi,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Hugues Jean BERTHIER,
ancien officier FFC,
croix de guerre 1939-1945 avec palme,
Étoile d'Anjouan.

survenu le 16 août 1997, à Toulon.

Les Terrasses fleuries,
34, chemin de la Chartreuse,
83000 Toulon.

– Saint-Maximin (Isère). Paris. Mostaganem.

Miriam et Djelloul Benderdouche,
Mazouz, Abderahmane, Halima,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Bouras, Perruchon, Perrichon, Benderdouche, Mérabiène, Vizioz, Paquet et Shalak,
Parentes, alliées et amies,
ont la douleur et l'extrême tristesse de faire part du décès de

Mᵐᵉ BOURAS,
née Marie Anne PERRUCHON,
professeur honoraire de lettres classiques,
titulaire des Palmes académiques,

survenu à Saint-Maximin, le 16 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Villa Honorine,
Lotissement d'Avallon,
38500 Saint-Maximin.

– Marie-Christine Capelle,
Béatrice et Bénédicte,
Tous ses parents
et amis,
ont le chagrin de faire part du décès de

Gérard CAPELLE,

survenu subitement le 9 août 1997, à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité *familiale*.

7, rue du Sergent-Blandan,
92130 Issy-Les-Moulineaux.

– Mᵐᵉ André Godinot,
son épouse,
M. et Mᵐᵉ Jacques Scherer,
M. et Mᵐᵉ François Itier,
M. Paul Godinot,
M. et Mᵐᵉ Denis Godinot,
M. et Mᵐᵉ Alain Godinot,
M. Marc Godinot,
M. et Mᵐᵉ Régis Godinot,
M. et Mᵐᵉ Régis Bouche,
ses enfants,
Ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. André GODINOT,
ancien président-directeur général
des Forges d'Haironville,
ancien président
du comité métallurgique de Champagne,

survenu le 17 août 1997, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 19 août, à 17 heures, en l'église d'Haironville (Meuse).

12, route de la Forge,
55000 Haironville.

– Le président de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 12 août 1997, de

M. Philippe LUCAS,
professeur de sociologie,
recteur de l'académie de Caen.

(*Le Monde* du 15 août.)

– La famille,
Et les amis du

Père Jean MAILHAT,

ont le chagrin d'annoncer son décès survenu le 13 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 18 août dans l'intimité familiale, en la chapelle de l'hôpital Notre-Dame-de-Bonsecours, suivie de l'inhumation au cimetière Montmartre dans le caveau de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Coula Papapétrou,
son épouse,
Konstantia Papapétrou,
sa belle-sœur,
Elsa et Aphrodite,
ses nièces,
Et leur famille,
Lily Monnas,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Achille PAPAPÉTROU,

survenu à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Brigitte Rastoin,
son épouse,
Edouard Rastoin, Léo,
Antoine et Nathalie Rastoin,
Romain, Etienne, Mathilde,
Christine et Guy Marelle,
Lucie, Louis, Julien, Arnaud,
Yves et Denise Rastoin,
Thibaut, Rémi,
Marianne et Marc Blanchard,
ses enfants et petits-enfants,
Mᵐᵉ Jean Guigou,
sa belle-mère,
Ses frères et sœurs,
Beaux-frères et belles-sœurs,
Parents et alliés,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Emile RASTOIN,
chevalier de la Légion d'honneur,
président de l'Union patronale
des Bouches-du-Rhône,

rappelé à Dieu, le 16 août 1997, à l'âge de *soixante-huit ans.*

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 20 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Michel de Cassis.

Villa « Le Phare »,
12, avenue de l'Amiral-Ganteaume,
13260 Cassis.

– La direction des musées de France,
La Réunion des Musées nationaux,
La direction et le département des arts graphiques du Musée du Louvre,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Maurice SERULLAZ,
conservateur général honoraire
du patrimoine,
ancien chef du département
des arts graphiques
du Musée du Louvre,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,
commandeur des Arts et Lettres,

survenu le 14 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, et s'associent à la douleur de sa famille.

(*Le Monde* du 19 août.)

– Gordes. Paris.

Marie-Antoinette Tracol,
son épouse,
Anne-Marie et ses enfants,
Lise,
ses enfants et petits-enfants,
ses filles.
Toute sa famille,
Et ses nombreux et proches amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri TRACOL,

survenu, le 15 août 1997, dans sa quatre-vingt-neuvième année, à Gordes.

L'inhumation a eu lieu au cimetière des Imberts, à Gordes, le 18 août.

– Jean-Paul et Roselyne Horn-Vrigny,
Anthony et Caroline,
Denise Breteau,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Roger VRIGNY,

survenu à Lille, le 16 août 1997, des suites d'un cancer, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité en l'église de Wiry-au-Mont (Somme), le mercredi 20 août, à 11 heures.

Une messe sera dite ultérieurement à Paris à son intention.

4, rue Jean-Ferrandi,
75006 Paris.

– La direction de France-Culture
a le regret de faire part du décès, le 16 août 1997, de

Roger VRIGNY,
producteur à France-Culture.

(*Le Monde* du 19 août.)

– *Mᵐᵉ de Villelongue,*
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du rappel à *Dieu, le 15 août 1997, dans sa quatre-*vingt-huitième année, de

Roland de VILLELONGUE,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre
du Saint-Sépulcre de Jérusalem.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité familiale en l'église Saint-*Sulpice (crypte du Rosaire)*, à Paris, le mercredi 20 août, à 11 heures.

Une messe du souvenir sera célébrée ultérieurement en l'église Saint-Sulpice.

27, rue Thiboumery,
75015 Paris.

Anniversaires de décès

– Il y a dix ans, disparaissait

Marcelle BAMBERGER,

Nous rappelons son souvenir, ainsi que celui de son mari,

Marc BAMBERGER

à tous leurs amis.

Yves et Alain.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 *bis*, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

HORIZONS

REPORTAGE



L. MARK/UPI

La cène de Washington

2

ON dirait un trucage. Une image de synthèse. Une photo rêvée par un idéaliste et fabriquée par un virtuose des images virtuelles. Encore auraient-ils hésité devant tant de perfection, et renâclé peut-être à l'imagerie religieuse, comme à cette voûte en arrière-champ, qui confère à l'image l'allure d'une icône. Trop c'est trop, aurait tranché l'artiste...

Au centre, tel un Christ rédempteur, un président américain au sourire bienveillant et aux bras protecteurs accueille dans son giron deux pécheurs, deux frères ennemis contrits, un Arabe et un Juif, qui scellent enfin la paix. Il est le père, il est l'arbitre, il est la référence, il est la garantie. Il unit et pardonne, généreux, indulgent. Le costume est foncé, il se doit d'être sobre. Mais la cravate, pièce centrale à la croisée des mains, est un hymne à la joie : mille trompettes en or y rappellent la salve de Jéricho qui ébranla un mur jugé indestructible. Le président l'a choisie à dessein.

Dans l'arc de cercle formé par les bras grands ouverts, deux hommes forts différents, plus petits – cela tombe bien pour l'image –, plus âgés que le premier – c'est parfait pour le sens –, qui incarnent un conflit plus ancien que le siècle. L'un est souriant, radieux, qui a le bras tendu et broie la main de l'autre. Le second a le sourire crispé, le geste plus retenu. Et son malaise, si sensible à l'image, rend la scène plus puissante. Ce n'est pas entre amis que l'on conclut la paix. Ces deux-là sont ennemis. Leurs deux mains enlacées ont signé des ordres de bataille et tenu des fusils. Ils se sont combattus, ils ne se feront pas de cadeaux. Le réalisme glacial qui, ce jour, les conduit l'un vers l'autre rend l'instant solennel et magnifie leur geste.

Hors champ, sur la pelouse de la Maison Blanche, trois mille invités retiennent leur souffle et scrutent la scène avec fascination. Les anciens présidents Carter et Bush, pas moins de huit ex-secrétaires d'Etat, le Congrès, la Cour suprême, des ambassadeurs, des juristes et des journalistes, une nuée de diplomates. *« Vous pouvez croire ce que vous voyez ? »*, demande le comédien Richard Dreyfuss à son voisin, journaliste littéraire, qui a lui-même le sentiment de vivre une séquence du film *Rencontres du troisième type*. Certains ont œuvré pendant des années à l'ébauche de la paix ; d'autres ont toujours repoussé toute idée de compromis.

Mme Sadate occupe une place d'honneur et rappelle à elle seule une autre image de paix, signée à Camp David en 1979, sur la même table de bois, mais avec allégresse. Ardente, Mme Rabin – dont les invitations intempestives ont failli rendre fous les responsables du protocole – vit la scène en communion avec son mari. Sous la pression de l'entourage de son époux, Mme Arafat, elle, a été contrainte de rester à Tunis. Comme des dizaines de millions de téléspectateurs, la femme du leader de l'OLP – filmée d'ailleurs par CNN – concentre, elle aussi, son attention sur la seule poignée de main qui compte. Mais le film va trop vite, et l'arrêt sur image est autrement frappant. C'est le cliché qui fera date. Demain, à la « une » de milliers de journaux, il résumera à lui seul l'événement.

« C'est une photo historique, comme l'était ce moment », commente Yasser Arafat en contemplant l'image, vieille de quatre années, dans la suite royale d'un hôtel parisien. Il est assis sur un canapé mou, le teint cireux, les membres légèrement affaissés, le regard un peu las. Mais le keffieh, dont ses petites mains soignées corrigent avec adresse la position, est comme toujours impeccable. Coquet à sa manière et soucieux des symboles, il veille à ce que l'étoffe garde constamment une forme de Palestine. Et il attend les questions : *« Posez-les en anglais, je répondrai en arabe. »*

Il est près de 1 heure du matin, autant dire une heure normale pour le leader palestinien, dont le moteur tourne à plein régime jusqu'à 4 ou 5 heures, et qui « reçoit » de préférence la nuit. Mais on peut avoir des faiblesses. Et ce soir Yasser Arafat a l'air vieux et vanné. Il y a quelques minutes, dans le salon sans fenêtre qui accueillait le dîner du clan, il n'a guère parlé, se contentant de picorer quelques mets et de servir obligeamment ses voisins – en l'occurrence sa pétillante belle-mère – avant de sombrer, les yeux ouverts et fixes, le petit corps recroquevillé sur sa chaise, dans une méditation mystérieuse et prostrée. Les rencontres de cette journée du 30 juin avec MM. Chirac, Jospin, Védrine et Hue n'ont pas allégé ses tourments. Le processus de paix est en lambeaux.

Devant nous, sur une table basse, un plateau de chocolats et de mignardises. Et, tout autour, la « cour » : une dizaine de conseillers, amis et visiteurs, soucieux, jour et nuit, de coller du plus près possible au chef. Lequel ne s'en lasse pas : après chaque réponse, il observe avec satisfaction l'effet produit alentour. Autant le dire tout de suite, et c'est un euphémisme : les conditions idéales pour l'interview sont loin d'être réunies. A aucun moment Arafat ne se départira de sa langue de bois.

PAS la moindre concession à l'émotion ou au sentiment personnel en voyant la photo ou en racontant la scène. Il s'agit bien d'histoire, et « M. Palestine », comme il aime être appelé, s'obstine à prendre la pause. Le discours est rodé, tel qu'il le voudrait gravé à jamais dans le marbre ou relayé dans les livres d'école : la paix des braves, le pacte entre deux soldats, le parrainage silencieux des martyrs... On devra s'en tenir là. A cliché sacralisé, légende immuable, à tout le moins impersonnelle. Aucune révélation, aucune fioriture, au besoin un mensonge pour être tout à fait sûr de ne pas ternir l'icône.

Il dément ainsi le chantage de dernière minute auquel il procéda, à l'aube de ce 13 septembre 1993, à quelques heures seulement de la cérémonie, en exigeant des Israéliens, sous peine de prendre le premier avion, que l'on substitue systématiquement le nom de l'OLP à l'expression « délégation palestinienne » dans le texte de l'accord promis à signature. *« Voyons,* me dit-il, agacé, *vous ne me connaissez pas ! Lorsque je décide quelque chose, je ne reviens pas en arrière. Je savais donc pertinemment que nous signerions l'accord. Je n'ai reculé devant aucune bataille qui pouvait me coûter la vie. Je n'allais tout de même pas reculer devant la bataille de la paix ! »* Shimon Peres, alors ministre des affaires étrangères d'Israël, qui, à peine arrivé à Washington, dut gérer ce bras de fer, sourirait devant ce raccourci de l'histoire, lui qui a encore à l'oreille les menaces de départ du leader palestinien, et puis cette ultime exigence, alors que les invités se pressaient déjà dans les jardins de la Maison Blanche, que le sigle OLP soit dactylographié et non pas corrigé à la main. *« Un immense tournant historique s'est joué sur la différence entre la pointe d'un crayon et le ruban d'une imprimante »*, ironise-t-il dans ses Mémoires.

Mais qu'importent les détails, les chantages ou coups de bluff, l'âpreté des négociations. La poignée de main les éclipse ; c'est elle, grâce à la photo, que retiendra l'histoire. Et Arafat y est rayonnant. Ce sourire ! Cet allant ! Cette posture sous l'aile protectrice d'une Amérique qui le reconnaît enfin, après des années de mépris et d'hostilité. C'est la première fois, d'ailleurs, malgré tous ses efforts, qu'il s'y trouve convié. En 1974, lorsqu'il s'était rendu à New York pour évoquer à la tribune des Nations unies *« le rameau d'olivier et le fusil de révolutionnaire »* qu'il affirmait porter dans l'une et l'autre main, ses déplacements avaient été autoritairement limités à l'île de Manhattan. *« Pire que cela ! Lorsqu'en 1988 j'ai voulu m'adresser de nouveau à l'ONU, l'Amérique ne m'a même pas accordé de visa. J'ai dû inviter l'Assemblée générale à venir à Genève pour écouter mon discours. Elle s'est réunie spécialement pour moi ! »*

Alors, quelle revanche, ce 13 septembre 1993 ! Quelle tardive mais éclatante consécration ! Rencontre avec le président et deux de ses prédécesseurs, interviews avec deux vedettes de la télévision, séance d'autographes, baiser à Chelsea Clinton... Un traitement de *« star »*, commentera le *Washington Post*, bluffé par le sens des relations publiques du président de l'OLP et ses efforts pour séduire le président et le peuple américains. N'est-il pas allé, affirme le quotidien, jusqu'à proposer d'arriver à la cérémonie muni de son révolver afin de le tendre solennellement au président Clinton pour symboliser son engagement sur le chemin de la paix ?

« Ce sont moins les égards avec lesquels on m'a reçu à la Maison Blanche qui sont importants que la raison profonde de ma présence en ces lieux, c'est-à-dire la paix des braves ! A aucun moment je n'ai senti que j'accomplissais quelque chose de personnel. J'agissais pour la région, pour mon peuple et pour le peuple israélien. » Le cercle approuve d'un hochement de tête. *« Enfin, n'était-ce pas aussi un triomphe personnel ? – Non. C'était la victoire de la paix pour laquelle je me suis tellement battu, mais ce n'était pas une victoire personnelle. – Dans ce moment intense, avez-vous pensé à des proches, vos parents, votre famille ? – Non. Seulement à mes camarades dans la longue lutte de libération. »*

« Le Vieux », décidément modeste, s'accroche à sa légende d'ascète de la révolution. La « cour » est satisfaite. Barricadé ainsi sous son épaisse armure, son chef n'offre aucune prise et entretient le mythe. Se sent-il à ce point vulnérable qu'il s'interdise ainsi de désacraliser un moment de l'histoire ? Y a-t-il de l'angoisse, y a-t-il de la superstition, y a-t-il de la douleur dans cette apparente réticence à revivre une étape dont l'actualité souligne l'utopique illusion ?

RABIN, c'est vrai, a disparu. Rabin, premier ministre d'Israël, que les Américains avaient eu tant de peine à convaincre de venir à Washington. Rabin, grand vainqueur de la guerre de six jours, qui n'avait jamais caché sa répulsion pour son plus vieil ennemi, mais avait su trouver les mots, ce jour-là, pour crier sa volonté de paix : *« Nous, les soldats qui sommes revenus du front tachés de sang, nous qui vous avons combattus, Palestiniens, nous vous disons aujourd'hui haut et fort : assez de sang et de larmes. Assez ! »* Rabin le téméraire, qui avait pris tous les risques, et a payé de sa vie l'association de son destin à celui d'Arafat. C'est lui que le leader palestinien voit en premier sur la photo. Et c'est lui qui lui manque aujourd'hui. *« C'était un homme difficile mais loyal, qui respectait sa parole d'honneur et s'engageait à fond. Nous avons appris à nous parler, nous consulter, nous comprendre. Il était devenu mon ami. Je ne peux pas l'oublier. »*

Sadate, Rabin... Les militants de la paix savent le pari dangereux. Et jamais le chef palestinien n'a craint autant pour sa sécurité. Mais le voilà qui s'impatiente. Alors, puisqu'il évoque son amitié pour la veuve de Rabin – *« ma sœur »* – et aussi pour son fils, *« grand défenseur de la paix »*, je demande à Arafat si la naissance d'un enfant, en l'occurrence une petite fille qui, paraît-il, lui ressemble étrangement, donne un nouveau sens à la vie et au combat du père. L'assistance se raidit, suspendue à ses lèvres. *« Non,* répond alors « le Vieux ». *Ma fille est comme mes autres enfants. J'ai adopté des dizaines d'orphelins qui avaient perdu leurs parents durant des raids aériens et auxquels j'ai donné mon propre nom. Vingt-huit garçons et filles qui s'appellent Arafat. Ce n'est donc pas un enfant supplémentaire qui modifiera ma conception de la vie. La mienne est pour mon peuple. Rien ni personne n'y pourra rien changer. »*

Le soulagement du clan est perceptible. « Le Vieux » (*« al Khityar »*), qui continue d'essuyer des tempêtes, est bel et bien « le Père » (*« al Waled »*) de toute une nation. La statue est intacte.

Annick Cojean

13 SEPTEMBRE 1993

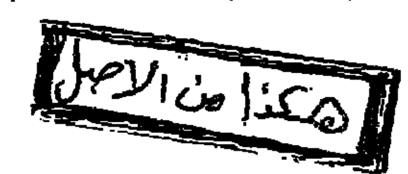
Yasser Arafat

« C'est un moment historique : je signe la « paix des braves » avec M. Rabin, mon partenaire dans le processus de paix. J'utilise l'expression choisie par le général de Gaulle lorsqu'il a fait la paix avec l'Algérie, car elle me plaît. Et c'est d'ailleurs sous ce nom que l'accord restera connu : c'est la « Paix des braves ». C'est moi qui, le premier, ai tendu ma main vers Rabin. Il a hésité un moment, comme tout le monde se souvient, mais j'ai gardé la main tendue et j'ai dit : " Serre-moi la main. " Oui, j'ai dit moi-même : " Serre-moi la main. " Alors il l'a serrée, et c'est à ce moment-là que j'ai senti que notre espérance, notre résolution de paix prenaient corps, et que nous commencions une nouvelle histoire. Il n'y avait aucun risque qu'il refuse cette main tendue. Nous savions tous les deux pourquoi nous étions là. Et Rabin était un soldat. Comme moi. Les soldats comprennent le sens de la guerre et le sens de la paix. Pour nos enfants et les enfants de nos enfants. Pour les générations à venir en Israël, en Palestine et dans toute la région. C'est à mes camarades martyrs, assassinés sur le chemin, que je pense. Ce sont les seuls que je voudrais en ce moment près de moi. J'aurais aimé qu'ils me voient serrer la main de Rabin. Je sais qu'ils auraient compris. C'est avec eux que je l'ai faite, la paix des braves. »


D.R.

Juin 1997 - Paris

PROCHAIN ARTICLE
La Marianne
de mai 68



Quel avenir pour le gaullisme ? *par Patrick Devedjian*

LES assises du 6 juillet dernier ont mis en lumière les rancœurs et les divisions du RPR. Elles auront aussi permis de constater à quel point son fonctionnement et sa culture autoritaires étaient décalés en regard des demandes de la société française. Elles ont encore révélé l'indigence de sa pensée politique sur les grandes questions d'aujourd'hui : la mondialisation, la construction européenne, l'équilibre entre liberté et solidarité. Fondé en 1940 comme en 1958 sur une vision prophétique et volontariste, le mouvement gaulliste peut-il aujourd'hui retrouver un troisième souffle ou bien, incapable d'accepter une réalité difficile et réfugié derrière le mythe du grand ancêtre, va-t-il disparaître en se sectarisant ?

Cette interrogation n'aurait guère d'intérêt si elle ne conditionnait en même temps la rénovation de la droite dans son ensemble en France. Question récurrente et lancinante depuis près de quinze ans, dont le parti gaulliste n'a jamais vraiment voulu se saisir. Aujourd'hui, après une défaite douloureuse, le RPR est toujours et encore l'arbre qui cache la forêt : son avenir lui appartient mais son immobilisme risquerait de tuer une fois de plus tout espoir d'un grand parti de droite, seul capable de faire exister l'alternance démocratique en France et désormais souhaité par le président de la République.

Après un congrès de Rennes aussi désastreux que ces assises, la gauche a su, en quelques années, moderniser le fonctionnement du parti majoritaire sous l'égide de Lionel Jospin : en dépit de beaucoup d'ambiguïtés et de ravalements hâtifs, le PS a commencé cette longue marche et les Français l'ont approuvé. La droite, divisée entre les ambitions personnelles, éclatée en trois partis qui n'ont aucune cohérence interne, menacée par la montée du Front national qui recueille déceptions et exaspérations, pourra-t-elle un jour être crédible et porteuse des espoirs de la majorité du pays si son aile la plus forte s'enferme dans la revanche du passé et le mythe du chef absent ?

La tâche qui attend Philippe Séguin est lourde : il lui faut à la fois démocratiser l'organisation et refonder la pensée politique du mouvement gaulliste. Ces deux exigences sont complémentaires et aussi nécessaires l'une que l'autre. Qu'est-ce qui rassemble aujourd'hui le gaullisme ou la droite au-delà de leurs diversités ? Refondre l'idéologie à l'heure de la mondialisation et passer d'une culture autoritaire à une culture démocratique, voilà le travail de titan exigé du nouveau président. La nomination d'une nouvelle équipe provisoire, nouvelle et féminisée, l'engagement d'une démocratisation rapide des statuts, la distance prise à l'égard des anciens dirigeants et la volonté affirmée de réconciliation permettent à ce jour l'optimisme.

Qu'est-ce qui nous rassemble face à la gauche ? A quoi croyons-nous et que voulons-nous faire ? Notre réflexion devrait s'inspirer du gaullisme et de notre expérience tant locale que nationale, en s'appuyant sur trois orientations majeures : la compréhension de l'avenir, le rassemblement, le volontarisme. Aucune ne doit être prééminente. L'homme politique n'est ni un expert, ni un démagogue qui dit toujours oui, ni un activiste. Chacune est essentielle.

Mendès France avait coutume de rappeler une formule inspirée : gouverner, c'est prévoir. Le général de Gaulle a su, mieux qu'aucun autre, incarner cette fonction prophétique : le 18 juin 1940 bien sûr, et en 1958 aussi, quand il sut tout à la fois refonder la République française et construire l'Europe. Aujourd'hui, l'enjeu pour la France, c'est de savoir s'adapter à la mondialisation pour le bien-être de tous, et l'un des moyens les plus efficaces pour cela, c'est de construire l'Europe et sa monnaie unique, qui nous donnent la dimension indispensable pour exister demain : une fois de plus, « la France n'est pas seule ». Si nous voulons laisser à nos enfants un pays aussi prospère et heureux que celui que nous avons reçu, il faut ouvrir les yeux, accepter le défi et nous réformer pour profiter de la mondialisation. Préparer l'avenir, c'est le premier devoir de l'homme politique.

Le rassemblement devrait inspirer chacun de nos actes : il est fondamental qu'un parti ne soit pas le porte-parole d'une, voire de plusieurs catégories, qu'une politique ne soit pas ressentie comme celle d'une « clientèle », mais bien au contraire comme profitable à tous. Et c'est là que la diversité acceptée de toutes les sensibilités et de tous les électeurs de droite doit devenir sa richesse : bien loin d'être le parti des propriétaires ou des médecins, des retraités ou des familles, des chefs d'entreprise ou des salariés du secteur privé, elle doit puiser *dans toutes ses composantes* un souci permanent de l'ensemble de la société française : André Malraux témoignait de la diversité du RPF en disant qu'il était « *le métro à 6 heures du soir* ». Nous ne proposons pas les mêmes moyens que la gauche gestionnaire : nous croyons plus à l'énergie individuelle et à la liberté qu'à l'Etat et à la réglementation, mais nous poursuivons le même objectif : donner à chacun la meilleure place possible. Nous croyons que le marché crée bien plus de richesses que la contrainte mais que c'est le rôle du politique de se soucier de la répartition de ces richesses, pour que tous puissent en profiter, à la fois matériellement et culturellement.

Enfin, il faut faire confiance au travail, au courage et à l'énergie de chacun. Si la famille, la collectivité locale, l'Etat, sont nos garde-fous, c'est d'abord de chacun d'entre nous que dépend l'avenir. La société ne nous doit pas tout : le logement, le travail, le bonheur. Nous devons encourager et développer cette envie de faire des choses qui nous permet de réaliser notre dimension humaine : l'homme n'est pas que consommateur hédoniste, il a aussi une énergie créatrice qui est le fondement de sa dignité et lui *a permis de maîtriser la science*, la médecine, d'apporter mille progrès à l'humanité, de faire partager la beauté et l'émotion artistique.

La droite pourra-t-elle un jour être porteuse des espoirs de la majorité du pays si son aile la plus forte s'enferme dans la revanche du passé et le mythe du chef absent ?

En approfondissant ces trois grandes directions, peut-être pouvons-nous retrouver ce qui unit la droite. Mais ce travail de reconstruction doit impérativement s'accompagner d'une rénovation complète du fonctionnement de nos partis.

Le maître mot de notre nouvelle *organisation doit être la démocratie*. Pour mettre fin aux rivalités personnelles qui nous minent depuis plus de vingt ans, il faut des procédures de sélection démocratiques, tant pour le fonctionnement des partis sur le principe d'« un adhérent, une voix » que pour déterminer les grandes orientations politiques ou ratifier les investitures aux élections. La démocratie, c'est le suffrage universel, la représentation des minorités et la décentralisation : *la société française ne* veut plus du centralisme technocratique, pourquoi la société politique l'accepterait-elle ?

Le suffrage universel, c'est l'élection périodique par les adhérents de tous les responsables locaux, départementaux et nationaux. C'est aussi l'organisation de débats sur les grandes orientations politiques. C'est enfin la ratification des candidats aux élections. La représentation des minorités, c'est la reconnaissance des différentes tendances, et donc une place reconnue dans les instances de direction : c'est le contraire de l'exclusion, la condition d'un vrai rassemblement, et le seul moyen moderne d'obtenir une discipline réelle de tous, parce que consentie et profitable à tous.

La décentralisation enfin, c'est la *reconnaissance de la démocratie* locale comme base de la démocratie moderne. Elle suppose aussi une décentralisation financière : aujourd'hui les partis politiques nationaux *sont financés par les fonds* publics en fonction des suffrages obtenus et du nombre de leurs élus, mais rien ne les oblige à reverser une partie de ces subventions à leurs instances locales. Or comment organiser de vrais débats politiques sans un minimum de moyens, au niveau local (feuilles d'informations, conférences, tracts, permanences, etc.) ?

La démocratisation de la droite aujourd'hui doit commencer par celle du RPR, qui a le plus de retard en ce domaine et, de ce point de vue, la réforme de nos statuts est décisive : c'est la raison pour laquelle le processus de leur élaboration *doit lui-même être démocratique* et ne pas faire l'objet d'une découverte, à prendre ou à laisser, le jour du vote... comme d'habitude. Dans cette entreprise ambitieuse et nécessaire de refondation, Philippe Séguin a aujourd'hui une responsabilité historique : il tient entre ses mains, pour les mois qui viennent, l'avenir du gaullisme.

***Patrick Devedjian** est député (RPR) des Hauts-de-Seine, maire d'Antony.*

Pékin protecteur du dollar de Hongkong

Suite de la première page

Le jour où la monnaie de l'ex-colonie commence à céder du terrain, la *Chine populaire ne peut en* effet qu'intervenir tant elle est intéressée à faire en sorte que fonctionne le principe selon lequel elle a récupéré Hongkong – « un pays, deux systèmes ». D'où l'avertissement lancé par les autorités de l'île aux spéculateurs potentiels, après les remous monétaires des pays de la région : vous vous casseriez les dents à tenter la même opération sur le dollar de Hongkong. Il a tout de même accusé le coup à la mi-août. Pas sur sa parité, mais sur son prix, c'est-à-dire les taux d'intérêt : ceux-ci ont brusquement monté, passant de 6,5 % à 8 % en 48 heures. La pression sur la monnaie locale, modulée par le *peg* (lien) au dollar américain (au change courant, un dollar américain vaut 7,74 dollars de Hongkong), ne s'en est pas moins fait sentir sur le marché à terme des monnaies, où un record a été atteint avec un dollar américain propulsé à 7,90 dollars de Hongkong.

Les défenses principales du dollar de Hongkong restent de toute évidence *éminemment* politiques, et c'est bien là le problème. La décision de la Chine d'intervenir dans le cadre du plan de soutien au baht thaïlandais pour un milliard de dollars américains en est une illustration. Cette décision a été bien accueillie par les milieux financiers de la région. Elle est apparue *comme* un signe tangible de ce que Pékin commençait à prendre en compte son implication internationale dans l'économie mondiale, un geste qui lui permet de se présenter devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) comme une puissance responsable qui ne gère pas sa cagnotte sur un mode purement *égoïste*.

Si la chute des monnaies d'Asie du Sud-Est était intervenue à un moment où Pékin aurait eu intérêt à dégonfler l'importance de Hongkong dans l'économie chinoise comprise dans son ensemble, on aurait pu attendre de sa part l'inverse de son engagement d'aujourd'hui. Car les préoccuptions principales du gouvernement chinois demeurent non pas économiques mais politiques, et surtout *fonction des risques qu'il peut pres*sentir dans une parcelle de terre nationale qui a vécu pendant un siècle et demi sur un mode différent de celui qu'il entend incarner.

Pour le moment, tous les signaux politiques à Hongkong sont au beau fixe. Le bras de Pékin à Hongkong, la représentation locale de l'agence Chine nouvelle, perd du terrain sur le plan institutionnel. *Elle a dû abandonner son rôle de* porte-parole du gouvernement chinois et n'est plus chargée d'organiser les cérémonies de la fête nationale du 1er octobre. Le ministère des affaires étrangères officiera en maître de réceptions. Une garantie vis-à-vis des milieux d'affaires.

En quoi cela augure-t-il de l'avenir ? Nul ne le sait vraiment. L'économie de Hongkong n'a plus grand-chose à voir avec celle des pays d'Asie du Sud-Est, qui elles-*mêmes n'ont plus grand-chose* à voir avec leur image en Occident. La main-d'œuvre n'est plus si bon marché en Thaïlande qu'il y a une décennie. A Hongkong, cette même main-d'œuvre est devenue hors de prix pour les industries occidentales enclines à se « délocaliser » vers une Asie censée être « bon marché ».

Hongkong dépend avant tout, *maintenant*, de la *main-d'œuvre* mobilisable en Chine du Sud. Le degré de vulnérabilité de l'ex-colonie, dès lors, n'est quantifiable qu'en fonction d'impératifs politiques dépassant sa stricte économie. Viendrait-elle à représenter, pour Pékin, une gêne, que cette économie, aussi juteuse soit-elle pour les meilleures familles du continent, ne résisterait guère à la tentation d'un sacrifice dicté par la préoccupation numéro un : conserver la maîtrise du pouvoir à Pékin.

Francis Deron

AU COURRIER DU « MONDE »

LANGUE ALLEMANDE *ET RÉFORME*

En supposant que la langue allemande soit menacée par la réforme proposée par les représentants des trois pays germanophones (Allemagne, Autriche, Suisse) qui ont participé aux travaux de la Conférence de Vienne (*Le Monde daté 3-4 août*), on ne peut pas dire que les tribunaux « *attaquent la langue de Goethe* » puisqu'on leur demande justement de la défendre contre tout projet de réforme.

(...) En Allemagne, comme en France, la majorité des gens *confondent langue et orthographe* sans savoir que la langue est préexistante à son orthographe, qui n'est qu'un emballage dont la norme a beaucoup varié dans les deux pays au cours des siècles. L'orthographe dans laquelle on imprime aujourd'hui les œuvres de Goethe n'est pas du tout celle qu'il utilisait lui-même car l'orthographe *allemande a été fortement* (et judicieusement) modernisée par la Conférence de Berlin au début du siècle (1901-1902). La réforme aujourd'hui proposée est beaucoup moins importante et ne porte que sur des points de détail.

Ce qui est intéressant, c'est que les arguments utilisés par les adversaires de toute réforme sont en général aussi désolants des deux côtés de la frontière. Lorsque, en 1990, le gouvernement Rocard proposait d'écrime « abime » au lieu d'« abîme », certains n'hésitaient pas à écrire qu'on voulait « *détruire la langue de Racine* », alors que Racine écrivait lui-même « abysme », mot dont l'orthographe a été modernisée par l'Académie française en 1740, bien après sa mort... Faire appel à Goethe pour défendre l'orthographe « Asphalt »" contre celle (proposée) de « Asfalt » n'a guère plus de sens puisque l'on écrit déjà « *elefant* » et « *telefon* » et que Goethe n'a vraisemblablement jamais eu à écrire le mot « asphalt »...

Jean-François Le Masson
Le Vésinet (Yvelines)

RECTIFICATIF

ATHLÉTISME

Deux erreurs de transcription nous ont fait écrire que Jean-Pierre Prouteau avait été l'agent de Marie-José Pérec, alors qu'il s'agissait de Jean-Pierre Puthod (*Le Monde* du 7 août), et que l'Allemand Armin Harg avait couru le 100 m du meeting de Zurich de 1960 en 10 s (chronométrage manuel), alors que l'athlète en question se nommait Armin Hary (*Le Monde* du 15 août).

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'air pollué de Mme Voynet

LES « pics » de pollution de ce mois d'août *dans les villes* sonnent-ils le premier faux pas sinon du gouvernement, du moins d'une de ses personnalités les plus originales, Dominique Voynet, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ? Dès son arrivée aux responsabilités, la ministre Verte avait multiplié déclarations et décisions spectaculaires. Elle avait engagé une inflexion forte de la pratique gouvernementale dans le domaine du cadre de vie. Déjà, on parlait de « *Madame j'arrête tout* ».

Que surviennent, cet été, les « *pics* » *de pollution atmosphérique* et Dominique Voynet se fait discrète, trop discrète selon ses détracteurs. Elle tarde à s'exprimer et, quand elle le fait, elle *apporte des réponses qui paraissent* pour le moins décalées face aux attentes, de plus en plus fortes, à mesure que la pollution – et la canicule – persiste. Du RPR *aux écologistes rivaux* des Verts (Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter et Génération Ecologie), critiques et admonestations pleuvent.

Ces critiques ne sont certes pas toutes sans arrière-pensées. Corinne Lepage, ancien ministre de l'environnement d'Alain Juppé, a d'abord pressé Dominique Voynet de sortir rapidement les décrets d'application de sa loi sur l'air. Après une mise au point du cabinet de Dominique Voynet, qui a rappelé qu'avant même la dissolution les décrets étaient attendus pour la fin de l'année, Corinne Lepage a changé son fusil d'épaule, s'en tenant à une dénonciation de l'inaction du nouveau ministre.

Dominique Voynet a raison de souligner qu'il n'existe « *pas une solution magique, facile* » pour traiter, sur le fond, le problème de la pollution atmosphérique. Le comportement des automobilistes, qui, pour la plupart, n'ont que faire des consignes de limitation de vitesse, montre bien la complexité de l'affaire. Mais la démocratie médiatique est ainsi faite – et Dominique Voynet en connaît bien les règles – que renvoyer à une action de long terme ne dissipera pas les insatisfactions.

A l'heure de choix budgétaires *difficiles, affirmer qu'un investis*sement de 85 milliards pour développer les transports en commun ne paraît pas « *démesuré* », c'est botter en touche si une *telle profession de foi n'est pas* assortie de mesures d'urgence concrètes. Même si une orientation en faveur des transports collectifs traduit bien l'enjeu, la *volonté de traiter la pollution* endémique des villes, et pas seulement les « pics » de pollution, paraîtrait d'autant plus convaincante si elle était accompagnée de telles décisions. Il est surprenant que Dominique Voynet s'en tienne ainsi à un discours d'ordre général qui, s'il n'est pas corrigé, pourrait donner à l'opinion le sentiment que les politiques, y compris dans ce domaine, sont décidément bien impuissants à traiter les problèmes réels du pays. L'une des ambitions du gouvernement Jospin n'était-elle pas, justement, de rompre avec un tel sentiment ?

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA *Le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Socialisme et dirigisme

LE 39e CONGRÈS du Parti socialiste, fidèle à la tradition, a élaboré un programme complet d'action économique et financière qui peut être *caractérisé en deux mots* : renforcement du dirigisme. On demeure perplexe en présence d'une telle résolution, foncièrement inactuelle puisque depuis deux ans *nous n'avons cessé*, en droit ou en fait, de faire sauter ou d'assouplir les réglementations. Constitue-t-elle une réminiscence ou une anticipation ?

Ce document péremptoire, établi en commission, a été voté d'enthousiasme par l'unanimité des présents, mais les préoccupations étaient ailleurs. Le Parti socialiste a une pratique et un dogme qui ont depuis longtemps cessé de coïncider. En ces assises solennelles, la SFIO se devait de réaffirmer des principes. Mais dans quels desseins ?

Peut-être a-t-elle entendu montrer qu'en matière de politique économique les socialistes étaient plus irréductibles et donc plus à *gauche que les communistes qui*, durant ces derniers mois, ont singulièrement molli. Peut-être aussi, à la veille de nouvelles difficultés, et dans la perspective d'une catastrophe monétaire possible, des habiles ont-ils voulu dégager par avance les responsabilités de leur parti. Il est certain enfin que l'appel pathétique de M. Attlee à son pays a trouvé auprès de nos socialistes une résonance profonde. La France et l'Angleterre traversent des difficultés assez comparables ; comment les méthodes spécifiquement dirigistes mises en œuvre outre-Manche ne seraient-elles pas utilement transposées chez nous ?

René Courtin
(20 août 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : *GO LEMONDE*
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

SOCIAL Les représentants de United Parcel Service (UPS), le géant mondial de la messagerie, et le syndicat des camionneurs, les Teamsters, sont parvenus, dans la nuit de lundi à mardi 19 août, à un *« accord provisoire »* pour mettre fin à deux semaines de grève. L'annonce a été faite par le secrétaire américain au travail, Mme Alexis Herman. ● CE PROJET d'accord doit encore être entériné par les 185 000 chauffeurs et manutentionnaires syndiqués en grève pour réclamer notamment plus d'emplois à plein temps et le maintien de la gestion des fonds de retraite par le syndicat. ● SELON LE SYNDICAT, 10 000 emplois à temps plein seraient créés et le projet de rapatrier la gestion des retraites chez UPS est abandonné. Des hausses de salaires seraient prévues sur cinq ans. ● LES MESSAGERIES comme UPS assurent un rôle croissant dans la logistique de distribution informatisée.

L'accord chez UPS devrait redonner du poids aux syndicats américains

Après deux semaines de grève, les Teamsters sont parvenus à un compromis avec la direction du numéro un américain des messageries express. Des emplois à temps plein seront créés et les salaires revalorisés. Le conflit, soutenu par l'opinion, pourrait entraîner un regain des revendications

NEW YORK
de notre correspondante

Un projet d'accord garantissant *« les bons emplois dont l'Amérique a besoin »* a mis fin, lundi soir 18 août à Washington, un des plus grands conflits sociaux que les Etats-Unis aient connu depuis la grève, en 1976, de 400 000 chauffeurs routiers. Au terme de 80 heures de négociation en cinq jours, la direction d'UPS (United Parcel Service) et le président du syndicat des Teamsters, Ron Carey, qui compte 185 000 membres parmi les 302 000 salariés américains d'UPS, sont parvenus à un compromis qui devait permettre la reprise du travail dès mardi soir chez le numéro un mondial des messageries rapides, après deux semaines de grève totale.

Le ministre du travail, Mme Alexis Herman, qui a joué un rôle crucial en maintenant syndicat et direction à la table des négociations, a tenu à *« féliciter les deux parties pour leur victoire »*. Ron Carey a salué *« un tournant historique »* dans l'issue de ce conflit. Il a rappelé que, en 1981, le président Reagan avait écrasé la grève de 13 000 contrôleurs aériens en embauchant immédiatement d'autres personnels pour les remplacer ; cette défaite devait marquer une phase de déclin désastreuse pour le mouvement syndical américain. *« Après avoir encaissé pendant quinze ans,* a lancé le président des Teamsters, *le temps est venu de riposter. »*

En l'absence de la version de la direction d'UPS, qui ne livrera les détails du compromis que dans les jours qui viennent, et Mme Herman ayant préféré laisser aux parties le soin de s'exprimer sur la question, M. Carey a donc exposé seul les grandes lignes du contrat conclu pour cinq ans. *« Nous avons gagné,* a-t-il dit, *10 000 nouveaux emplois à plein temps, et nous avons gagné d'importantes augmentations pour les retraites, dans le cadre des plans de retraite des Teamsters. »* Sur les deux points majeurs du conflit, le syndicat des chauffeurs semble avoir obtenu en bonne partie satisfaction ; la direction ne proposait que la création de 1 000 emplois à plein temps, dans une entreprise dont 60 % des salariés aux Etats-Unis sont à temps partiel.

PLAN DE RETRAITE

La question des plans de retraite est plus complexe et Ron Carey n'a fourni à ce sujet que très peu de détails, mais ses propos laissent penser que le projet de la direction, qui était de créer son propre plan de retraite et de se retirer des plans de retraite gérés par les Teamsters en commun avec ceux d'autres entreprises, a été en grande partie abandonné. Le syndicat a également obtenu une augmentation progressive sur cinq ans des salaires horaires des employés à temps partiel, qui sont actuellement souvent inférieurs de moitié à ceux des employés à temps plein.

Seule l'étude précise du contrat, dans les prochains jours, permettra d'établir à quel point cette grève constitue un *« tournant historique »* dans les relations sociales aux Etats-Unis. Mais ce conflit a été fondamentalement différent des précédents arrêts de travail à deux titres : les grévistes d'UPS ont arraché des concessions à la direction, contrairement à ceux de Caterpillar ou des deux grands journaux de Detroit, qui sont repartis les mains vides, et ils ont révélé une évolution profonde dans l'opinion publique américaine qui, pour la première fois depuis très longtemps, a soutenu un mouvement de grève. Selon un sondage Gallup/CNN/USA Today réalisé en fin de semaine dernière, 55 % des Américains soutenaient la grève des Teamsters, bien que le conflit, paralysant l'activité d'une entreprise qui distribue quotidiennement douze millions de paquets et de documents (contre deux millions pour la poste) ait été une source d'inconvénients pour 28 % des usagers. Seules 27 % des personnes interrogées ont déclaré approuver la position de la direction d'UPS. Le sondage a dénoté par ailleurs une vive réticence à l'égard d'une intervention des autorités fédérales, la négociation restant le mode de résolution du conflit privilégié par les trois quarts des Américains.

Faut-il voir là le début du renversement de la tendance antisyndicale qu'appelle de ses vœux l'AFL-CIO, la grande confédération syndicale américaine qui a mis tout son poids dans le conflit des Teamsters ? Aujourd'hui encore, près d'un tiers (31 %) des Américains continuent à se déclarer opposés aux syndicats, et plusieurs tentatives de réintroduire les syndicats dans de grandes entreprises dont ils sont absents, comme le géant de la grande distribution Wal-Mart, ont récemment échoué.

PHYSIQUEMENT ÉPROUVANT

Les Américains ont, bien sûr, été spontanément plus sensibles aux revendications de chauffeurs-livreurs qu'ils voient tous les jours à l'œuvre dans un travail physiquement éprouvant pour des salaires certes supérieurs à ceux des concurrents d'UPS mais qui n'avaient pratiquement pas progressé, qu'aux revendications des pilotes d'American Airlines ou de joueurs de base-ball payés 2 millions de dollars par an, en grève plusieurs mois en 1994. Le facteur déterminant, cependant, semble avoir été le thème de la précarité de l'emploi et de la stagnation des salaires mis en avant par les Teamsters en exigeant un nombre accru d'emplois à temps plein pour les salariés à temps partiel.

La bonne santé d'une entreprise comme UPS, qui a fait l'an dernier 1,1 milliard de dollars de bénéfices (5,7 milliards de francs) sur un chiffre d'affaires de 22,4 milliards, justifiait, aux yeux d'une opinion saturée de *« downsizing »* (dégraissage) ces dernières années, que les salariés bénéficient aussi de la croissance de l'entreprise. *« La Bourse a connu une hausse vertigineuse,* commentait lundi soir sur ABC l'ancien ministre du travail Robert Reich, *les bénéfices des entreprises ont augmenté de 19 % ces cinq dernières années, mais les salaires moyens ont stagné : ce processus de* down-waging [baisse des salaires] *doit s'arrêter. »* Comme dit Ron Carey : *« Il fallait en finir. »*

Sylvie Kauffmann

Une entreprise exemplaire

L'issue du conflit a sans doute été facilitée par la spécificité d'UPS, une entreprise ancienne dont la qualité du service et la fiabilité sont réputées aux Etats-Unis et qui a connu là sa première grève nationale illimitée. Créée il y a quatre-vingt dix ans, cette entreprise, qui n'est pas cotée en Bourse et appartient à ses employés, est traditionnellement dirigée par des hommes qui ont eux-mêmes gravi les échelons au sein de la hiérarchie. James Kelly, l'actuel PDG, est un ancien chauffeur livreur et ancien *teamster*.

Les salaires pratiqués chez UPS, qui contrôle 80 % du marché des messageries rapides, sont en moyenne supérieurs à ceux de ses concurrents et, contrairement à de nombreuses entreprises, les employés à temps partiel ont droit aux mêmes avantages sociaux, dont l'assurance-maladie, que les employés à temps plein, et ils sont syndiqués. M. Kelly n'a pas brandi la menace du recrutement extérieur pour remplacer les grévistes, dont les dirigeants ont, en échange, pris soin de ne jamais laisser s'envenimer la situation.

Les messageries jouent un rôle-clé dans la logistique des entreprises

ETES-VOUS CLIENT européen de Cisco, leader mondial en matériels de réseaux pour Internet ? Jusqu'au mois de février dernier, une centaine de transporteurs se partageaient les commandes que vous passiez à l'usine de San José en Californie. Depuis le 24 février, vous n'êtes plus livrés que par les camions marron d'UPS. Décrochant un contrat de plusieurs milliards de dollars sur deux ans, UPS a obtenu de gérer la liaison européenne de la chaîne d'approvisionnement de Cisco.

Installé dans une grande ville française, votre photocopieur Rank Xerox a la mauvaise idée de tomber en panne ? C'est Jet Service qui vous apportera, en principe dans l'heure, un matériel de remplacement.

Agent commercial chez Gillette à Paris, Londres ou Francfort, vous n'arrivez plus à connecter votre ordinateur portable Fujitsu ? C'est DHL qui viendra récupérer le matériel défectueux et le remplacera. Ses techniciens ayant été formés par Fujitsu, il est même possible que ce soit DHL qui effectue la réparation.

Ces trois exemples illustrent l'orientation prise par les leaders de la messagerie express pour répondre à la demande. Ne plus se contenter de transporter des colis en un temps record mais gérer les stocks de leurs principaux clients, si possible *« worldwide »*, sur l'ensemble de la planète. *« Si la grosse majorité de nos clients veulent encore une prestation-standard avec enlèvement et acheminement des colis, les multinationales intègrent depuis trois ans des problématiques globales qui incluent le transport mais aussi l'entreposage, l'approvisionnement, la distribution, la gestion des flux d'information et d'autres services à valeur ajoutée »*, constate Gilles Garin, PDG de DHL France. Les messageries ne s'en plaindront pas : la logistique est plus rémunératrice que le transport.

GESTION DES STOCKS

Elément-clé de la mondialisation de l'économie, ce phénomène est très récent. L'évolution d'UPS en témoigne. C'est en 1993 que cette entreprise commence à proposer à ses clients américains de gérer leurs stocks, de fournir la documentation pour l'importation et l'exportation de marchandises et d'optimiser les réseaux et la logistique des retours de matériel. Après trois ans d'expérimentation, UPS crée officiellement UPS Worldwide Logistics en 1996, dote cette division de son propre logo et s'attaque au marché mondial. D'ores et déjà, UPS Worlwide Logistics – qui vient de s'installer en France – réalise 600 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel (environ 3,7 milliards de francs), en progression de 30 % par an.

« La capacité de notre groupe à s'impliquer toujours plus dans la gestion de la chaîne logistique de ses clients sera un enjeu majeur pour l'avenir d'UPS », a déclaré Jim Kelly, président d'UPS, au printemps ; ces propos sont rapportés par le journal interne. Chez DHL, Gilles Garin estime que la part de la logistique dans le chiffre d'affaire passera de 10 % aujourd'hui à 20 % d'ici les cinq prochaines années, alors que le chiffre d'affaires continuera à progresser de près de 20 % chaque année !

A côté de ces géants, le français Jet Services adopte la même démarche. Après avoir créé dès 1991 une filiale commune avec IBM France pour effectuer des échanges rapides d'éléments standardisés de toute nature en France et au Luxembourg, cette entreprise a créé 90 centres *« Jetside »* pour proposer à ses clients la gestion complète de ministocks de proximité.

Si, en temps de paix sociale, cette « externalisation » présente de nombreux avantages, le retentissement de la grève d'UPS montre qu'un tel mouvement peut fragiliser toute une économie.

Frédéric Lemaître

Les places boursières internationales se stabilisent

IL N'Y A PAS EU de « lundi noir ». Après le plongeon de Wall Street (– 3,1 %) à la veille du week-end (*Le Monde* daté 17 et 18 août), les opérateurs craignaient une accélération du mouvement et une contagion aux autres places financières internationales. Mais, après avoir ouvert en forte baisse, les Bourses européennes sont parvenues à réduire leurs pertes. Francfort a cédé 1,79 %, Londres 0,63 %, tandis qu'Amsterdam, la plus touchée vendredi (– 4,5 %), regagnait 2,58 %. La Bourse de Paris, enfin, qui se trouvait particulièrement exposée dans la mesure où elle était fermée vendredi et n'avait pu, par conséquent, prendre en compte la chute de la Bourse new-yorkaise, n'a cédé que 1,77 % en clôture.

La stabilisation du dollar a permis celle des cours des actions européennes. Le billet vert, tombé dans la nuit de dimanche à lundi, à Tokyo, jusqu'à 1,8060 deutschemark et 6,09 francs, s'est redressé dans la matinée, à 1,8250 deutschemark et 6,14 francs. Mardi matin 19 août, le dollar continuait à gagner du terrain, à 1,8350 deutschemark et 6,18 francs. Ce mouvement a rassuré les investisseurs, qui s'inquiétaient pour la compétitivité et les exportations des entreprises du Vieux Continent.

Le rebond observé à Wall Street a aussi contribué à ramener le calme. L'indice Dow Jones des trente valeurs vedettes a gagné 1,41 % lundi. Le marché est toutefois resté très nerveux – la Bourse de New York a perdu jusqu'à 75 points en milieu de journée –, dans l'attente des décisions monétaires aux Etats-Unis et en Allemagne.

Selon les analystes, le conseil de la Réserve fédérale américaine (Fed), réuni mardi 19 août, devait opter pour le statu quo. Malgré la vigueur de la croissance économique et le fait que son président Alan Greenspan se dise partisan des *« frappes préventives »*, l'absence de tensions inflationnistes outre-Atlantique devait inciter la Fed à laisser inchangé, à 5,50 %, le taux de ses fonds fédéraux.

Le suspense apparaît plus grand en Allemagne. Une pemière hypothèque a été levée, mardi matin, avec la décision de la Bundesbank de reconduire ses prises en pension au niveau de 3 %. Mais les membres de la banque centrale allemande se réunissent jeudi 21 août. La plupart des experts ne prévoient pas de resserrement monétaire, compte tenu du net repli du dollar observé depuis une semaine. La politique de dissuasion de la Bundesbank, qui a pris la forme de menaces de relèvement de ses taux directeurs, a porté ses fruits.

PHÉNOMÈNE MONÉTAIRE

A plus long terme, les analystes demeurent inquiets. Le plongeon de Wall Street, vendredi 15 août, tend, selon eux, à démontrer que l'euphorie des places boursières internationales observée depuis le début de l'année a une origine essentiellement monétaire. Or, il faut s'attendre au cours des prochains mois, un peu partout dans le monde, à un durcissement des politiques de crédit. La Banque du Japon devrait procéder à une hausse de son taux d'escompte, comme l'a recommandé le Fonds monétaire international. Les économistes de la banque américaine Salomon Brothers s'attendent, pour leur part, à une hausse des taux directeurs aux Etats-Unis au mois de septembre. Une telle décision, favorable au dollar, pourrait conduire la Bundesbank à adopter elle aussi une attitude plus restrictive.

Pierre-Antoine Delhommais

Elf découvre un gisement géant de pétrole en Angola

L'ANGOLA réussit à Elf Aquitaine. En avril 1996, le groupe français avait découvert, au large de ce pays d'Afrique du Sud-Ouest, un gisement pétrolier offshore géant d'au moins 700 millions de barils (environ 95 millions de tonnes), baptisé Girassol. Elf a confirmé, mardi 19 août, la découverte d'un deuxième champ pétrolifère, encore plus important, dans le golfe de Guinée. Une information révélée par l'hebdomadaire spécialisé *Upstream*. Le nouveau gisement, baptisé Dalia, se trouve, comme Girassol, dans le « bloc 17 », un territoire d'exploration concédé par l'Etat angolais à un cartel regroupant Esso, BP, Statoil, Norsk Hydro et Fina autour d'Elf, opérateur industriel avec 35 % des droits d'exploitation.

Exploité selon de nouvelles techniques d'« offshore profond » – *« une première pour Elf »*, dit-on à la compagnie –, Girassol commencera à produire entre 150 000 et 200 000 barils par jour (bj) vers le milieu de l'an 2000. Sur ce volume, Elf sera attributaire d'environ 50 000 bj. Dalia, situé à une profondeur de 2 250 mètres, dont 1 360 mètres d'eau, pourrait donner, à terme, une production du même ordre, voire supérieure. L'Angola, qui est, avec 81 000 bj produits en 1996, le quatrième pays producteur d'Elf en Afrique, après le Gabon, le Nigéria et le Congo, devrait devenir une source majeure d'approvisionnement pour le groupe après l'an 2000.

Le retour sur investissement, lui, devrait être assez long. Le coût de développement d'un gisement de pétrole offshore est *« de l'ordre de 3 dollars par baril produit »*, précise-t-on chez Elf. Ce qui, pour Girassol ou Dalia, représente un investissement initial de près de 15 milliards de francs, auxquels il faudra ensuite ajouter les coûts d'exploitation. Dans ce genre de contrat, le pays concédant, en l'occurrence l'Angola, s'attribue entre 80 % et 90 % de la production. Elf devra donc se payer sur environ 35 % du volume restant.

Pascal Galinier

DÉPÊCHES

■ **NINA RICCI : le tribunal de grande instance de Paris a suspendu,** lundi 18 août, pour la deuxième fois, le plan social de la maison de haute couture. Le plan, élaboré en avril par la direction de Nina Ricci, prévoit 35 licenciements sur 171 employés. Il avait déjà été suspendu le 9 juin, le tribunal ayant estimé que la direction n'avait pas rempli son devoir d'information et de consultation préalable du comité d'entreprise.

■ **DOW CHEMICAL : un jury de l'État américain de Louisiane a** conclu, lundi 18 août, à la négligence du groupe américain Dow Chemical dans les tests de développement de prothèses mammaires en silicone fabriquées par sa filiale Dow Corning de 1962 à 1992. La seconde phase du procès, qui aura lieu fin septembre, devra permettre d'établir le lien entre les troubles de la santé de quelques 1 800 victimes déclarées en Lousiane et les implants en silicone, et de fixer les éventuels dédommagements.

■ **ORION : le groupe Suez-Lyonnaise des Eaux serait sur le point de** céder sa chaîne de résidences hôtelières Orion (immobilier de loisirs) pour un montant supérieur à 500 millions de francs, selon le quotidien *La Tribune* du mardi 19 août. La banque d'affaires Goldman Sachs, associée à la chaîne hôtelière américaine Westmont, et le français Pierre et Vacances seraient sur les rangs.

■ **BANQUE RIVAUD : la banque du groupe Bolloré n'est plus mise en** examen en tant que personne morale, mais Bertrand de Buffévent, son ancien directeur général, reste mis en examen. La décision de la chambre d'accusation, jeudi 1er août, d'annuler une grande partie de l'instruction, révélée par *Libération*, mardi 19 août, a été confirmée par le groupe Rivaud.

■ **VOLKSWAGEN : le premier constructeur automobile européen a** confirmé, lundi 18 août, attendre une nouvelle croissance de ses bénéfices en 1997 (678 millions de marks nets en 1996). Le groupe a annoncé un bénéfice net de 488 millions de deutschemarks (1,6 milliard de francs) sur les six premiers mois de 1997, en hausse de 73 % par rapport à la même période de 1996, pour un chiffre d'affaires consolidé en augmentation de 12 % à 56,5 milliards de deutschemarks.

■ **TEXACO : la compagnie pétrolière américaine** a annoncé, lundi 18 août, qu'elle allait acquérir la compagnie californienne Monterey Resources pour 1,4 milliard de dollars (8,6 milliards de francs). Cette opération lui permet d'accroître ses réserves de 385 millions de barils. En 1996, Texaco se situait au troisième rang des compagnies pétrolières américaines par son chiffre d'affaires (44,5 milliards de dollars).

■ **BP : la compagnie pétrolière britannique** a engagé une procédure judiciaire pour réclamer des dommages de 14 millions de francs à l'organisation écologiste Greenpeace et à quatre de ses membres qui avaient occupé une de ses plate-formes mobiles, au large de l'Ecosse, a-t-elle indiqué, lundi 18 août. Greenpeace a mis fin à l'occupation de la plateforme de BP, dimanche 17 août, après avoir vainement tenté de l'empêcher d'arriver à destination, au large de la côte septentrionale de l'Ecosse.



■ **LA BOURSE DE TOKYO** a terminé la séance du mardi 19 août en légère baisse. L'indice Nikkei a cédé 80,10 points (– 0,42 %), pour s'inscrire à 18 961 points en clôture.

■ **LE DOLLAR** était en hausse, mardi *matin, lors des premières transactions* entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,8350 deutschemark, 6,18 francs et 118,25 yens.

■ **L'OR** a ouvert en baisse, mardi, sur le *marché de Hongkong. L'once s'échan*geait à 321,50-321,80 dollars, contre 323,40-323,80 dollars lors de la précédente séance.

■ **WALL STREET** a rebondi, lundi 18 août, *après son plongeon du ven*dredi 15 août. L'indice Dow Jones a terminé en hausse de 108,70 points, à 7 803,36 points (+ 1,41 %).

■ **LES COURS DU PÉTROLE** ont légère*ment reculé, lundi, sur le marché* à terme de New York. Le prix du light sweet crude, livraison septembre, a perdu 16 centièmes, à 19,91 dollars.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↘ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois

NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↘ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↘ DAX 30

Rebond à Paris

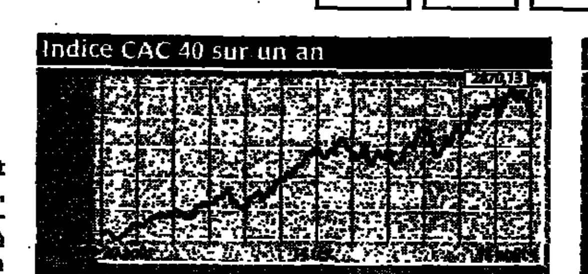
LA BOURSE DE PARIS était orientée à la hausse, mardi 19 août, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 gagnait 1,13 %, à 2 902,65 points. Il avait ouvert en progression de 1,54 %. Les actions françaises profitaient de la fermeté du billet vert et surtout du rebond observé, la veille, à Wall Street. Le dollar s'échangeait à 1,8390 mark et 6,1910 francs.

Le volume des échanges sur le marché à règlement mensuel s'élevait à 2,5 milliards de francs.

Lundi, la Bourse de Paris avait terminé la séance en baisse mais elle avait réduit ses pertes en cours de journée, grâce à l'ouverture en hausse du marché américain et à la remontée du dollar. L'indice CAC 40 avait cédé 1,77 %, à 2 870,13 points, en clôture après avoir perdu jusqu'à 3,5 % dans la matinée.

« Après un vent de panique dans la matinée, dû au plongeon de Wall Street vendredi, le marché parisien a retrouvé le calme », a indiqué un opérateur. La Bourse de Paris était fermée vendredi 15 août, jour férié.

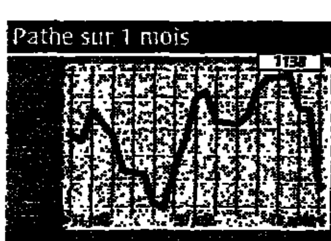
La chute, vendredi, des actions américaines, qui avaient connu une progression continue depuis plusieurs mois, était prévisible, *« mais cela ne veut pas dire que Wall Street est entrée dans une phase baissière »*, a souligné Serge Le Gal, économiste à la Caisse des dépôts et consignations.



Pathé, valeur du jour

LE TITRE Pathé s'est inscrit parmi les plus fortes baisses du marché à *règlement mensuel, lundi 18 août.* Il a perdu 6 %, à 1 138 francs, dans un volume de 16 000 pièces. Il affiche un recul de 9 % depuis le début de l'année alors que, dans le même temps, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris affiche une progression de 23,94 %.

L'action Pathé a souffert, lundi, de l'annonce de résultats décevants pour le groupe britannique de chaînes à péage BSkyB (détenu à 17 % par Pathé). BSkyB a également fait savoir que la croissance de ses profits risquait d'être affectée par *ses projets dans la télévision numérique.*



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 19/08	Var. % 18/08	Var. % 31/12
Elf Aquitaine	685	+5,87	+45,03
Groupe Andre S.A.	580	+5,26	+45,36
Chargeurs	344	+4,82	+33,85
Coflexip	445	+3,29	+61,81
Promodes	2205	+3,27	+50,51
Sat	1565	+3,23	+1,29
Olipar	77,35	+3,15	-6,46
Geophysique	665	+3,10	+84,72
Ingenico	145	+2,83	+66,66
Usinor	113	+2,72	+49,66
BAISSES, 12h30			
Essilor Intl.ADP	1430	-3,37	+10
Selectibanque	64,25	-2,65	-11,98
Sagem SA	2903	-2,38	-7,25
Fives-Lille	421	-2,32	-14,08
Eiffage	330	-2,07	+60,97
Immeubl.France	331	-2,07	+8,16
Nord-Est	119,20	-1,48	-7,66
Canal +	1024	-1,34	-10,64
Bongrain	2146	-1,33	+6,92
Labinal	1552	-1,26	+56,60

VALEURS LES PLUS ACTIVES

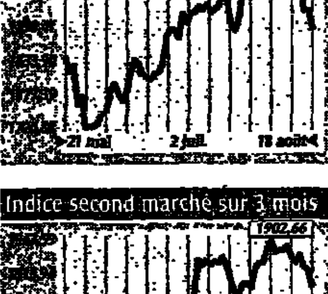
SÉANCE, 12h30	19/08 Titres échangés	Capitalisation en F
Elf Aquitaine	766854	524512501
LVMH Moet Hen.	85256	124898438
L'Oreal	51061	115044278
Carrefour	26771	106232050
Total	174252	104398671
Eaux (Gle des)	131179	93507607
Axa	220342	89742244,30
Alcatel Alsthom	109643	89394692
Pinault-Print.Red.	33993	88134843
Promodes	32226	70991664

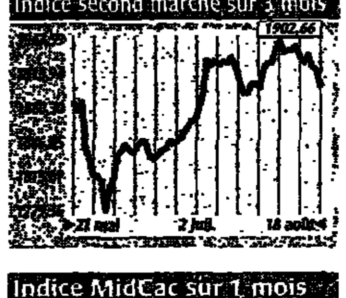
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

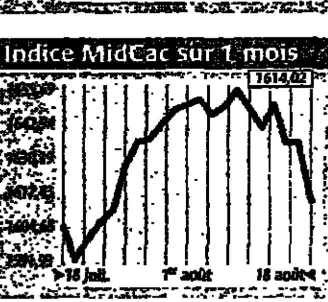
HAUSSES, 12h30	Cours au 19/08	Var. % 18/08	Var. % 31/12
Gerard Pasquier	20,80	+14,91	-17,78
Maxi-Livres/Profrl	49,50	+5,09	-71,06
Sofibus	388,50	+5	+5,85
Guillard Mus. (Ly)	521	+4,20	+78,42
Digigram	298	+4,29	—
BAISSES, 12h30			
Tonna Electro.(Ny)	250,80	-5	+140
Bijoux Alesses Ly	69,45	-4,99	-20,08
Nomai #	152	-4,40	+1,26
PCAS #	400	-4,30	+43,36
CNIM CA#	221,10	-3,86	+12,23

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	18/08	14/08	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1967,12	2001,34	-1,71
Ind. gén. SBF 250	1886,47	[illegible]	-1,64
Ind. Second Marché	1902,66	1918,01	-0,80
Indice MidCac	1614,02	1635,83	-1,33
Valeurs indus.	2181,14	2224,40	-1,95
1 - Energie	2501,95	2530,95	-1,15
2 - Produits de base	2117,23	2163,09	-2,12
3 - Construction	1858,96	1892,92	-1,79
4 - Biens d'équip.	1625,49	1656,32	-1,86
5 - Automobile	2282,96	2359,48	-3,24
6 - Biens consom.	3582,17	3668,38	-2,35
7 - Indus. agro-alim.	1687,14	1713,97	-1,51
Services	2055,68	2077,12	-1,03
8 - Distribution	4018,36	4039,72	-0,53
9 - Autres services	1299,57	1317,95	-1,40
Sociétés financières	1384,21	1406,24	-1,57
10 - Immobilier	765,05	768	-0,38
11 - Services financ.	1376,62	1401,34	-1,76
12 - Sociétés invest.	1865,87	1891,85	-1,36







Légère baisse à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du mardi 19 août en légère baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a cédé 80,10 points (– 0,42 %) pour s'inscrire à 18 961 points en clôture. La veille, Wall Street avait rebondi, mais les opérateurs étaient restés nerveux tout au long de la séance, dans l'attente des décisions monétaires aux Etats-Unis et en Allemagne. L'indice Dow Jones des trente valeurs vedettes avait terminé en hausse de 108,70 points à à 7 803,36 points (+ 1,41 %), récupérant en partie sa perte de 247,37 points de vendredi (– 3,1 %), ce qui avait constitué son plus fort recul, en points, depuis le krach d'octobre 1987.

« Nous vivons toujours dans un environnement instable où nous devons faire des prévisions et des jugements tous les jours », a souligné Wayne Nordberg, gestionnaire de portefeuilles chez Lord Abbott.

Les opérateurs n'avaient guère réagi à l'annonce de résultats trimestriels inférieurs aux prévisions pour le deuxième fabricant américain de matériel informatique Hewlett-Packard.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 18/08	Cours au 14/08	Var. en %
Paris CAC 40	2870,13	2921,84	-1,80
New-York/DJ indus.	7690,71	7694,66	-0,05
Tokyo/Nikkei	19041,10	19326	-1,50
Londres/FT100	4835	4865,80	-0,64
Francfort/Dax 30	4078,60	4152,26	-1,82
Frankfort/Commer.	1357,89	1400,59	-3,17
Bruxelles/Bel 20	2896,18	2954,31	-2,01
Bruxelles/Général	2370,29	2417,87	-2,01
Milan/MIB 30	1154	1154	—
Amsterdam/Gé. Cbs	623,20	609,40	+2,21
Madrid/Ibex 35	579,36	589,65	-1,74
Stockholm/Affarsal	2553,23	2553,23	—
Londres FT30	3122,40	3139,30	-0,54
Hong Kong/Hang S.	16096,90	16096,90	—
Singapour/Strait t	1918,85	1953,80	-1,82

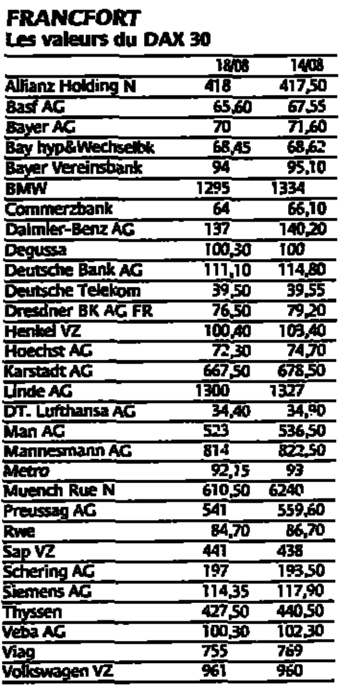
NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	18/08	18/08
Alcoa	83,68	81,62
Allied Signal	85	86,12
American Express	80,75	80,62
AT & T	40,50	38,93
Boeing Co	56	55,37
Caterpillar Inc.	58,31	58,06
Chevron Corp.	77,62	77,18
Coca-Cola Co	60,12	58,62
Disney Corp.	78,68	76,56
Du Pont Nemours&Co	63,75	61,68
Eastman Kodak Co	63,75	63,25
Exxon Corp.	62,18	59
Gén. Motors Corp.H	61	59,68
Gén. Electric Co	65,87	62,75
Goodyear T & Rubbe	62,31	62,31
IBM	104	99,93
Intl Paper	54,18	55,12
J.P. Morgan Co	110,75	108,25
Johnson & Johnson	58,06	55,93
Mc Donalds Corp.	50,18	50
Merck & Co.Inc.	93,12	90,81
Minnesota Mng.&Mfg	91,87	91
Philip Moris	44,93	45,12
Procter & Gamble C	135	136,56
Sears Roebuck & Co	58	56,31
Travelers	66,75	66,06
Union Carb.	52,93	52,62
Utd Technol	80,93	79,68
Wal-Mart Stores	35,62	35,06

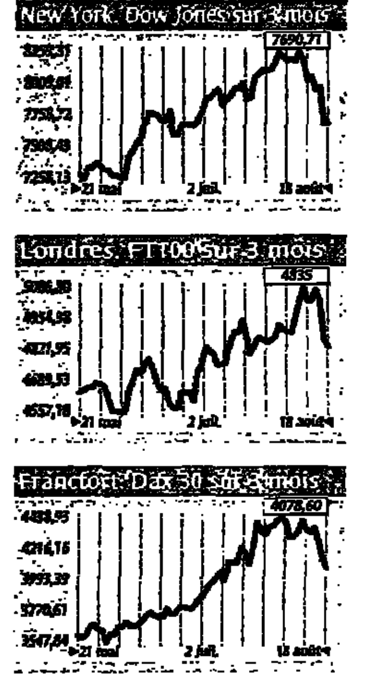
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	18/08	14/08
Allied Lyons	4,68	4,77
Barclays Bank	13,81	13,96
B.A.T. industries	5,12	5,17
British Aerospace	14,49	14,71
British Airways	6,12	6,17
British Petroleum	8,37	8,50
British Telecom	3,81	3,81
B.T.R.	2,21	2,15
Cadbury Schweppes	6,02	6,03
Eurotunnel	0,70	0,70
Forte	—	—
Glaxo Wellcome	11,96	12
Granada Group Plc	7,99	7,90
Grand Metropolitan	5,87	5,85
Guinness	5,77	5,81
Hanson Plc	0,87	0,87
Great Ic	6,34	6,35
H.S.B.C.	20,12	20,76
Impérial Chemical	9,99	10,28
Legal & Gen. Grp	4,44	4,44
Lloyds TSB	7,12	7,25
Marks and Spencer	5,86	5,85
National Westminst	7,82	7,97
Peninsular Orienta	6,35	6,31
Reuters	6,26	6,30
Saatchi and Saatch	1,22	1,23
Shell Transport	4,15	4,10
Tate and Lyle	4,15	4,18
Univeler Ltd	17,79	17,82
Zeneca	18,90	18,82

FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30



	18/08	14/08
Allianz Holding N	418	417,50
Basf AG	65,60	67,55
Bayer AG	70	71,60
Bay hyp&Wechselbk	68,45	68,62
Bayer Vereinsbank	94	95,10
BMW	1295	1334
Commerzbank	64	66,10
Daimler-Benz AG	137	140,20
Degussa	100,30	100
Deutsche Bank AG	111,10	114,80
Deutsche Telekom	39,50	39,55
Dresdner BK AG FR	76,50	79,20
Henkel VZ	100,40	103,40
Hoechst AG	72,30	74,70
Karstadt AG	667,50	678,50
Linde AG	1300	1327
DT. Lufthansa AG	34,40	34,90
Man AG	523	536,50
Mannesmann AG	814	822,50
Metro	92,15	93
Muench Rue N	610,50	6240
Preussag AG	541	559,60
Rwe	84,70	86,70
Sap VZ	441	438
Schering AG	197	193,50
Siemens AG	114,35	117,90
Thyssen	427,50	440,50
Veba AG	100,30	102,30
Viag	755	769
Volkswagen VZ	961	960



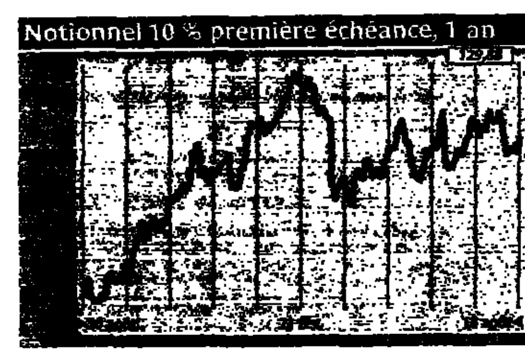
LES TAUX

PARIS ↘ Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↗ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

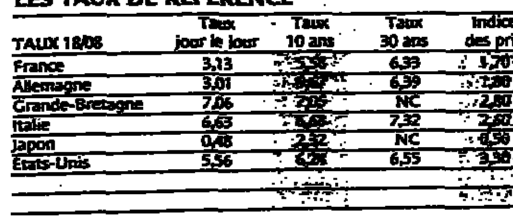
Repli du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE FRANÇAIS a ouvert en légère baisse, mardi 19 août. Le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, perdait 6 centièmes, à 129,82 points, après quelques minutes de transactions. Les opérateurs ne *réagissaient guère à la décision de la Bundesbank de* laisser inchangé, à 3 %, le niveau de ses prises en pension. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,55 %, soit 0,09 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, les obligations américaines avaient terminé la séance en légère hausse, soutenues par le rebond du dollar. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était inscrit à 6,52 % en clôture.

La Banque de France a reconduit, mardi matin, à 3,19 %, le taux de l'argent au jour le jour.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE



TAUX 18/08	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,13	5,56	6,33	1,70
Allemagne	3,01	[illegible]	6,39	1,80
Grande-Bretagne	7,06	7,05	NC	2,80
Italie	6,63	6,68	7,32	2,60
Japon	0,48	2,32	NC	0,50
Etats-Unis	5,56	6,28	6,55	3,30

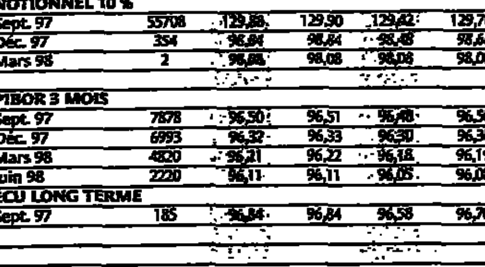
MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 18/08	Taux au 14/08	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,22	4,20	98,50
Fonds d'État 5 à 7 ans	5	4,96	100,09
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,47	5,42	101,48
Fonds d'État 10 à 15 ans	5,81	5,77	101,20
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,39	6,35	102,67
Obligations françaises	5,76	5,73	101,02
Fonds d'État à TME	-1,95	-1,96	98,28
Fonds d'État à TRE	-2,18	-2,15	98,86
Obligat. franç. à TME	-2,20	-2,03	99,14
Obligat. franç. à TRE	+0,07	+0,07	100,14

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat 18/08	Vente 18/08	Achat 14/08	Vente 14/08
Jour le jour	3,1875	—	3,1875	—
1 mois	3,22	3,32	3,24	3,34
3 mois	3,31	3,41	3,30	3,43
6 mois	3,42	3,52	3,44	3,54
1 an	3,61	3,73	3,63	3,75
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	3,3438	—	3,3438	—
Pibor Francs 3 mois	3,4277	—	3,4336	—
Pibor Francs 6 mois	3,5527	—	3,5410	—
Pibor Francs 9 mois	3,6484	—	3,6484	—
Pibor Francs 12 mois	3,7461	—	3,7461	—
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	4,3646	—	4,3594	—
Pibor Ecu 6 mois	4,4375	—	4,4219	—
Pibor Ecu 12 mois	4,5000	—	4,5104	—

MATIF



Échéances 18/08	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Sept. 97	55708	129,88	129,90	129,42	129,70
Déc. 97	354	98,84	98,84	98,48	98,68
Mars 98	2	98,08	98,08	98,08	98,08
PIBOR 3 MOIS					
Sept. 97	7878	96,50	96,51	96,48	96,50
Déc. 97	6993	96,32	96,33	96,30	96,30
Mars 98	4820	96,21	96,22	96,18	96,19
Juin 98	2220	96,11	96,11	96,05	96,08
ÉCU LONG TERME					
Sept. 97	185	96,84	96,84	96,58	96,70

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 18/08	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Août 97	21260	2871	2893	2827	2830
Sept. 97	1316	2877	2900	2835	2838
Déc. 97	78	2912	2919	2863	2863
Mars 98	—	—	—	—	—

LES MONNAIES

US/F ↘ 6,1368 | US/DM ↗ 1,8348 | US/¥ ↗ 118,0600 | DM/F ↘ 3,3700 | £/F ↗ 9,8590

Remontée du dollar

LE DOLLAR S'INSCRIVAIT EN HAUSSE, mardi matin 19 août, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,8350 deutschemark, 6,18 francs et 118,25 yens. Il était tombé, la veille, sur les places asiatiques, à des plus bas niveaux de 1,8060 deutschemark et 6,09 francs. Il s'était ensuite redressé, profitant notamment, dans l'après-midi, de la reprise observée à Wall Street. Les opérateurs restaient toutefois prudents avant les réunions des conseils de politique monétaire de la Réserve fédérale aux Etats-Unis et de la Bundesbank en Allemagne.

Le franc gagnait un peu de terrain, mardi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,3689 francs pour un deutschemark. La livre se raffermissait, à 9,95 francs et 2,9515 deutschemarks.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 18/08	% 14/08	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337	-0,03	326	350
Ecu	6,6215	+0,02	—	
Etats-Unis (1 usd)	6,1368	-0,89	5,8500	6,4500
Belgique (100 F)	16,3180	-0,04	15,7700	16,8700
Pays-Bas (100 fl)	299,2700	—	—	—
Italie (1000 lir.)	3,4485	—	3,2100	3,7100
Danemark (100 krd)	88,4800	-0,03	84,2500	94,2500
Irlande (1 iep)	9	+0,54	8,5800	9,4200
Gde-Bretagne (1 L)	9,8590	+0,63	9,4300	10,2800
Grèce (100 drach.)	2,1460	—	1,9200	2,4200
Suède (100 krs)	76,9500	-0,22	73,5000	83,5000
Suisse (100 F)	406,6800	-0,50	393	417
Norvège (100 k)	81,1900	+0,04	77,5000	86,5000
Autriche (100 sch)	47,8950	-0,03	46,3500	49,4500
Espagne (100 pes.)	3,9870	-0,01	3,7100	4,3100
Portugal (100 esc.	3,3200	-0,15	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	4,4259	-0,68	4,1000	4,7000
Japon (100 yens)	5,2073	-1,96	4,9900	5,3400
Finlande (mark)	112,5800	+0,07	107,5000	118,5000

PARITÉS DU DOLLAR	19/08	15/08	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,8348	1,8208	+0,76
TOKYO : USD/Yens	118,0600	117,5600	+0,42

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	6,1042	6,1032	6,1907	6,1897
Yen (100)	5,2059	5,2009	5,3258	5,3227
Deutschemark	3,3703	3,3698	3,3708	3,3703
Franc Suisse	4,0673	4,0639	4,0956	4,0939
Lire ital. (1000)	3,4472	3,4457	3,4502	3,4468
Livre sterling	9,8137	9,8054	9,8061	9,8014
Peseta (100)	3,9853	3,9838	3,9876	3,9831
Franc Belge (100)	16,323	16,316	16,329	16,309

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,28	3,37	3,49
Eurodollar	5,56	5,62	5,76
Eurolivre	7,02	7,22	7,20
Eurodeutschemark	3,13	3,19	3,31

L'OR

	cours 18/08	cours 14/08
Or fin (k. barre)	64700	64000
Or fin (en lingot)	65600	65000
Once d'Or Londres	326,15	—
Pièce française(20f)	373	368
Pièce suisse (20f)	374	370
Pièce Union lat(20f)	373	369
Pièce 20 dollars us	2440	2405
Pièce 10 dollars us	1330	1340
Pièce 50 pesos mex.	2405	2395

LE PÉTROLE

En dollars	cours 19/08	cours 18/08
Brent (Londres)	—	18,92
WTI (New York)	19,96	19,86
Light Sweet Crude	20,05	19,86

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	19/08	18/08
Dow-Jones comptant	147,36	—
Dow-Jones à terme	149,12	148,05
CRB	239,13	237,68

MÉTAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2261	2169,50
Cuivre à 3 mois	2195,50	2137,50
Aluminium comptant	1730	1745
Aluminium à 3 mois	1693,50	1667,50
Plomb comptant	604,25	597,25
Plomb à 3 mois	613	607,50
Etain comptant	5415	5312,50
Etain à 3 mois	5390	5375
Zinc comptant	1697,50	1673,50
Zinc à 3 mois	1522,50	1482,50
Nickel comptant	6567,50	6557,50
Nickel à 3 mois	6670	6625

MÉTAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	455,10	449,20
Platine à terme	—	—
Palladium	199,80	200
GRAINES, DENRÉES (Chicago)		**$/boisseau**
Blé (Chicago)	354	357,50
Maïs (Chicago)	260	260,75
Grain. soja (Chicago)	791,75	785,50
Tourt. soja (Chicago)	261,50	263,20
GRAINES, DENRÉES (Londres)		**£/tonne**
P. de terre (Londres)	62	62
Orge (Londres)	78,25	79,25
SOFTS		**$/tonne**
Cacao (New-York)	1512	1563
Café (Londres)	1487	1467
Sucre blanc (Paris)	—	326,30
OLÉAGINEUX, AGRUMES		**cents/tonne**
Coton (New-York)	74,66	73,80
Jus d'orange (New-York)	68,90	67,50

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 19 AOUT
Liquidation : 22 août
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS +1,32 %
CAC 40 : 2907,98

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Montant coupon (1)
B.N.P. (T.P)	961	971	+ 1,04	46,71
Cr.Lyonnais(T.P.)	930	940	+ 1,07	51,98
Renault (T.P.)	1750	1747	− 0,17	93,35
Rhone Poulenc(T.P)	2260	2240	− 0,88	105,61
Saint Gobain(T.P.)	1286	1299	+ 1,01	77,43
Thomson S.A (T.P)	980	—	—	44,45
Accor	955	975	+ 2,09	20
AGF-Ass.Gen.France	218	221,50	+ 1,60	5
Air Liquide	914	924	+ 1,09	14
Alcatel Alsthom	808	816	+ 0,99	10
Atos (ex.Axime) CA	626	637	+ 1,75	—
Axa	406,10	405,90	− 0,04	2,50
Bail Investis.	727	734	+ 0,96	64,40
Bancaire (Cie)	717	717	—	10
Bazar Hot. Ville	555	550	− 0,90	16
Bertrand Faure	329	335	+ 1,82	4
BIC	488	497,30	+ 1,90	16
BIS	490,20	495	+ 0,97	8
B.N.P.	270	274,40	+ 1,62	5,90
Bollore Techno.	770	770	—	7,50
Bongrain	2175	2146	− 1,33	60
Bouygues	488	487	− 0,20	17
Bouygues Offs.	214,50	217	+ 1,16	2
Bull	63	63	—	—
Canal +	1038	1024	− 1,34	20
Cap Gemini	388	388,80	+ 0,20	2

Valeurs	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Montant coupon (1)
CPR	470	473	+ 0,63	22
Cred.Fon.France	62,50	62,50	—	28
Credit Lyonnais CI	328	327,70	− 0,09	10
Cred.Nat.Natexis	373,10	376,50	+ 0,91	10
CS Signaux(CSEE)	213	211,60	− 0,65	5,50
Damart	4623	4690	+ 1,44	65
Danone	910	915	+ 0,54	17
Dassault-Aviation	1252	1270	+ 1,43	31,50
Dassault Electro	540	545	+ 0,92	6,60
Dassault Systemes	376	385	+ 2,39	3,70
De Dietrich	250	253,90	+ 1,56	5,30
Degremont	426	422,50	− 0,82	9
Deveaux(Ly)	733	726	− 0,95	24
Dev.R.N-P.Cal Li	45	44,75	− 0,55	—
Dexia France	554	567	+ 2,34	15,70
DMC (Dollfus Mi)	116,90	117,30	+ 0,34	4
Dynaction	143,50	143	− 0,34	8
Eaux (Gle des)	710	711	+ 0,14	12
Eiffage	337	330	− 2,07	80,80
Elf Aquitaine	647	685	+ 5,87	14
Eramet	304,20	301,70	− 0,82	6,60
Eridania Beghin	812	817	+ 0,61	39
Essilor Intl.	1549	1560	+ 0,71	14,50
Essilor Intl.ADP	1480	1430	− 3,37	15,30
Esso	530	543	+ 2,45	31
Eurafrance	2475	2450	− 1,01	32
Euro Disney	8,60	8,65	+ 0,58	—
Europe 1	1364	1388	+ 1,75	19
Eurotunnel	7,05	7,10	+ 0,70	—
Fimalac SA	511	518	+ 1,36	16
Finextel	106	—	—	3,91
Fives-Lille	431	421	− 2,32	14
Fromageries Bel	4120	4110	− 0,24	50
Galeries Lafayette	2500	2540	+ 1,60	11
GAN	135	136,20	+ 0,88	4
Gascogne (B)	357	357	—	14
Gaumont	438	434	− 0,91	2,50
Gaz et Eaux	2578	2588	+ 0,38	95
Geophysique	645	665	+ 3,10	8
C.F.C.	501	500	− 0,19	39
Groupe Andre S.A.	551	580	+ 5,26	8
Gr.Zannier (Ly)	147,90	151,60	+ 2,50	2,20
GTM-Entrepose	326,50	325	− 0,45	8
Christian Dior	922	940	+ 1,95	9,40
Ciments Francais	224,90	223	− 0,84	1,25
Cipe France Ly	676	672	− 0,59	2,58
Clarins	724	734	+ 1,38	7,20
Club Mediterranee	486	493,80	+ 1,60	4,50
Coflexip	430,80	445	+ 3,29	1
Colas	784	782	− 0,25	125
Comptoir Entrep.	10,25	10,35	+ 0,97	2,50
Comptoirs Mod.	2775	2818	+ 1,54	24

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Montant coupon (1)
United Technol.	485	497,90	+ 2,55	1,53
Vaal Reefs	318	318	—	12,97
Volkswagen A.G	4371	4650	+ 6,38	22,14
Volvo (act.B)	171,90	167,70	− 2,44	2,25
Western Deep	151	154	+ 1,98	4,60
Yamanouchi	154	156,90	+ 1,88	0,71
Zambia Copper	16,15	16,60	+ 2,78	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.
DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MARDI 19 AOUT

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	—	7,375
CEPME 9% 89-99 CA ■	109,40	9,074
CEPME 9% 92-06 TSR	—	1,479
CFD 9,7% 90-08 CB	122,55	5,262 d
CFD 8,6% 92-05 CB	120,45	4,547
CFF 10% 88-98 CA	106,62	8,329
CFF 9% 88-97 CA	100,56	7,964
CFF 10,25% 90-01 CB	117,55	4,493 o
CLF 8,9% 88-00 CA	111,87	2,097
CLF 9% 88-93/98 CA	102,31	4,981
OAT 88-98 TME CA	100,60	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	—	[illegible]
OAT 9,50% 88-98 CA	104,77	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA	99,87	[illegible]
OAT 8,125% 89-99	107,13	[illegible]
OAT 8,50% 90/00 CA	110,74	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA	104,70	[illegible]
OAT 10% 5/85-00 CA	114,81	[illegible]
OAT 89-01 TME CA	103,05	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA	117,29	[illegible]
OAT 8,50% 89-19	128,17	[illegible]
OAT 8,50% 92-23 CA	129,01	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	—	[illegible]
Suez Lyon.Eaux 90	959	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	330	330
Commerzbank AG	219,80	227
Fiat Ord.	19,95	19,95
Gevaert	515	515
Gold Fields South	143,50	148,50
Kubota Corp.	24,50	24
Montedison act.ep.	9,60	9,60

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MARDI 19 AOUT

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. ***Cours relevés à 12 h 30***
MARDI 19 AOUT

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor		53	[illegible]
Belvedere		784	[illegible]
BVRP		180,10	[illegible]
Coil		210	[illegible]
Electronique D2		905	[illegible]
FDM Pharma n.		237,80	[illegible]
Genset	◆	400	[illegible]
Guyanor action B	◆	13,40	[illegible]
High Co.	◆	180	[illegible]
Infonie		96	[illegible]
Joliez-Regol	◆	80	[illegible]
Mille Amis		74,10	[illegible]
Naturex		84	[illegible]
Olitec		1280	[illegible]
Picogiga	◆	200	[illegible]
Proxidis		21,50	[illegible]
R21 Santé		408	[illegible]
Stelax		8	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. ***Cours relevés à 12 h 30***
MARDI 19 AOUT

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI	◆	745	745
Crédit Gén.Ind.	◆	8,50	8,50
Générale Occidentale	◆	111	99,90
Mumm	◆	960	1056
Sté lecteurs du Monde	◆	130,20	130,20
Via Crédit (Banque)	◆	25,30	25,90

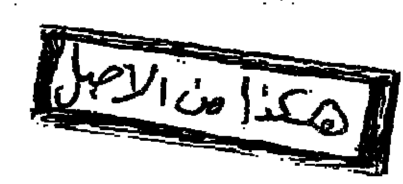
ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

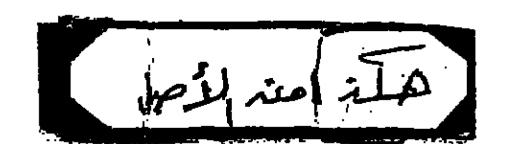
SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 18 août

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Kaleis Dynamisme	1117,61	[illegible]
Kaleis Équilibre	1079,94	[illegible]
Kaleis Sérénité	1045,29	[illegible]
Latitude C	148,98	[illegible]
Latitude D	135,73	[illegible]
Avenir Alizes	2358,73	[illegible]
CM Option Dynamique	133,28	[illegible]
CM Option Equilibre	262,78	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.





ESPACE L'amarrage du cargo Progress, reporté de 24 heures à la suite d'une erreur de programmation informatique, a pu finalement être assuré, en mode manuel, lundi 18 août. ● UNE NOUVELLE PANNE de l'ordinateur central a néanmoins frappé la station russe Mir, alors que le commandant de bord s'apprêtait à assurer la jonction des deux vaisseaux. ● LA RÉPARATION a été effectuée dès mardi matin et la sortie dans l'espace pour le changement du sas du module Spektr pourrait n'être reportée que de 24 heures. ● LES RUSSES sont pressés de rétablir enfin le bon fonctionnement de leur station, perturbé depuis plusieurs mois par des pannes et des incidents à répétition. ● LES AMÉRICAINS doivent, en effet, décider fin septembre s'ils envoient un nouvel astronaute sur Mir et leur participation financière est cruciale pour la poursuite des vols humains russes

La réparation de Mir est reportée d'au moins 24 heures

L'ordinateur central de la station russe, tombé en panne peu avant l'amarrage du cargo Progress, fonctionne à nouveau. Mais cet incident retarde encore les travaux cruciaux pour la survie du complexe orbital

« NOUS AVONS déjà connu des problèmes similaires. La situation n'est pas extrêmement complexe », a assuré le chef des vols spatiaux russes, Vladimir Soloviev. Avant de reconnaître qu'elle était néanmoins suffisamment grave pour entraîner le report des réparations prévues initialement pour mercredi 20 août. Le temps pour l'équipage de remettre en état la station Mir, victime une fois de plus d'une panne de son ordinateur central, qui l'empêche d'orienter correctement ses panneaux solaires, la privant d'énergie électrique.

La journée de lundi 18 août semblait pourtant débuter sous d'heureux auspices. Anatoli Soloviev et Pavel Vinogradov, les deux nouveaux arrivants, avaient essayé les scaphandres qu'ils devront porter pour la réparation du module Spektr. Ils en avaient ajusté la taille et vérifié le fonctionnement des connexions. L'équipage avait aussi transmis au sol les images filmées par l'Américain Michael Foale lors du survol de Spektr par le Soyouz, vendredi 15 août.

Ils avaient ensuite entrepris la tâche principale de leur programme du jour : l'amarrage du cargo Progress, opération avortée la veille à la suite d'une erreur dans le programme informatique transmis du sol. Les consignes étaient claires : en cas de nouveau problème de ce genre, le commandant de bord Anatoli Soloviev devait assurer manuellement l'approche et l'arrimage du vaisseau à la station.

SANG-FROID

L'avarie est survenue là où personne ne l'attendait. Progress se trouvait à 250 mètres de la station vers laquelle il cheminait normalement en mode automatique, quand l'ordinateur central de Mir tomba subitement en panne. Rompu aux situations d'urgence par des mois d'ennuis ininterrompus, le directeur des vols ordonna, du sol, le passage en mode manuel. Anatoli Soloviev réagit froidement, en professionnel. A 14 h 53 (heure de Paris), il accrocha en douceur le Progress à l'anneau d'amarrage du module Kvant-1. Une répétition de la manœuvre qu'il avait effectuée onze jours plus tôt seulement quand il lui avait fallu positionner et amarrer manuellement le Soyouz qui l'amenait sur Mir (ainsi que Vinogradov) le 7 août.

L'équipage n'était pas pour autant sorti d'affaire. L'ordinateur central est notamment chargé de commander les girodynes, ces énormes volants d'inertie qui stabilisent la station et assurent un pointage correct de ces panneaux vers le Soleil. Sa défaillance a entraîné une interruption immédiate de l'alimentation en électricité du complexe spatial et la station s'est mise à tourner sur elle-même de façon chaotique. Les trois hommes ont coupé tous les instruments non vitaux afin d'économiser les batteries. Ils ont ensuite entrepris de rétablir l'attitude de Mir en actionnant par petits coups les moteurs-fusées du module Soyouz. Après trois heures d'efforts, les contrôleurs au sol russes pouvaient annoncer que la station était à peu près

PIÈCE DÉFECTUEUSE

stabilisée et les panneaux dirigés à nouveau vers le Soleil.

Restait à réparer l'ordinateur, car ce mode de stabilisation n'est qu'un pis-aller. Les hommes doivent réactiver périodiquement les moteurs sur ordre du sol, qui surveille la tension électrique. Pas question, dans ces conditions, de quitter le module de commande de Mir, comme le prévoit le programme de réparation de Spektr (*Le Monde* du 18 juillet). Cette fois, la panne de l'ordinateur est d'ordre *« mécanique »*, a précisé Vladimir Soloviev. *« Nous sommes certains qu'il n'y a pas eu de faute humaine comme la dernière fois »*, quand, le 17 juillet, un câble d'alimentation avait été débranché par erreur.

Selon Victor Blagov, directeur adjoint des vols spatiaux russes, les trois cosmonautes devaient tenter mardi de changer la *« pièce »* défectueuse qui a été localisée. En fin de matinée l'opération était réalisée encore une fois avec succès et allait permettre de réorienter la station convenablement. Les réparations sur le module Spektr, prévues initialement pour mercredi, pourraient alors avoir lieu dès jeudi, a-t-il précisé. Son supérieur hiérarchique, Vladimir Soloviev, avait annoncé dans un premier temps un report *« de deux ou trois jours au moins »*.

Pour l'instant *« les hommes ne sont pas en danger. Nous suivons la situation de près, mais nous ne sommes pas inquiets »*, assurait, lundi, un porte-parole de la NASA. La relève de Michael Foale par David Wolf (qui termine son entraînement près de Moscou) n'est pas remise en cause. la NASA précise néanmoins qu'une décision finale sera prise dans la semaine précédant le prochain rendez-vous de la navette Atlantis et de Mir, prévu pour fin septembre.

Jean-Paul Dufour

Les procédures d'évacuation d'urgence

La règle d'or de la sécurité sur Mir stipule que, tant qu'elle est habitée, la station doit toujours disposer d'un vaisseau Soyouz pour l'évacuation en cas d'urgence. Ce véhicule assez exigu, qui amène déjà les équipages dans la structure orbitale, peut transporter jusqu'à trois personnes. Les procédures d'urgence prévoient qu'en cas de danger pour la vie des cosmonautes ceux-ci doivent revêtir leur scaphandre et « nager » jusqu'au Soyouz, généralement accroché au nœud d'assemblage de Mir, c'est-à-dire tout près du module central. Si la décision est prise d'abandonner la station, le Soyouz est alors décroché et commence sa descente vers la Terre, au cours de laquelle les trois parties de ce vaisseau – le module orbital qui comporte un sas et l'anneau d'amarrage, le module de commande et la capsule proprement dite – se séparent les unes des autres. Les deux premières se consument dans l'atmosphère tandis que la capsule, dotée d'un bouclier thermique, termine sa course en douceur grâce à son parachute.

Des paléontologues américains recherchent l'hémoglobine du « T. rex »

COÏNCIDENCE ? Au moment où sort sur les écrans *Lost World*, la suite de *Jurassic Park* tournée par Steven Spielberg, une équipe de paléontologues américains annonce avoir retrouvé, intacts après plus de 65 millions d'années, des fragments d'hémoglobine issus d'ossements de *Tyrannosaurus rex*. L'hémoglobine n'est certes pas l'ADN, cette molécule géante porteuse du patrimoine héréditaire des êtres vivants, Graal des paléontologues et des scénaristes qui rêvent de reconstituer les dinosaures. Mais cette découverte, décrite dans une récente livraison des comptes rendus de l'Académie des sciences américaine, prouve que, dans certaines conditions, des molécules biologiques peuvent traverser les âges avec un minimum de dommages.

L'hémoglobine est l'un des constituants essentiels du sang, puisqu'elle permet d'y véhiculer l'oxygène. Elle comprend notamment l'hème, un anneau de porphyrine portant en son centre un atome de fer, structure qui permet de l'identifier avec certitude. Une équipe menée par Mary Schweitzer, du Museum de Rockies de l'université du Montana, pense avoir prouvé la présence d'hémoglobine ancienne dans un os de *T. rex*. Celle-ci a été extraite d'un spécimen trouvé en 1990 dans la « crique de l'enfer », dans l'est du Montana, qui avait été retiré de son piège de sédiments et traité avec toutes les précautions d'usage : gants et conteneurs stérilisés, bombonnes de dessiccations à – 20 °C, broyage de l'os, et, finalement, extraction des tissus, le tout sous une asepsie la plus absolue.

SIX MÉTHODES

Il s'agissait d'éviter ces contaminations intempestives qui ont ridiculisé plusieurs « découvertes » tonitruantes et jeté un doute sur la recherche de biomolécules fossiles (*Le Monde* du 2 juin 1995). Jusqu'ici, seuls quelques insectes piégés dans l'ambre ont livré de l'ADN qui n'ait pas été « pollué » au fil du temps par des micro-organismes plus récents, sans parler de particules provenant des expérimentateurs eux-mêmes !

Après ces échecs, Mary Schweitzer a donc préféré se concentrer sur l'hémoglobine, qui n'a été identifiée sous forme fossile que dans des supports beaucoup plus récents, n'excédant pas cent mille ans.

Six méthodes indépendantes ont été mises en œuvre pour s'assurer qu'il ne s'agissait pas d'un *artefact*. La plus spectaculaire a été de tester les propriétés immunologiques des molécules. L'expérience consistait à injecter des extraits des ossements fossiles à des rats, afin de susciter chez eux la production d'anticorps. Il est apparu que ces anticorps réagissaient spécifiquement à de l'hémoglobine d'oiseau, notamment à celle de pigeon et de dinde, mais pas à celle de serpent.

Doit-on y voir une indication supplémentaire des liens de filiation entre dinosaures et oiseaux ? *« Sans doute pas*, répond Hervé Bocherens, du laboratoire de biogéochimie isotopique à Paris-VI, qui a, lui, travaillé sur l'extraction de collagène ancien. *Les réactions immunologiques peuvent fonctionner entre des espèces différentes à un million d'années de distance, mais, ici, l'ancêtre commun à ces divers animaux est trop ancien. »* Autre déception, l'étude américaine ne permettra sans doute pas non plus de résoudre l'une des questions qui divisent depuis des lustres les paléontologues : les dinosaures étaient-ils poïkilothermes ? En termes moins savants, *T. rex*, héros de thrillers hollywoodiens, avait-il le sang froid ?

Hervé Morin

Le gel des crédits fait souffler le froid sur la fusion nucléaire

La construction du réacteur international d'expérimentation ITER devrait être différée de plusieurs années

C'EST UN VIEUX RÊVE de physicien : reproduire, sur Terre, la fusion nucléaire qui embrase le cœur du Soleil comme de toutes les étoiles. Mais ce rêve est peut-être en train de virer au mirage.

Le principe de la fusion thermonucléaire – celui de la bombe H – est relativement simple. Alors que, dans les centrales électronucléaires actuelles, la chaleur provient de la fission de noyaux d'uranium ou de plutonium, l'idée est, au contraire, de faire s'assembler des noyaux de deutérium, ou de deutérium et de tritium, isotopes de l'hydrogène dont la combinaison s'accompagne d'un énorme dégagement de chaleur.

Domestiquer ce « feu » donnerait à l'humanité une énergie quasiment inépuisable. Les ressources de notre planète en deutérium sont immenses : un mètre cube d'eau de mer en contient en moyenne 30 grammes. Le tritium, qui n'existe pas dans la nature, peut-être obtenu au cours de la réaction de fusion, en bombardant de neutrons une couverture de lithium, élément qui, lui, se trouve en abondance dans la croûte terrestre et les océans. Possédant les avantages du nucléaire fissile (l'absence de production de gaz carbonique à effet de serre) sans tous ses inconvénients (la réaction pourrait être arrêtée à *tout moment et* les déchets radioactifs seraient moins polluants), la fusion semble donc parée de toutes les vertus.

La nature ne se laisse toutefois pas aussi facilement copier. Pour rapprocher des noyaux qui, de même charge positive, ont tendance à se repousser, il est nécessaire de les porter à une température de l'ordre de 200 millions de degrés Celsius. Il faut ensuite confiner ce plasma (gaz ionisé) brûlant. Pour réussir ce tour de force, les chercheurs ont construit des « chaudrons » thermonucléaires, baptisés Tokamaks, sur le modèle conçu voilà déjà une trentaine d'années par les savants soviétiques. Dans ces tores (volumes en forme de chambre à air) sous vide, le plasma est emprisonné à l'aide de puissants champs magnétiques qui l'empêchent de se disperser et d'entrer en contact avec les structures de réacteur, qui ne résisteraient pas à une telle fournaise.

UN TOKAMAK GÉANT

Une intense compétition internationale s'est alors ouverte. En 1991, les Européens ont réussi à produire 1,7 mégawatt de puissance dans leur réacteur expérimental du Joint European Torus (JET), installé à Culham, en Grande-Bretagne. *Deux ans plus tard, les Américains* ont pulvérisé ce record, en atteignant 5,6 mégawatts, dans le Tokamak Fusion Test Reactor (TFTR) de Princeton.

Une prouesse qui reste cependant très éloignée, non seulement des performances des centrales *nucléaires qui* développent couramment des puissances de 900 à 1 300 mégawatts, mais aussi du stade où le réacteur génère autant d'énergie qu'il en consomme (*break even*) et, *a fortiori*, de ce « graal » que représente l'ignition, ou auto-entretien de la combustion. Pour progresser, les Etats-Unis, l'URSS (aujourd'hui la Russie et le Kazakhstan), l'Europe (à laquelle est associé le Canada) et le Japon se sont engagés dans une coopération scientifique sans précédent, à travers le très ambitieux projet ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor). Il *s'agit de construire, pour un coût* estimé à 10 milliards de dollars (environ 60 milliards de francs), un Tokamak géant démontrant la « faisabilité » technique d'une fusion nucléaire contrôlée.

L'objectif est d'obtenir, dans une gigantesque chambre vide de 2 000 m^3, une combustion auto-entretenue libérant une puissance de 1 500 mégawatts, et cela pendant 1 000 secondes, alors que la réaction n'est maintenue que quelques secondes dans les machines actuelles.

Hélas, ce grand chantier risque d'être reporté à des jours plus prospères, sinon compromis. En juillet 1998 s'achèvera l'étude détaillée du projet, commencée en 1992. Pour la suite, l'incertitude est totale. Le calendrier initial prévoyait pourtant une mise en service d'ITER en 2005. Plusieurs pays faisaient assaut d'enthousiasme pour *accueillir cet équipement. Mais* le contexte a changé. Parmi les partenaires qui – lorsque leur recherche n'est pas exsangue, comme celle de la Russie – ont à subventionner leurs propres programmes scientifiques sur la fusion nucléaire ainsi que leurs installations expérimentales (le Japon possède la machine JT-60 Upgrade près de Tokyo, la France dispose du Tore-Supra à Cadarache, l'Allemagne va s'équiper d'un Stellarator à Greifswald et l'exploitation du JET européen vient d'être prolongée jusqu'à fin 1999), l'ardeur est retombée. Aujourd'hui, il ne se trouve plus guère de candidat à l'hébergement du réacteur.

DIFFICULTÉS TECHNIQUES

Selon la revue scientifique britannique *Nature* du 10 juillet, le Japon serait intéressé, à condition de ne payer que la moitié du coût total et non pas les 70 % escomptés comme contrepartie des retombées d'une telle réalisation sur l'économie du pays hôte. Voilà déjà un an, l'Allemagne et la France avaient fait savoir qu'à ce prix-là elles n'étaient pas sur les rangs. Quant aux Etats-Unis, ils ne seraient pas disposés à prendre en charge plus de 5 % de l'investissement.

Derrière ces incertitudes financières pointent aussi des difficultés d'ordre technologique. Certains physiciens estiment que la fusion est encore loin d'être maîtrisée et doutent même que les problèmes techniques qu'elle soulève – à commencer par l'évacuation de l'énorme chaleur du plasma et par *la résistance des matériaux aux* intenses flux de neutrons engendrés par la réaction – puissent être surmontés. Robert Aymard, directeur général du projet, balaie ces objections : *« Tous les problèmes sont solubles. Techniquement, le réacteur peut fonctionner et remplir ses objectifs. »* Pourtant, ITER pourrait ne pas voir le jour de sitôt et la conquête de l'énergie stellaire demeurer longtemps un rêve inaccessible.

Pierre Le Hir

« Trois ans de réflexion »

Concernant le projet ITER, l'Europe temporise. Le 5e programme-cadre de recherche et de développement technologique, portant sur la période 1999-2002, ne prévoit pas de crédits pour le démarrage de la construction. La part allouée au nucléaire (fission et fusion) dans le budget total devrait au contraire passer de 8 % à 7 %. La Commission européenne étudie actuellement différents scénarios, allant de l'abandon pur et simple du projet à un financement strictement européen. De source proche du dossier, le choix s'orientera vraisemblablement vers une solution médiane, consistant à prendre *« trois ans de réflexion »* avant toute décision. Ce délai serait mis à profit pour *« approfondir certains axes de recherche »*, notamment pour mettre au point les prototypes des aimants supraconducteurs chargés d'assurer le confinement du plasma brûlant dans le réacteur de fusion.

Une fraise de dentiste dévoile la représentation d'un mammouth

UNE NOUVELLE peinture paléolithique de mammouth vient d'être identifiée dans la Grande Grotte d'Arcy-sur-Cure (Yonne) grâce à un procédé expérimental de décalcitation des parois. Les chercheurs du CNRS responsables de l'étude de la grotte, Dominique Baffier et Michel Girard, estiment qu'il sera ainsi possible de découvrir d'autres peintures et d'approfondir l'étude de la plus septentrionale des grottes ornées du Paléolithique, grâce à une méthode qui fait appel à une fraise similaire à celles utilisées par les dentistes.

Les peintures paléolithiques de la Grande Grotte avaient été partiellement révélées en même temps que détruites ou fortement endommagées par un violent nettoyage des parois en 1978. Depuis 1991, grâce à des enregistrements photographiques systématiques des parois en lumière naturelle et en infrarouge, plus de 130 peintures ont quand même été reconnues. Mais cette technique ne permet qu'un aperçu partiel des traits et des formes.

C'est donc dans la zone la moins détériorée qu'Eudald Guillamet, restaurateur à la Prada Casadet à Andorre, sous le contrôle de Jacques Brunet, du laboratoire de recherches des Monuments historiques, a abrasé la couche de calcite opaque, épaisse de plusieurs millimètres, à l'aide d'une fraise diamantée. La calcite de la Grande Grotte est si résistante que les autres techniques d'enlèvement – brossage, écaillage, application d'acides – n'avaient pas abouti.

Le restaurateur n'attaque ainsi que les dépôts les plus récents de calcite, laissant en place ceux formés peu de temps après les peintures qui en laissent apparents tous les détails tout en assurant *leur protection. Le résultat* fructueux de cet essai, financé par le service régional de l'archéologie de Bourgogne, permet d'envisager de traiter d'autres secteurs de la Grande Grotte où des figures peintes ont déjà été partiellement détectées. De plus, en perçant *légèrement la couche protectrice*, il sera possible de prélever des micro-échantillons de charbon des peintures noires en vue de datation en laboratoire.

Catherine Chauveau

Dîners en boîte

A la recherche du pur corned-beef et du vrai crabe russe

DE L'ÉPICERIE FINE comme indicateur de tendances dans l'équilibre géogastronomique mondial. *On ne prend pas assez garde à l'incidence que peuvent avoir sur notre quotidien les brusques changements de régime ou les grands basculements d'alliances commerciales.*

Ainsi du corned-beef, par exemple. Soutenue par l'Empire britannique, il fut un temps où l'Argentine nourrissait le monde. Les troupeaux de la plaine pampéenne s'en allaient loin se faire dévorer l'entrecôte. Pour augmenter le rendement, on les mit en boîte selon une recette et des techniques qui avaient violemment fait leurs preuves durant la guerre de Sécession. Sorte de miroton sauvage passé à l'autoclave et au moulin grosse grille, après salage et addition de graisse et de gelée de boeuf. Un truc sérieux et bon marché, accommodable comme on voulait ; nourriture de premier secours aussi bien que dernière urgence. Au-delà de tout jugement désobligeant.

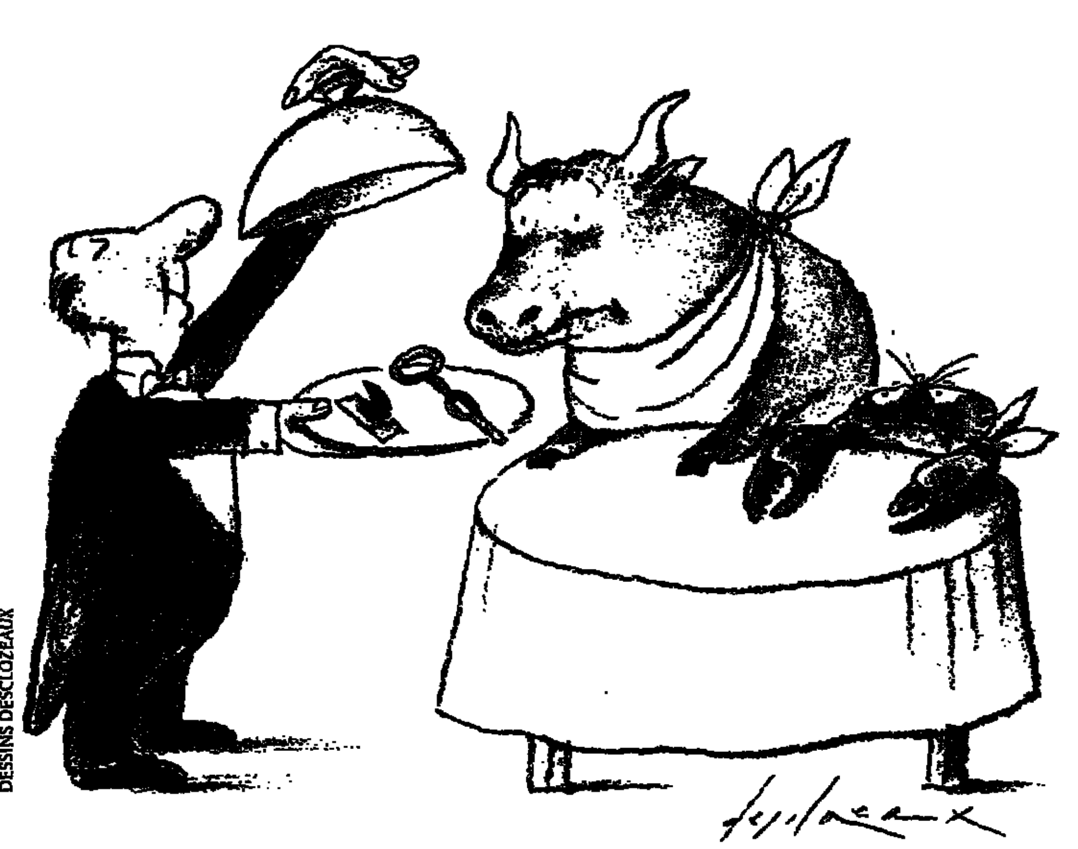
On crut ce pâté de survie longtemps unique, jusqu'au moment ou les Français se mirent eux aussi à l'ouvrage, hachant menu le zébu de Madagascar, qu'ils offrirent aux roulantes expertes de leurs militaires. Les sergents de la coloniale deviendront vite maîtres dans l'art de redonner toute sa dignité à l'animal, que l'argot troupier désignera curieusement sous l'appellation de « singe ». Selon certains tatoués, anciens du Tonkin, c'était le meilleur. Ce qui n'est pas le cas du *french* corned-beef que l'on trouve aujourd'hui. Ne méritant pas ça, vexé, le charolais fait de la résistance.

Mais l'argentin, qu'est-il devenu ? Allo ! Fauchon ? Corned-beef argentin, vous avez en rayon ? Come quoi ? Beef argentin, de quel pays ? Il faut beaucoup chiner désormais pour trouver du pur *industria argentina*. Mais il existe, distribué par des malins installés à Rotterdam. Le même, comme dans le temps, avec sa clef flanquée au côté, qui dégoupille en ruban sa drôle de boite. Il se fait appeler Exeter. On est parti avec pour 14 francs ; encore l'épicier nous taxait-il au prix fort de sa délicate découverte. Passons, quand on aime...

Mais, du coup, souper d'après match de foot épatant. Une salade aux trois huiles – noix, olive, tournesol – pot à moutarde sur le pommeau de la selle, que l'enfant de la pampa n'aille pas se prendre pour un indomptable, et qu'on laisse rouler le plaisir. C'est viril, exotique, presque bon, et formidablement nourrissant.

Dans l'ordre du repas sur le pouce dont personne n'aurait à rougir, une autre vieille connaissance nous cause actuellement des soucis. Succulent et étrange comme les promesses de l'emprunt russe parvenait dans nos comptoirs précieux, depuis la fin des années 20, du crabe estampillé « Chatka ». Personne ne pouvait douter qu'il était en provenance de Sibérie orientale, et la performance du maintien de sa saveur autorisait son prix. Ce n'était pas du caviar, mais, arrivant mystérieusement, d'aussi loin, à rythme si régulier, ce crabe aux pinces en or était assez réjouissant.

La famille en avait toujours une ou deux boîtes en réserve dans le cas où un original vienne faire la cour à la jeune fille de la maison, ou par temps de débarquement de l'oncle explorateur qui prétendait avoir connu Amundsen. C'était l'une de ces petites redondances que les ménagères se réservent ; on écorne légèrement le budget, mais l'as est dans la manche.



DESSINS DESCLOZEAUX

MAYONNAISE VIOLENTÉE

Fini, le « Chatka », terminé. Sans prévenir, les Russes viennent, depuis quelques mois, de stopper les livraisons. Courent les bruits les plus étranges. L'internationale de l'écologie aurait fait savoir qu'il n'était plus question d'exterminer le crustacé royal ; les quotas de pêche seraient devenus criminels. Bobards. La vérité est que la rigueur n'était plus d'actualité. Le système politique une fois vaincu, le personnel de la vaste entreprise s'était laissé aller à la nonchalance, au manque d'attention. Alors, la pieuvre maffieuse s'était attaquée au crabe. Et là, verrouillant ses frontières, l'Ouest avait dit non.

Nous, les amateurs de ce minuscule et cocasse plaisir, nous ne saurons jamais le fin mot de l'histoire. On nous assure que nous pourrions acheter du « Chatka » sous le manteau. Faut voir. Mais, plus amusant, toujours de Vladivostok, et sous la même signature de la même entreprise d'État, se présente depuis quelques années, sous le nom de « Kamchatka », une autre bestiole qui s'affirme elle aussi « *crabe royal au naturel* ». La clientèle se méfie ; il est plus cher que l'ancêtre – environ 90 francs –, et ce n'est pas son « Chatka ». Drôle d'affaire.

Il fallait tout de même essayer. A l'évidence, c'est le même animal, du *paralithodes camchaticus*, fait aux pattes dans des eaux semblables et glacées. Mais brisons là. La confiance étant sur le point de revenir, et la moitié du crabe retrouvée, il convenait de se souvenir de sa préparation, applaudie un soir d'orage tropical sous la véranda d'une campagne d'où Paris semblait proche.

Voyons, sauce à base de mayonnaise, violentée par l'arsenal classique : Tabasco, ketchup, Pickapeppa, Lea & Perrins, larme de Viandox, et, peut-être, un peu de Brand's A1 ; touche de cayenne. Quartiers de pamplemousse, tomates en rondelles et fines tranches de concombre. Pain : baguette toastée.

Débarrassé de son cartilage, le *camchaticus* avait été mélangé sans brutalité à ses nouveaux compagnons, puis expédié vers le froid. Subtilement – indispensablement –, les bols qui allaient accepter le rafraîchissement étaient chinois et bleus. Pouilly fumé pour ne choquer personne. Dans le genre vous resterez bien pour un dîner improvisé, c'était très réussi. Et disons que le nôtre, ce soir-là, n'était pas si raté.

Jean-Pierre Quélin

La poire Belle-Hélène

Comme Liszt s'est amusé à faire de *La Marseillaise* un tout autre morceau musical, les grands classiques de la cuisine sont propices aux variations. Un dessert plus que centenaire, la poire Belle-Hélène, vient ainsi d'être reinterprété. Réorchestré serait plus juste, car c'est à l'opéra bouffe que ce plat doit son existence première.

C'est en effet en hommage à *la Belle Hélène*, créée en 1864 par Jacques Offenbach, que, quelques années plus tard, l'épouse du roi Ménélas apparut à la carte des restaurants parisiens sous la forme d'une poire pochée dans un sirop vanillé puis dressée sur une glace arrosée de chocolat chaud. Dans la foulée de ce succès lyrique puis gastronomique, le qualificatif de Belle-Hélène fut accolé à diverses préparations salées.

Manfred Höfler, un Allemand qui consacra plus de dix années d'études à son *Dictionnaire de l'art culinaire français*, y recense plusieurs apprêts sous ce vocable. Cependant, mis à part les œufs pochés à ce nom (dressés sur des croquettes de volaille et des pointes d'asperges) pas une seule recette ne récolta les vivats escomptés et seule la poire Belle-Hélène eut l'heur de passer à la postérité.

Se saisissant de ce classique, la maison Besnier en propose une nouvelle version. La glace vanillée a été remplacée par une mousse de fromage blanc. Celle-ci contient de la poire en petits morceaux. L'ensemble est présenté dans une coupelle que l'on renverse sur une assiette, ce qui a pour effet au moment du démoulage de recouvrir le tout d'une sauce au chocolat, froide bien évidemment et non pas chaude comme dans la recette originale. Le résultat est attirant à plus d'un titre. D'abord pour la texture, à la fois légère et imperceptiblement floconneuse de ce fromage blanc monté en mousse, ensuite parce que le fromage frais est moins sucré qu'une glace, bien que tout aussi rafraîchissant.

Ce « fromage à la pie », comme on le nommait autrefois dans les fermes, a d'ailleurs depuis longtemps ses thuriféraires. Que ce soit pour des raisons esthétiques, comme Erik Satie, qui prétendait ne se nourrir que d'aliments immaculés : *« noix de coco, navets, sel, riz, sucre ou fromage blanc »*, ou pour des raisons de santé, comme l'ancien premier ministre indien Morarji Desai, qui mourut dans sa centième année, avec, selon lui, comme explication de sa longévité, un strict régime à base de carottes bouillies et de fromage blanc.

Remplacer les carottes par des poires a-t-il le même effet ? Les fabricants de notre Belle-Hélène *new look* se portent en tout cas garants des bienfaits de leur dessert pour la santé, puisque le fromage blanc qu'ils emploient contient ce fameux bifidus actif, un ferment lactique qu'ils ont été les premiers à mettre sur le marché, il y a déjà une dizaine d'années.

Guillaume Crouzet

★ Mousse et fruits B'A, poire et chocolat, 9 francs environ les deux coupelles. Existe aussi au pamplemousse et aux fruits rouges, mais à éviter, car trop sucrés.

BOUTEILLE

AOC Cheverny

CHEVERNY BLANC : CUVÉE LAETITIA 1995

■ Au sud de Blois, entre Touraine et Sologne, Cheverny produit des vins rouges issus des cépages pinot noir, gamay et côt et, pour les blancs, de sauvignon et chardonnay. Le cépage romorantin est une rareté qui donne des blancs vifs et fruités (AOC cour-cheverny), sur des terrains argilo-calcaires et argile à silex. Au domaine de la Gaudronnière, propriété familiale depuis 1921, Christian Dorléans s'attache à produire des vins affirmés qui raflent les médailles dans les concours, grâce à des rendements inférieurs de près de moitié à la norme de l'appellation, des contrôles de maturité parcelle par parcelle, une vendange essentiellement manuelle et une vinification en petit volume à température maîtrisée. La cuvée Laetitia 1995 (médaille d'or au Concours général agricole 1996), à la robe or pâle, dotée déjà d'arômes très expressifs à dominante florale, laisse entrevoir un volume et une puissance rarement atteints dans cette région. Elle se conservera en cave plusieurs années, avant d'accompagner fruits de mer et crustacés.

★ Cheverny blanc : cuvée Laetitia 1995, 30 F la bouteille au départ de la cave. Domaine de la Gaudronnière, Christian Dorléans 41120 Cellettes, tél. : 02-54-70-40-41, télécopie : 02-54-70-38-83.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

L'ENFANCE DE LARD

■ *« Il n'y a plus d'après à Saint-Germain-des-Prés ! »* Que si ! Mais toutes les honnêtes tables, et les moins estimables, se sont réfugiées du côté de Saint-Sulpice. Ainsi, non loin du mythique Blue Note, c'est L'Enfance de lard, une petite maison aux poutres et pierres apparentes, tables de bois et chandelles, où un patron accueillant s'échine à procurer sur la base d'une formule à 98 F de bien satisfaisantes nourritures : un plat d'œufs en meurette, un haddock mariné sur lit d'épinards, parmi un choix d'une quinzaine d'entrées. Tournedos tendre et goûteux, un test pour les autres morceaux. Un simple coteaux-de-l'ardèche en pichet. C'est le plaisir de se retrouver dans un quartier toujours vivant : Saint-Germain-des-Prés.

★ Paris, 21, rue Guisarde (75006), tél. : 01-46-33-89-65. Tous les jours.

MAYRIG CAFE

■ Istanbul fut le point de rencontre de toutes les cuisines qui affluaient d'Asie aux confins de l'Empire ottoman, et s'y mélangeaient. C'est sans doute la gloire du Sofra, la grande table turque. Mais il est malaisé, souvent, de démêler les apports des uns et des autres, des Balkans, de la Grèce ou de l'Arménie lointaine. Anton, le facétieux maître d'hôtel, saura vous guider parmi les entrées – *pasterma, soudjouk, lahmadjoun* – et les classiques de la table arménienne, les *keuftés*, l'Erevan kebab, les *manti* (délicieux raviolis arméniens au four), le carré d'agneau sur canapé d'aubergines. Vins de Crète. Cuisine savoureuse et soignée, pour cette toute nouvelle adresse placée sous le patronage du film d'Henri Verneuil. Menus : 64 F (au déjeuner) et 78 F. A la carte, compter 130 F.

★ Paris, 116, rue Amelot (75011), tél. : 01-48-07-12-04. Fermé dimanche.

Brasserie

LA COLOMBE

■ Le seul bar à vins de la rue de la Paix, cela se visite ! C'est aussi une honnête brasserie, rénovée, propre comme un sou neuf, les fleurs du jardin fraîchement cueillies, avec une agréable terrasse, le soir. Le patron a résisté à l'appel du pôle magnétique situé entre Laguiole et Saint-Urcize, pour rester ouvert en août. Carte du jour, avec escalope de veau sauce aux mousserons et pâtes fraîches, et autres rumsteaks, faux-filets – toutes viandes de l'Aubrac. Avec la poussée hâtive des champignons, viendront bientôt les omelettes aux cèpes et aux girolles. Le saint-pourçain est l'enfant-chéri de cette maison, servi frais en cette saison. A la carte, compter 160 F.

★ Paris, 2, rue de la Paix (75001), tél. : 01-42-61-09-69. Fermé dimanche.

Gastronomie

LA BASTIDE SAINT-ANTOINE

■ Jacques Chibois en rêvait depuis longtemps de cette bastide qu'il aménage avec amour, comme autrefois le *bastidano*, santon de la crèche, accueillant *lou pescaïre* et ses poissons du jour, *lou mounié*, suivi du boulanger avec la fougasse et le pain aux olives, et bientôt la porteuse de citrons avec son chapeau nigard. Les mets de la Provence étaient les produits de la ferme. Tout venait du cellier, de la cueillette ou de la pêche. C'est cette image d'Epinal que Jacques Chibois, natif du Limousin, nous fait partager depuis un an, avec succès, au pied de Grasse. Au loin, parmi les oliviers, fument les volutes d'un tas de brindilles, avec la tache, çà et là, des bouquets de lauriers-roses. Voici, servies sur la terrasse, les entrées de saison, la fricassée de girolles aux courgettes trompettes, les sardines en salade provençale au thym et dés de homard aux olives ou bien les vrais raviolis à la nigarde au bouillon de févettes. Un impalpable travail de cuisine caché au profit des seules qualités gustatives. Le pageot et le rouget, l'agneau et la caille figurent, dans des préparations de haut goût sur le menu de déjeuner de la bastide, et aussi quelques délicieux desserts de saison. La table est joliment dressée, le service diligent, et le prix de ce paradis perdu des saveurs – au menu du déjeuner – miraculeux, tout simplement. Menu 210 F (au déjeuner), 380 et 550 F. A la carte, compter 500 F.

★ Grasse, 48, avenue Henri-Dunant (06130), tél. : 04-93-09-16-48. Tous les jours.

Jean-Claude Ribaut

Deux jugements qui devraient mettre un terme au « n'importe quoi » dans le petit monde du foie gras

AUCH
de notre correspondant

Le foie gras ne supporte pas un assaisonnement médiatique exagéré, du moins quand celui-ci porte sur un produit qui ne répond pas aux normes de qualité ou d'identité désormais exigées par la profession et les consommateurs. Deux jugements rendus ces derniers mois à Auch à l'encontre de PDG gersois commercialisant des foies viennent de rappeler qu'en matière d'élevage de canards et d'oies gras, tapage promotionnel n'est pas gage de qualité.

Ainsi Alain Darquier, propriétaire à Castelnau-d'Auzan des établissements portant son nom, a été condamné à cinq ans d'emprisonnement ferme par le tribunal correctionnel pour banqueroute, abus de bien sociaux, escroquerie, détournement d'objets donnés en gage ainsi qu'à 500 000 francs d'amende. Sa faillite personnelle a été prononcée. Trente-quatre pages de délibéré ont à peine suffi à instruire la saga judiciaire de ce patron amoureux de rugby. De fait, Alain Darquier se servait de sa passion pour le ballon ovale comme marchepied médiatique.

Jean-Michel Brunet, artisan traiteur à Margouët-Meymes, un autre petit village gascon, visait carrément plus haut, l'élite politique et médiatique parisienne. Il ne s'en cachait d'ailleurs pas : *« Moi*, confiait-il volontiers, *c'est la Rolls-Royce du foie gras que je propose. »* Alors qu'Alain Darquier se vantait de casser les prix du marché, Jean-Michel Brunet a pu vendre certains de ses produits millésimés plus de 10 000 francs le kilo avant d'être plaqué par la justice. Reconnu coupable d'exercice de travail clandestin, délit de factures non conformes et tromperie sur la marchandise, Jean-Michel Brunet a été condamné, après une longue instruction, à dix-huit mois de prison dont douze avec sursis, mise à l'épreuve pendant trois ans, interdiction d'exercer aucune activité professionnelle pendant cinq ans.

Rude chute pour celui qui fut surnommé un peu trop rapidement « le pape du foie gras » par la revue *50 millions de consommateurs*. Il est vrai que plusieurs de ses clients, et pas des moindres, louaient le bon goût de ses foies gras. Me Charrière-Bournazel, avocat de Jean-Michel Brunet, ne manqua pas d'ailleurs à l'audience de citer de prestigieux témoins à décharge : Laurent Fabius, Alain Poher, Michel Rocard, tous signataires du Livre d'or de son client... de même que l'actuel président de la République qui, au sortir de table, le 13 février 1993, rendait un vibrant hommage écrit *« au créateur du foie gras millésimé »*.

VERS UN LABEL ROUGE

Hélas ! pour le discernement présidentiel, l'enquête a démontré que les foies gras estampillés de provenance exclusive gersoise-landaise n'étaient que des foies d'importation. Quant à la bonification du foie gras avec l'âge, cela relève pour les experts du gadget médiatique... Pour le procureur d'Auch, Guy Etienne, *« les journalistes qui en ont fait l'apologie sont des guignols de l'info »*.

Alors que le Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras (Cipfog), la Confédération syndicale du cadre de vie et la section gersoise de l'Union française des consommateurs, qui s'étaient portés parties civiles, ont obtenu des dommages-intérêts, à la chambre d'agriculture du Gers, on commentait très sobrement ces deux décisions judiciaires : *« Ces jugements marquent la fin d'une époque révolue où il s'est fait n'importe quoi. Il fallait faire un petit peu le ménage. Une remise en ordre était nécessaire pour que la profession soit crédible. »*

Aujourd'hui, en dépit ou à cause du déficit d'image créé par ces affaires, l'ensemble de la filière gasconne est engagée dans un processus de certification sous la forme d'« indication géographique protégée » (IGP) ou de label rouge afin que de telles dérives ne soient plus possibles. On ne parle plus que de charte, de traçabilité, de transparence à tous les maillons de la filière. Par souci de rassurer le consommateur mais aussi par simple souci économique. Dans l'affaire Darquier, les vraies victimes ont en effet été les petits producteurs impayés.

Daniel Hourquebie



Peu de changement

LA SITUATION n'évolue guère. Les hautes pressions restent prégnantes sur l'Europe de l'Est. Ainsi, les perturbations atlantiques venant de l'ouest ont du mal à rentrer sur le pays. Leur influence se concrétise par des développements orageux isolés, sur l'ouest, du fait de la persistance de températures élevées.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – La Bretagne verra de nombreux passages nuageux. Dans l'après-midi, des ondées à caractère orageux se déclencheront. Plus à l'est, le soleil restera présent, mais les nuages auront tendance à s'épaissir l'après-midi. Il fera de 23 à 29 degrés.

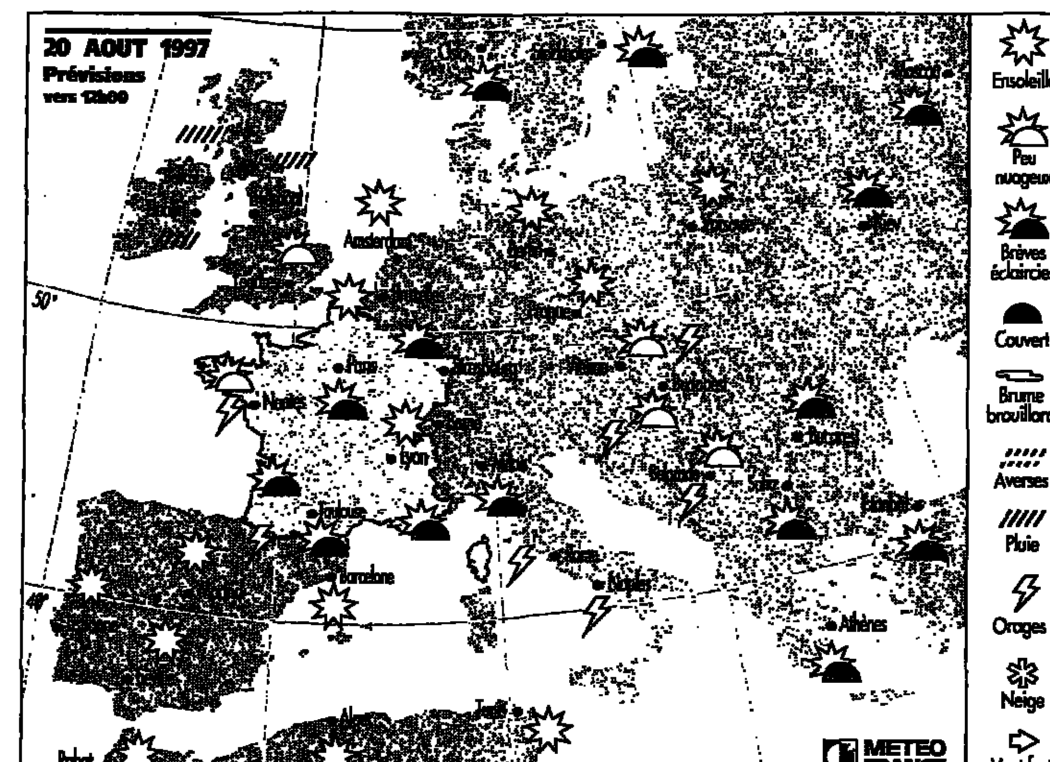
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Du Nord-Picardie et des Ardennes à l'Ile-de-France, le soleil s'imposera largement. En Haute-Normandie et Centre, des bourgeonnements nuageux cacheront par moments le soleil, un orage isolé est possible l'après-midi. 24 à 30 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, France-Comté. – Le temps sera bien ensoleillé. Des orages éclateront ponctuellement en montagne et pourront déborder sur les plaines environnantes. Il fera 27 à 29 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le soleil prédominera, parfois voilé par des nuages peu menaçants. Toutefois, l'après-midi, des orages éclateront ici ou là sur les Pyrénées. En plaine, le risque sera très faible. Il fera de 28 à 30 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le ciel, bien dégagé en matinée, s'ornera de nuages l'après-midi. Ces derniers deviendront localement menaçants avec un risque d'orage. Il fera près de 30 degrés.

Languedoc-Rousillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – En matinée, le soleil brillera. L'après-midi, les nuages bourgeonneront sur les montagnes. Les orages seront à craindre. Il fera de 28 à 32 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CORÉE.** Le Korea Travel Phone, service d'assistance téléphonique gratuit à la disposition des voyageurs, est opérationnel de 9 heures à 18 heures de mars à octobre et de 9 heures à 17 heures de novembre à février. De Séoul, composer le 080-757-2000. Et le 757-0086, hors de Séoul.

■ **FRANCE.** Escapade Nature propose un programme de balades à vélo dans Paris (durée : trois heures) et en Ile-de-France (randonnées d'une journée). Informations et réservations au 01-53-17-03-18.

■ **VOYAGES.** 3615 La Procure, le nouveau service Minitel du voyagiste La Procure Terre entière, permet d'obtenir catalogues et informations, de connaître les voyages disponibles et les promotions, de consulter une sélection de voyages suivant son budget et de demander l'établissement d'un devis.

PRÉVISIONS POUR LE 20 AOUT 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	17/29	S
BIARRITZ	18/27	N
BORDEAUX	17/31	N
BOURGES	15/30	N
BREST	16/25	N
CAEN	17/23	N
CHERBOURG	14/24	N
CLERMONT-F.	14/30	N
DIJON	14/28	S
GRENOBLE	15/30	S
LILLE	15/27	S
LIMOGES	17/28	N
LYON	17/30	S
MARSEILLE	19/32	S
NANCY	13/27	S
NANTES	16/29	N
NICE	21/27	S
PARIS	16/30	S
PAU	17/28	N
PERPIGNAN	20/30	N
RENNES	16/29	N
ST-ETIENNE	14/29	S
STRASBOURG	14/28	S
TOULOUSE	18/31	N
TOURS	15/29	N
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	22/31	S
FORT-DE-FR.	25/29	S
NOUMEA	16/21	S
PAPEETE	22/27	N
POINTE-A-PIT.	25/31	N
ST-DENIS-RÉ.	19/25	S
EUROPE		
AMSTERDAM	16/26	S
ATHENES	21/29	N
BARCELONE	21/29	S
BELFAST	17/23	P
BELGRADE	16/27	S
BERLIN	16/28	S
BERNE	13/28	S
BRUXELLES	16/28	S
BUCAREST	14/23	N
BUDAPEST	16/29	S
COPENHAGUE	18/26	S
DUBLIN	16/23	P
FRANCFORT	16/27	N
GENEVE	17/26	S
HELSINKI	14/24	S
ISTANBUL	19/24	N
KIEV	13/23	N
LISBONNE	17/27	S
LIVERPOOL	17/22	P
LONDRES	19/29	N
LUXEMBOURG	17/29	S
MADRID	20/35	S
MILAN	19/27	N
MOSCOU	9/19	N
MUNICH	13/24	N
NAPLES	22/27	P
OSLO	15/28	S
PALMA DE M.	21/31	S
PRAGUE	14/25	S
ROME	20/28	P
SEVILLE	22/35	S
SOFIA	15/23	N
ST-PETERSB.	15/22	S
STOCKHOLM	15/27	N
TENERIFE	16/23	S
VARSOVIE	11/23	S
VENISE	18/26	S
VIENNE	16/27	S
AMÉRIQUES		
BRASILIA	15/27	S
BUENOS AIR.	5/11	S
CARACAS	25/30	S
CHICAGO	15/23	C
LIMA	22/25	C
LOS ANGELES	19/23	N
MEXICO	12/23	S
MONTREAL	13/22	S
NEW YORK	18/26	C
SAN FRANCIS.	13/18	C
SANTIAGO/CHI	1/12	S
TORONTO	12/23	N
WASHINGTON	21/25	P
AFRIQUE		
ALGER	18/31	S
DAKAR	26/29	C
KINSHASA	19/28	N
LE CAIRE	22/32	S
MARRAKECH	20/27	S
NAIROBI	12/23	N
PRETORIA	12/28	S
RABAT	21/36	N
TUNIS	24/31	S
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	27/32	P
BOMBAY	27/30	P
DJAKARTA	25/31	C
DUBAI	30/36	S
HANOI	24/34	S
HONGKONG	27/33	C
JERUSALEM	22/30	N
NEW DEHLI	27/32	C
PEKIN	22/27	P
SEOUL	########	
SINGAPOUR	28/31	P
SYDNEY	9/18	C
TOKYO	24/30	C

Situation le 19 août à 0 heure TU

Prévisions pour le 21 août à 0 heure TU

SPORTS

Une « erreur administrative » risque de priver le PSG de la Ligue des champions

LAURENT FOURNIER, défenseur du Paris-Saint-Germain, n'aurait jamais dû fouler la pelouse du stade de Bucarest, mercredi 13 août, à l'occasion du match aller comptant pour le tour préliminaire de la Ligue des champions et opposant le Steaua au PSG. Car Laurent Fournier traînait dans son dossier disciplinaire une suspension liée à un carton jaune récolté pour jeu dur à la première minute de la finale de Coupe des coupes, disputée le 14 mai dernier face au FC Barcelone. Un avertissement a priori sans frais, mais qui suivait une expulsion pour deux cartons jaunes lors de la finale aller de la Supercoupe face à la Juventus, le 15 janvier.

Dans ce cas précis, le règlement de l'UEFA (Union européenne de football association), organisme chargé de l'organisation des compétitions européennes, est clair : un carton jaune suivant une expulsion entraîne automatiquement une suspension.

Fin mai, l'UEFA avait averti le club parisien de la situation disciplinaire de Laurent Fournier. Malgré cela, aucun des nombreux dirigeants du PSG n'avait semblé se souvenir de son cas. Aligné face au Steaua, Fournier a mis son club littéralement hors la loi. Et la sanction, sévère mais logique, est tombée en provenance de Nyon (Suisse), siège de l'UEFA. Pour avoir aligné un joueur suspendu, le Paris-Saint-Germain a perdu 3-0 sur tapis vert son match disputé à Bucarest, qu'il avait perdu sur le terrain 3-2. Un nouveau cas de figure qui change évidemment la donne en vue du match retour, prévu le 27 août au Parc des Princes.

CHANCES RÉDUITES

De réelles les chances de qualification du PSG sont désormais réduites. Depuis dix ans, les statistiques établies sur les résultats enregistrés en Coupe d'Europe démontrent qu'une équipe ayant perdu le match aller 3-0 n'a que 10 % de chances de se qualifier.

Au-delà de la dégradation de l'image du club, une élimination prématurée de la Coupe d'Europe liée au résultat de cette « erreur administrative » serait catastrophique. Sérieusement renforcé à l'intersaison, le PSG affiche d'énormes ambitions et la Ligue des champions en fait partie. Enfin, l'aspect purement économique du dossier montre qu'en cas d'élimination face au Steaua cette énorme bourde administrative va peser très lourd, autrement dit entre 70 et 90 millions de francs. Car participer aux poules de la Ligue des champions à partir de septembre, c'est l'assurance de disputer au moins six rencontres, et donc d'empocher des sommes importantes généreusement distribuées par l'UEFA et la société en charge de collecter les droits de retransmissions télévisées. Profondément choqués par cette incroyable histoire, les joueurs du PSG ont été secoués par Rai, le capitaine brésilien : *« C'est un énorme coup dur... Je lance un appel au public, car nous sommes désormais face au plus grand défi que le club ait connu. On va jouer ce match retour, ce sera très, très dur, mais la qualification est possible... »*

ORGANIGRAMME UNIQUE

Reste à savoir comment le club parisien a pu se laisser piéger ainsi. Disposant d'un organigramme unique dans le football français, le Paris-Saint-Germain devrait, en toute logique, *« bétonner »* ses dossiers administratifs. Michel Denisot, président délégué, peut compter cette saison sur un nouveau directeur sportif (Claude Leroy), mais également sur Jean-François Domergue (directeur général), Jean-Michel Moutier (directeur délégué) et Guy Adam, au club depuis le début des années 70 et qui, en tant que coordinateur sportif, est notament chargé de recenser toutes les suspensions. Aujourd'hui, le club français le plus ambitieux, le plus « moderne », fait peine à voir.

Al. C.

COMMENTAIRE

RIDICULE ET AFFLIGEANT

L'erreur est humaine, mais il est parfois difficile d'excuser la bêtise ou l'incompétence. Et ce qui est présenté comme une bévue *« administrative »* par les dirigeants du Paris-Saint-Germain pour tenter d'expliquer la sanction de l'UEFA risque de coûter très cher au club de football parisien. D'abord en termes économiques, avec une perte sèche due à une non-participation à la nouvelle et lucrative Ligue des champions, estimée au bas mot à 70 millions de francs. Ensuite, en termes d'image pour le club, qui, depuis l'arrivée de Canal Plus aux commandes, a voulu paraître « pro », à savoir moderne, dynamique et compétent et qui va être la risée de ses rivaux européens.

Sur ce plan – essentiel pour les dirigeants parisiens –, la bourde risque, en cas d'élimination mercredi 27 août, d'avoir des conséquences terribles. Comme si toutes les réussites sportives enregistrées par ce jeune club en un laps de temps restreint se voyaient soudain reléguées au second plan pour laisser place à un incroyable théâtre d'ombres. Avoir aligné un joueur suspendu constitue une faute non seulement ridicule, mais surtout affligeante.

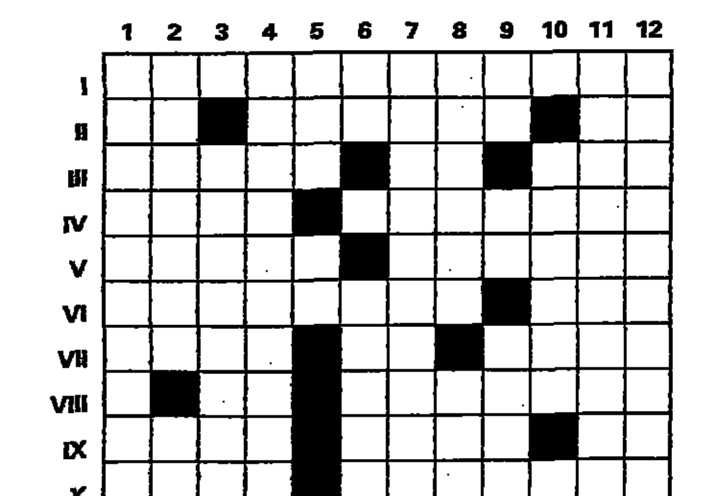
A l'image des grands clubs européens, les dirigeants du PSG ont voulu, depuis six ans, structurer le club. L'arrivée cette saison de Claude Le Roy en tant que directeur sportif obéissait à cette volonté de consolider les fondations. Après cette « erreur administrative » qui sera sans doute la plus chère, on en vient à s'interroger sur l'efficacité réelle de cette nouvelle armée mexicaine capable d'aligner sur le terrain de Bucarest un joueur qui n'avait rien à y faire. Entre le nouveau directeur sportif et le directeur général (Jean-François Domergue), le directeur délégué (Jean-Michel Moutier), le coordinateur sportif (Guy Adam), pour ne citer que quelques-uns des gradés du PSG, les compétences s'évaporent. Paris brisé, Paris martyrisé ? Non, ridiculisé.

Alain Constant

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97178

➧ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. De grands oiseaux dans le ciel que l'on peut confondre avec des hommes d'actions. – II. Saint dans la Manche. Accessible. Bouts d'émeri. – III. Monstres de papier. Compte d'entreprise. Au pied du Luberon. – IV. Lettres de Brunehaut. Gâtai l'ensemble. – V. Manière que l'on se donne. Le bon, il est tiré. – VI. Manque de sérieux. – Entrée vietnamienne. – VII. Se lançât dans l'aventure. Cité d'Abraham. Poisson des lacs alpins. – VIII. Dans un itinéraire. Né à Montpelier, il devint le quatrième président des Etats-Unis. – IX. L'argent des ados. De même poids. Négation. – X. Grandes divisions de l'Histoire. Droite.

VERTICALEMENT

1. Se manifeste comme une dinde. – 2. Diminuées de partout. Cours inversé. – 3. Une petite musique qui nous trotte dans la tête. – 4. De charmants membres de la famille. – 5. Coule de l'infection. Fin de verbe. – 6. Tête d'ovin. Vient d'avoir. – 7. Bon pour un nouvel objectif en politique. – 8. Large et costaud. Fondateur de *L'Os à moelle*. 9. Fait la liaison. L'américium. Prit ses jambes à son cou. – 10. Lieux de plaisirs et de jeux. – 11. Remettront en parfait état. – 12. Impulsion qui pousse à se mettre à table.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97177

HORIZONTALEMENT

I. Ambulanciers. – II. Guérira. Doit. – III. Redevance. Fr. – IV. Eté. Arable. – V. Stages. Elles. – VI. Seul. Acteurs. – VII. Is. Anchise. – VIII. Iseran. Son. – IX. Eut. Rares. Ut. – X. Stérilisante.

VERTICALEMENT

1. Agressives. – 2. Muettes. Ut. – 3. Bedeau. Ite. – 4. Ure. Glas. – 5. Livre. Neri. – 6. Ara. Sacral. – 7. Nana. Chari. – 8. Crétines. – 9. Idéales. Sa. – 10. EO. Blues. – 11. Rifler. Out. – 12. Stressante.

SCRABBLE ®

PROBLÈME N° 31

A la recherche du troisième mot

1) Vous avez tiré C E O S S T U

a) Trouvez et placez deux mots de sept lettres.

b) Avec ce même tirage, trouvez huit mots de huit lettres en le complétant avec huit lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille.

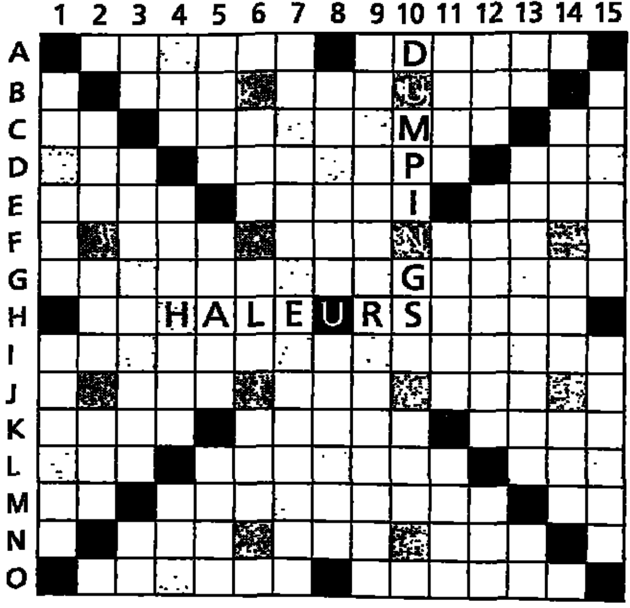
N. B. : Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2) Préparation de la grille de la semaine prochaine.

c) Premier tirage : A E I L S S V. Trouvez quatre sept-lettres.

d) Deuxième tirage : D E G L N O O. Trouvez un sept-lettres.

Solutions dans *Le Monde* du 27 août.



Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 13 août.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) AU(G)USTE, J 2, 73, faisant MERIDIENS, ou l'anagramme (G)UEUSAT- SAUTEU(R), J 6, 73- (Q)UEUTAS ne passe pas.

b) DU(Q)UATES, ne prîtes pas (au bridge), F 6, 60-HAUTEU(R)S, 1 D, 80-OUAT(E)USE, 5 h, 66-ENSU(Q)UAT, 8 G, 58- (F)UGUATES, 9 F, 61 (TAGUEU(R)S, TAGU(E)USE et GUEUSA(N)T passent aussi)-SU(R)SAUTE, 10 E, 61 (SAUT(E)USE passe aussi)-RUSTAU(D)E, 14 D, 59.

c) HALEURS

d) DUMPING

Michel Charlemagne

ÉCHECS

■ **C'EST par erreur** que nous avons publié dans *Le Monde* daté dimanche 17 - lundi 18 août la rubrique échecs n° 1755 et la solution du n° 1754. Nous ferons paraître dans le journal daté dimanche 24 - lundi 25 août le problème n° 1754 et la solution du n° 1753. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

MUSIQUE Après avoir vendu 20 millions d'exemplaires de *Definitely Maybe* et *(What's The Story) Morning Glory*, Oasis publie le 21 août le troisième volet de sa trilogie britpop, *Be Here Now*. ● L'ÉVÉNEMENT est vécu avec ferveur en Grande-Bretagne où nombre d'insulaires croient tenir avec le quintet de Manchester *« le plus grand groupe de rock 'n' roll du monde »* – titre dont les Rolling Stones étaient jusque-là crédités – et s'étaient inquiétés des rumeurs de séparation qui circulaient sur le groupe. ● « BE HERE NOW » offre peu de surprises par rapport à ses prédécesseurs, le son prenant souvent le pas, dans la seconde partie de l'album sur la mélodie. ● CE DISQUE a été en partie enregistré dans les mythiques studios londoniens d'Abbey Road, dernière manifestation en date de la nostalgie qu'Oasis cultive autour des Beatles.

Oasis, « le plus grand groupe de rock 'n' roll du monde » pour les Britanniques

« Be Here Now », le troisième album de la formation des tumultueux frères Gallagher, qui sort le 21 août, est l'événement discographique en Grande-Bretagne. Même si l'inspiration des Mancuniens montre des signes d'essoufflement

AU BAR de l'hôtel Concorde-Saint-Lazare, à Paris, Liam Gallagher se donne en spectacle. Le chanteur d'Oasis affiche ses airs de gouape insolente. Son accent traînard de hooligan apostrophe serveurs et attachées de presse. D'un bond, il part tambouriner le piano, prend la pose, s'écroule à nouveau sur une banquette entre deux énormes skinheads hilares. Ses gardes du corps. A l'écart, Noel s'énerve du numéro de son frère cadet. *« Et tu voudrais que je sois inspiré par un abruti pareil ? »* Le mépris est palpable quand leurs regards se croisent. Pour un peu, on prédirait la fin du quintet de Manchester, son éclatement définitif à la prochaine tentative de tournée. Mais les enfants terribles de la Britpop n'en sont pas à leur première engueulade. En 1991, déjà, lors des premiers concerts dans les bouges des Midlands, leurs humeurs fratricides étaient le moteur du groupe. Cet automne, la rumeur de leur séparation avait pris des allures de drame national. *Be Here Now*, troisième album d'Oasis, n'en sort pas moins le 21 août. Le lion britannique bombe à nouveau le torse.

Outre-Manche, l'événement mobilise toutes les énergies. En distillant l'essence – mélodie, concision, arrogance – de ce qui fit les grandes heures de la pop insulaire, en ajoutant ce qu'il faut de modernité à un traditionalisme révérencieux, Oasis a touché le jackpot (20 millions d'exemplaires vendus de leurs deux premiers albums, *Definitely Maybe* et *(What's The Story) Morning Glory*, et déclenché des enthousiasmes irrationnels. L'Angleterre, qui se désespérait de retrouver de nouveaux Beatles, est sûre de tenir enfin *« le plus grand groupe de rock du monde»*.

UNE VOLONTÉ DE FER

Ces derniers mois, pas un mot, pas un geste, pas une coupe de cheveux, n'ont échappé aux tabloïds. Par chance pour eux, le groupe collectionne les frasques comme les disques de platine. Cet été, on a ainsi vu Liam frapper un cycliste qui avait osé érafler sa Mercedes, Noel se faire casser la figure dans les toilettes d'un palace, les frangins siroter du champagne à la garden-party de Tony Blair et, accessoirement, leur nouveau single, *D'You Know What I Mean ?*, battre des records de vente dès sa semaine de sortie.

Sa maison de disques, Creation, a beau claironner qu'Oasis est *« le meilleur groupe depuis les* Fab Four », que Liam est *« le meilleur chanteur depuis John Lennon »*, Noel Gallagher, auteur-compositeur exclusif, essaie de garder les pieds sur terre. *« Tout ce remue-ménage est un peu ridicule* avoue-t-il, *mieux vaut ne pas le prendre trop au sérieux. Oasis n'est pas le meilleur groupe depuis les Beatles. Pourquoi rayer de la carte vingt ans de bonne musique ? Nous sommes le meilleur groupe depuis les Stone Roses, qui étaient eux-mêmes les meilleurs depuis les Smiths, qui étaient les meilleurs depuis les Jam, qui étaient les meilleurs depuis les Sex Pistols... Et il serait plus juste de dire que Liam est le meilleur chanteur depuis Kurt Cobain. Avant des personnalités, le rock, c'est d'abord de la musique et des chansons. »* A trente ans, gros sourcils, regard de guingois, lèvre supérieure légèrement handicapée par un semblant de paralysie faciale, l'aîné des Gallagher n'a pas le sex-appeal de son frère, frimeur de vingt-quatre ans. Habillé d'une parka qui rappelle son amour des Who, il se veut artisan *songwriter* imprégné par sa musique. Ce serait oublier une volonté de fer. Si Oasis suscite aujourd'hui tant d'idolâtrie, c'est que plus qu'aucun autre groupe de sa génération, ses membres ont brûlé de devenir rock stars. *« A quoi bon commencer quelque chose si ce n'est pas pour être les meilleurs ? On voulait à tout prix se sortir du chômage et des galères. Gagner le maximum de blé en un minimum de temps. »*

Longtemps travailleur frustré et solitaire, Noel a offert à Oasis un répertoire clé en main. Le musicien était persuadé de la qualité de chansons accumulées au fil des ans. Au point de garder sous le coude des morceaux écrits avant la signature de leur premier contrat. *All Around The World*, par exemple, l'un des hymnes de *Be Here Now*, aurait pu figurer sur le premier album. Noel préféra pouvoir s'offrir un grand orchestre pour l'enregistrer. Cette profusion d'origine explique la cohérence de leurs trois albums. Et aussi un manque de renouvellement. Noel en convient. *« Le nouvel album ressemble aux deux précédents. Ces trois disques auraient pu faire l'objet d'un seul triple album. Je crois qu'avec* Be Here Now *une période s'achève. Le prochain disque devrait ouvrir de nouveaux horizons. Mais pourquoi aller trop vite ? Les Beatles n'ont commencé à expérimenter qu'à partir de leur cinquième album... »*

Si, cette fois, Noel a essayé de se livrer plus intimement – évoquant les tensions du groupe (composé, outre des deux frères, de Paul McGuigan, Alan White et Paul « Bonehead » Arthurs), ses relations avec sa communauté, sa famille, ou sa fiancée –, son écriture manque encore d'assurance. Souvent, le son l'emporte sur le sens. Par facilité, il n'hésitera pas à recaser des formules tirées des chansons de ses idoles, David Bowie, Paul Weller, Bob Dylan ou Paul McCartney. Un de ses morceaux avoue ses limites de façon assez émouvante : *« A cause de mon éducation / Je ne peux trouver les mots / Pour exprimer les choses prisonnières en moi. » « Comme beaucoup de prolos du nord de l'Angleterre, j'ai souffert de ne pouvoir exprimer mes sentiments*, explique-t-il aujourd'hui. *J'ai la chance de pouvoir le faire à travers la musique. Beaucoup de jeunes n'y arrivent pas. Cette chanson est pour eux. »*

« ENCORE DE QUOI S'AMUSER »

Ayant atteint la plupart de ses buts – *« signer avec le meilleur label, devenir célèbre, vendre des millions de disques, jouer devant les plus grandes foules »* –, le groupe trouvera-t-il assez de motivation pour rester excitant ? Toujours capable d'une phrase provocatrice – *« D'où je viens, prendre de la drogue n'est pas plus difficile que de boire une tasse de thé »* –, Noel Gallagher aspire moins à un style de vie rock 'n' roll. Un simple désir de musique sera-t-il suffisant ? Le *songwriter* a beau promettre que le format du groupe peut s'adapter à d'autres formes musicales, on n'est pas sûr de les voir s'embarquer pour le troisième millénaire. Noel pourrait-il se passer du charisme de son frère ? En chantant sur l'un des tubes du groupe, *Don't Look Back In Anger*, et en obtenant plus récemment un autre Numéro un, *Setting Sun*, avec les techno-rockers des Chemical Brothers, le leader d'Oasis s'est rassuré sur les possibilités d'une carrière solo. *« Il est certain qu'un jour, j'entamerai une carrière solo. Mais on a encore de quoi s'amuser avec Oasis. »*

Dans le hall de l'hôtel, Liam accueille un photographe en se roulant par terre. Affligé, son frère met deux secondes à répondre à une dernière question. *« Si j'admire quelque chose chez Liam ? Sa voix. Rien d'autre que sa voix. »*

Stéphane Davet

Une bonne première moitié

Oasis n'a jamais prétendu révolutionner le rock britannique. Il lui rend plutôt hommage, insufflant ce qu'il faut d'arrogance et de panache pour qu'on croie à sa modernité. Dans la lignée de ses deux prédécesseurs – *Definitely Maybe* et *(What's The Story) Morning Glory* –, *Be Here Now* abreuve ses chansons de citations historiques, de références à la culture des *lads* et de naïveté romantique.

Le cocktail fonctionne à plein sur la première moitié de l'album. *My Big Mouth* (et son intro piquée aux Sex Pistols), *Stand By Me, Magic Pie, I Hope I Think I Know*, en particulier, combleront les fans. La suite, malgré les progrès évidents de Liam Gallagher, voit le groupe oublier quelques préceptes de base. Habituellement concis, Noel Gallagher et le producteur Owen Morris allongent et boursouflent trop de mélodies. Le gros son tue l'émotion. Des boogies-blues graisseux entachent le répertoire. Et trop de refrains *(All Around The World)* semblent destinés aux foules des stades plus qu'au plaisir domestique.

★ Be Here Now, 1 CD Creation 11 004513 10. Distribué par Sony.

Les Beatles, un héritage encombrant

OASIS a en partie enregistré *Be Here Now* dans les studios londoniens d'Abbey Road, sans doute pour percer les secrets de fabrication de ses idoles. Comme si la proximité du célèbre passage clouté sur lequel déambulaient les Beatles pouvait être source d'inspiration. Le titre de l'album lui-même est directement emprunté à John Lennon, alors que la chanson *I's Getting Better (Man)* est une allusion sans finesse au *It's Getting Better* de *Sgt Pepper's Lonely Hearts Club Band*. Une fois de plus, avec Oasis, la passion – la Beatlemania – l'emporte sur la raison.

Le petit frère Gallagher, Liam – qui chantait pourtant *« You need to be yourself »* sur *Supersonic* – fait ainsi une fixation sur John Lennon qui confine à la dépossession de personnalité. En 1996, il avait adopté uniformément le look du millionnaire en guenilles : les inévitables lunettes rondes, la longue tignasse rarement propre, la barbe approximative. La filiation est devenue plus préoccupante lorsqu'il s'est fait photographier nu, au côté de sa fiancée, l'actrice américaine Patsy Kensit. En 1969, Lennon et Yoko Ono créaient le scandale en s'affichant dans le plus simple appareil sur la pochette de *Two Virgins*...

La tournée américaine du groupe – qui a dû être écourtée en raison des problèmes de logement de Liam Gallagher – avait été placée sous le signe de la *British Invasion*. Elle était évidemment censée rappeler la fameuse traversée de l'Atlantique en 1963. Sur scène, Oasis est d'ailleurs aussi statique que les Beatles, l'apparition et le charisme suffisant à provoquer hurlements et évanouissements chez les groupies. Le paroxysme de leur show est atteint lors de la reprise finale – et abrutissante – de *I am the Walrus*, titre mythique de John Lennon.

COMPLEXE FREUDIEN

Les compositions et le son, surtout, trahissent ce complexe freudien. Simple détail, les pochettes des disques sont frappées d'un logo, *Helter Skelter* (Sauve qui peut), une chanson de Paul McCartney. Mais les plages sont encombrées de citations. Sur *(What's The Story) Morning Glory*, leur précédent album, le tube *Don't Look Back in Anger* s'ouvrait sur les mêmes accords de piano que ceux d'*Imagine* quand, sur le refrain de *Roll With It*, la double voix – l'une rauque, l'autre de fausset – évoquait n'importe quel standard de jeunesse des Beatles. Plus généralement, l'instrumentation, avec les voix déformées par les effets de réverbération, les bandes inversées, l'orchestration (cordes et cuivres) qui lorgne vers George Martin, vise effectivement à ressusciter le travail réalisé à Abbey Road.

En fait, le groupe de Manchester cultive intelligemment la nostalgie des Britanniques. Les vingt millions d'albums qu'il a écoulés dans le monde font la fierté du pays. Tony Blair l'a bien compris, en se déclarant fan d'Oasis. Passéiste, le royaume croit renouer avec un âge d'or, lorsque les tubes de ses fils prodigues inondaient les juke-box de la planète.

De là à proclamer Oasis « nouveaux Beatles », il n'y a qu'un pas que les médias d'outre-Manche, déjà inventeurs d'une ridicule « guerre Blur-Oasis » sur le modèle du duel Beatles-Stones, continuent de franchir allègrement et aveuglément.

Le succès des *Fab Four* reposait sur la miraculeuse alchimie entre le talent de deux mélodistes bénis des dieux. Celui d'Oasis sur les qualités du seul Noel Gallagher, compositeur prolixe, instruit et appliqué, quand son frère, correct chanteur, travaille l'image en se figeant dans des poses de *rock'n'roll star*.

Dans le dernier numéro du magazine *Rock'n'Folk*, George Harrison, interrogé sur le phénomène, ne met pas sa langue dans sa poche. Liam Gallagher est qualifié de *« stupide »* et de *« trou du cul »*. Le frère compositeur s'en sort mieux : *« Il n'est pas mauvais, mais ses chansons manquent de profondeur. »* Noel Gallagher a beau se montrer humble devant ses illustres prédécesseurs, mettre ses pas dans la chaussée des géants ne suffit pas à les approcher. Il est toujours cruel de rappeler qu'à son âge (trente ans), Paul McCartney avait déjà tourné la page des Beatles en laissant derrière lui *Yesterday* (composé à l'âge de vingt et un ans), la majorité des titres de *Sgt Pepper's* et de ceux d'*Abbey Road*. Lennon, lui, se projetait dans l'avenir en reniant ses idoles, Elvis, Dylan et les Beatles.

Bruno Lesprit

Salzbourg en délire pour la soprano Renée Fleming

Quarante-cinq minutes de rappel ont salué le récital de lieder de la chanteuse américaine

HUGO WOLF : quatre lieder sur des textes d'Eduard Morike – OLIVIER MESSIAEN : cinq mélodies extraites des « Chants de terre et de ciel », des « Poèmes pour Mi » et d'« Harawi, chant d'amour et de mort » – JOHANN SEBASTIAN BACH : Cantate « Mein Herze schwimmt im Blut », pour soprano, hautbois, basson, cordes et continuo BWV 199. Par Dawn Upshaw (soprano), Markus Hinterhauser (piano) et des solistes de la Camerata Academica de Salzbourg. Peter Sellars (mise en scène). Mozarteum, le 16 août, 19 h 30.

FRANZ SCHUBERT : sept lieder – HUGO WOLF : quatre lieder de « Mignon » – SAMUEL BARBER : Nuvoletta op. 25 – RICHARD STRAUSS : trois lieder. Renée Fleming (soprano), Christoph Eschenbach (piano). Mozarteum, le 17 août, 19 h 30.

SALZBOURG
de notre envoyé spécial

On ne s'attendait pas à rencontrer Denis Krief à Salzbourg. On savait que ce jeune et talentueux metteur en scène âgé de quarante ans s'intéressait au travail de ses collègues et à la musique (il est pianiste de formation), mais voilà deux ans que l'on n'avait pas vu son nom à l'affiche d'un opéra français. Fallait-il croire que son succès à la Bastille, où il avait mis en scène *Benvenuto Cellini*, de Berlioz, en compagnie de Myung Whun Chung, lui avait fermé les portes des théâtres lyriques français ? Invité à monter un spectacle à Ferrare, en Italie, il y est finalement resté et y vit depuis deux ans. *« Je travaille beaucoup dans la péninsule, en Autriche, en Allemagne et en Russie*, a-t-il déclaré au *Monde*. *A Moscou, je vais mettre en scène* Yolanta *de Tchaïkovski à l'Helicon, un théâtre lyrique d'avant-garde, à Ferrare*, La Clémence de Titus, *de Mozart. Michaël Klüge, ancien dramaturge de l'Opéra de Hambourg et ancien directeur de l'Opéra de Mannheim, vient d'être nommé intendant de celui de Linz. L'une de ses premières décisions a été de me confier un cycle Verdi qui s'étendra sur six ans et commencera par un* Rigoletto. *Je suis à Salzbourg, où je n'étais pas venu depuis l'époque où j'y étais assistant de Jean-Pierre Ponnelle, parce que Gérard Mortier est l'un des très rares directeurs de grandes institutions qui aient une vraie réflexion sur le théâtre lyrique. »*

La soprano Dawn Upshaw est là, elle aussi. Cette artiste n'est en rien une diva qui promène quelques rôles dans les grandes maisons d'opéra en égrenant de-ci de-là quelques récitals de lieder. Elle pratique l'opéra, la comédie musicale américaine, les répertoires américains, français, germaniques et italiens, baroques, classiques, romantiques et du XXe siècle. Inoubliable Ange dans le *Saint François d'Assise* d'Olivier Messiaen à Salzbourg puis à la Bastille dans la mise en scène de Peter Sellars, elle vient de chanter pour la première fois de sa carrière Mélisande, ici même à Salzbourg dans une « mise en images » de Robert Wilson. Ce soir, elle donne un récital au programme inusité, jeu de miroirs entre l'inspiration « religieuse » de Messiaen et une cantate de Bach. Un programme savant qui fonctionne d'autant mieux que Dawn Upshaw le chante avec une joie rayonnante qui fait oublier qu'elle est loin d'avoir les moyens vocaux exigés par les mélodies du Français, composées pour une voix rien moins que wagnérienne.

Upshaw compense ses limites objectives par une ferveur et un timbre irradiant, une simplicité d'approche qui fait taire toute critique. Si ce n'est que sa prononciation parfaite expose des fautes de lectures curieuses dans les poèmes en français. La mise en scène de Sellars est un prolongement émotionnel du texte de la cantate de Bach qui ne paraît pas essentielle, mais doit vraisemblablement mettre la chanteuse dans un état psychologique et physique proche de l'extase. Upshaw la communique au public qui lui fait un triomphe, malgré un accompagnement musical qui ne décolle jamais, raide et d'une intonation parfois approximative.

SOUFFLE INFINI

Renée Fleming, croisée la veille dans la rue, avait un trac incroyable. Faire ses débuts à Salzbourg, dans un récital de lieder, l'exercice le plus difficile pour un chanteur, a de quoi donner quelques sueurs froides, d'autant qu'elle doit se produire dans le Mozarteum où elle participa à un concours Mozart qu'elle remporta. Quarante-cinq minutes de bis et de rappels d'une salle en délire ont dû rassurer cette jeune Américaine que les Français connaissent depuis que Hugues Gall a eu la bonne idée de l'inviter régulièrement à l'Opéra de Paris – sous la direction de Solti, elle fut une inoubliable Donna Anna, elle a récemment redoré le blason de la Manon de Massenet et s'apprête à chanter la Maréchale du *Chevalier à la rose* de Strauss.

Voix parfaite sur toute la tessiture, souffle infini, timbre charnel, fruité, qu'elle interprète Wolf, Schubert, Barber, Strauss, Rachmaninov, Dvorak ou Gershwin, Renée Fleming est la perfection même. Elle sait, en quelques instants, recréer le microcosme de chaque lied avec un naturel, une absence de théâtralisation excessive qui n'est pas sans rappeler l'art de Victoria de Los Angeles. Fleming est la meilleure nouvelle qui soit arrivée au chant féminin depuis les débuts de Cecilia Bartoli, il y a dix ou douze ans. Car si l'on ne manque pas d'hommes pour chanter le lied, les femmes s'y sont faites rares à ce niveau.

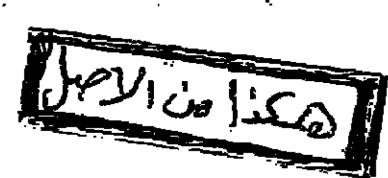
Triomphe historique, d'autant que le répertoire était d'une sévérité, d'une droiture qui ne peuvent être adoucies que par une discipline invisible, un goût sans faille – dont témoignait un *Summertime* de Gershwin qui ne portait aucun des stigmates des chanteuses classiques. Jessye Norman, il y a vingt ans, provoqua pareil choc lors de ses premières apparitions en France, pays d'où sa carrière devait s'étendre au monde entier. Mais elle n'a que trop rarement fait équipe avec un pianiste de la stature de Christoph Eschenbach qui n'aura pas été pour rien dans ce triomphe salzbourgeois. Le lied doit être partagé par deux artistes, pas accompagné.

Alain Lompech

En attendant « Don Giovanni »

Lauréate des Prix Richard-Tucker, George-London et de divers concours internationaux de chant, la soprano Renée Fleming, aujourd'hui dans sa trentaine, a chanté à Londres, New York, Buenos Aires, Pesaro, San Francisco, Chicago, Houston, Dallas, Glyndebourne et Paris sous la direction de Solti, Barenboïm, Ozawa, Levine, Haïtink, Abbado, Chailly, Eschenbach, Gergiev et Tilson Thomas.

Dorénavant sous contrat exclusif avec Decca, elle avait enregistré jusque-là pour Sony et RCA. Son *Armida* de Rossini, captée en public à Pesaro, sous la direction de Daniele Gatti (Sony), est un étalon-or du chant rossinien. Ses *Quatre Derniers Lieder* de Strauss, avec l'Orchestre de Houston et Christoph Eschenbach (RCA), font jeu égal avec le légendaire disque de Schwarzkopf. On attend avec impatience le *Don Giovanni* de Mozart qu'elle vient d'enregistrer avec Solti et dont la parution est imminente (Decca).



MARDI 19 AOÛT

TF 1

20.45

LE GARDE DU CORPS
Film de François Leterrier, avec Jane Birkin, Gérard Jugnot (1983, 95 min). 623800
Histoire mal construite avec des quiproquos inutiles. La fantaisie de Jugnot ne tient pas la distance.
22.20 Ciné mardi. Magazine.

22.30

COUSINS
Film de Joël Schumacher, avec Ted Danson (1988, 115 min). 9533600
Un homme et une femme, mariés chacun de son côté, apprennent à se connaître, à s'estimer, à s'aimer vraiment.
0.25 Comme une intuition.
0.30 et 4.00, 4.35, 5.10 Histoires naturelles (55 min). 7220407
1.25 et 2.05, 2.40, 3.50 TF 1 nuit. 1.35 Reportages. Magazine (rediff.). 2.15Cas de divorce. Série. 2.50Le Vignoble des maudits. Téléfilm [1/3] de Sandro Bolchi (60 min). 1564846 5.05 Musique. Concert (5 min).

France 2

20.55

LE RAPACE ■
Film de José Giovanni, avec Lino Ventura (1967, 110 min). 4090646
A Vera Cruz, en 1934, l'amitié d'un aventurier européen payé pour tuer un chef d'Etat et d'un jeune homme de bonne famille. Scènes d'action, rapports psychologiques.

22.50

LES BARBOUZES
Film de Georges Lautner, avec Lino Ventura, Bernard Blier (1964, version colorisée, 105 min). 5359258
Un magnat de l'armement meurt, laissant en « héritage » à sa veuve des brevets d'armes militaires.
0.35 Journal, Météo.
0.50 Tatort. Série. L'ami Grégoire (80 min). 2236594
2.15 Jeux sans frontières (rediff.). 4.15 24 heures d'infos. 4.20 Météo. 4.25 Iles aux ours. Le katoulal. 4.40 Les Cavaliers de l'aube. Série. [2/5] (55 min).

France 3

20.50

LA CARTE AUX TRÉSORS
Divertissement présenté par Sylvain Augier. Le Tarn (115 min). 691529
22.45 Journal, Météo.

23.15

LES NOUVEAUX AVENTURIERS
A la découverte des grottes ornées de Bornéo (55 min). 7361529
Pour la première fois un spéléologue et un archéologue entrent dans des grottes ornées de Bornéo, perdues au milieu de l'immense forêt de cette île indonésienne.
0.10 Passion d'une vie. Josefito, trois jours en France (55 min). 7803556
1.05 Les Brûlures de l'Histoire. Magazine. L'union de la gauche 1972 - 1984. Invités : Pierre Mauroy, Charles Fiterman, Gérard Grunberg (70 min).

Arte

20.45

▶ LA VIE EN FACE : SAINT-JEAN, ÉTRANGER DANS SON PAYS
Documentaire de Julia Shies et Amit Breuer (1993, 50 min). 3772286
A la fin des années 80, Israël dut ouvrir des camps de transit sur son territoire pour faire face à l'afflux d'immigrants venus de l'ex-URSS et d'Ethiopie. Saint-Jean est l'un de ces camps.

21.35

COMEDIA : LES AMOURS D'ALFRED DE MUSSET
21.45 Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. Pièce de théâtre d'Alfred de Musset. Mise en scène de Louis-Dominique de Lencquesaing (1993, 30 min). 522635
22.15 Les Caprices de Marianne. Pièce de théâtre en deux actes d'Alfred de Musset enregistrée au Théâtre des Bouffes du Nord. (1994, 90 min). 4505513
23.45 Dom Juan de Molière. Documentaire de Jeanne Labrune (1993, 60 min). 9176906
0.45 Le Visiteur (Agantuk) ■ ■ ■ Film de Satyajit Ray, avec Utpal Dutt (1991, v.o., rediff., 120 min). 2715407

M 6

20.45

LES NOUVELLES AVENTURES DE ROBIN DES BOIS
Série, avec Matthew Porretta, Anna Galvin, Richard Ashton (110 min). 888432
Course contre la mort. Le visiteur du ciel.

22.35

LE MEURTRIER DE L'ILLINOIS
Téléfilm [1/2] O d'Eric Till, avec Brian Dennehy (100 min). 7690819
La police enquête sur la mystérieuse disparition d'un adolescent. Les soupçons se portent sur un entrepreneur qui a déjà été relaxé dans deux affaires de violences sexuelles.
0.15 Capital. Magazine. Invité : Jean-Michel Jarre (rediff.).
2.20 Jazz 6. Magazine (rediff.). 3.15 Turbo. Magazine (rediff.). 4.30 Et le ciel t'aidera. Documentaire (45 min).

Canal +

20.35

MONEY TRAIN ■
Film de Joseph Ruben, avec Wesley Snipes (1995, 105 min). 370703
Film d'action impressionnant par ses cascades, ses accidents, ses trucages.
22.20 Flash d'information.
22.25 La vie comme elle est... Court métrage.

22.35

NIXON
Film d'Oliver Stone, avec Anthony Hopkins (1995, v.o., 184 min). 93869703
Une nuit de 1972, une équipe de « plombiers » travaillant pour le président des Etats-Unis, Richard Nixon, effectue une opération dans les locaux du Parti démocrate, en l'immeuble du Watergate. Des vigiles les surprennent. Nixon, mis en cause, cogite dans son bureau de la Maison Blanche.
1.40 Duo mortel Film de Damian Harris (1994, 105 min). 4247469

Radio

France-Culture

20.50 Du Jazz pour tout bagage. L'odorat [2/5].
21.10 Mémoire du siècle. Constantin Kluge, peintre.
22.10 Les Chemins de la connaissance.
22.40 Nocturne.
0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff).

France-Musique

20.00 Concert. Prom's. Donné en direct du Royal Albert Hall, à Londres, par le Chœur et l'Orchestre The Age of Enlightenment, dir. Mari Eder.
22.15 Concert. Donné au Saint John's Smith Square, à Londres, par la Sinfonia 21, dir. Martyn Brabbins.
0.00 Comment l'entendez-vous ? (rediff.). 2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Ken Russel et la musique.
22.45 Les Soirées... (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 La Prise du pouvoir par Louis XIV ■ ■ ■ Film de Roberto Rossellini (1966, 90 min). 57478203
21.30 Spécial Shangai. [2/2].
22.00 Journal (France 2).
22.30 Strip Tease. Magazine.

Planète

20.35 Histoires oubliées de l'aviation. [3/6].
21.25 Vie et mort de l'America.
22.15 Lip 73.
23.20 Viva la plata.

Histoire

20.00 Histoires russes. Téléfilm [2/4].
21.00 Mille et une vies : Jean Jaurès, vie et mort d'un socialiste. Téléfilm d'Ange Casta (120 min). 504857093

Paris Première

21.00 James Dean. De Donatella Baglivo.
21.55 Les Documents du JTS.
22.25 Ivanov. Pièce de théâtre de Tchekhov enregistrée au Théâtre des Amandiers de Nanterre en 1989, mise en scène d' Antoine Vitez, avec Didier Sandre, Nada Strancar (155 min). 45328884

France Supervision

19.15 Festival d'humour au Mans : Ludo.
20.45 Les Francofolies 1997 : Medeiros, Personne, Mengo, Chedid. (90 min). 84460635
22.15 Pop Gear. De Frédéric Goode.
23.35 Siegfried. Opéra en trois actes de Richard Wagner (240 min). 43395074

Ciné Cinéfil

20.30 Chèque au porteur ■ Film de Jean Boyer (1941, N., 100 min). 9062703
22.10 L'Ane de Buridan ■ Film de Alexandre Ryder (1932, N., 90 min). 9500703

Ciné Cinémas

20.30 La Femme de ma vie ■ ■ Film de Régis Wargnier (1986, 100 min). 9064161
22.10 Jack ■ Film de Marshall Herskovitz (1993, v.o., 100 min). 58152451

Festival

20.30 et 22.05 Les Amants du Pacifique. Téléfilm [1/2] de Ray Alchin, avec Nigel Havers, Linda Cropper (95 min). 10488155
23.40 Le solitaire (20 min).

Série Club

20.45 L'Age de cristal. Ombres dans la nuit.
21.35 Le comte Yoster a bien l'honneur. De trop hautes visées.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Meurtres en play-back.
23.00 Edouard et ses filles.
0.00 Le Saint. Intermède à Venise.

Canal Jimmy

20.00 Spin City. Quand le maire s'invite.
20.25 Cambouis. Magazine.
21.20 Sinatra.
22.05 Portrait. Magazine.
22.10 Des agents très spéciaux. Adriatique express.
23.00 *Star Trek :* la nouvelle génération. Hôtel Royale (v.o.).
23.50 Quatre en un. Magazine.

Disney Channel

20.10 Cadet-Rousselle Film d'André Hunebelle (1954, N., 120 min). 9621529
22.10 Honey West.
22.35 Richard Diamond.
23.00 Juste pour rire.

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview. Invitée : Martine Nisse.
20.55 Réunion de famille. Téléfilm de Neal Israel, avec Jason Marsden (95 min). 505312074
23.00 Clair de lune. Curieusement... Maddie.
23.45 Cités et Merveilles. De Daniel Lafarge. Saïgon.

Voyage

20.20 Deux jours en France.
20.35 Suivez le guide.
22.30 Au-delà des frontières. Sud australien.
23.00 Chez Marcel. Magazine.

Eurosport

13.30 et 22.30, 1.00 Natation. En direct. Plongeon synchronisé. Finales messieurs (3 m) et dames (10 m) (135 min). 309093 16.15 Finale A et B. (75 min). 4918432
20.30 Football. En direct. Trophée Berlusconi : Milan AC - Juventus de Turin (120 min). 681548

Muzzik

21.00 Soirée Dvorak. Concert interprété par l'Orchestre symphonique de Prague (100 min). 509426890
22.40 Midnight Classics II : Concerti Grossi de Corelli. Concert interprété par le Lodz Chamber Orchestra, dir. Sdzislaw Szostak (30 min). 507090187
23.10 Atlantic Living Legends. Concert (95 min). 509036068

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00World View.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45Ecologia.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

MERCREDI 20 AOÛT

TF 1

16.15 La Joyeuse Tribu. Série. Bébé cherche nounou.
17.15 Vidéo Gag.
17.25 Extrême limite. Série. Le cheval de Troie.
17.55 Les Années fac. Série. L'espion.
18.25 Ali Baba. Jeu.
19.00 Mokshû Patamû. Jeu. Invitée : Danièle Gilbert.
20.00 Journal.

20.45

INTERVILLES 97
Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault, Thierry Roland, Nathalie Simon, Olivier Chiabodo. Soissons rencontre Saint-Quentin (155 min). 12114778

23.20

LES YEUX D'HÉLÈNE
Feuilleton [8/9] de Jean Sagols, avec Mireille Darc (95 min). 9023049
Hélène qui vit seule sur son île est apeurée par des appels téléphoniques anonymes.
0.55 Mimie au Splendid. Spectacle enregistré en 1994, au Splendid. (90 min). 4912138
2.25 et 3.00, 4.05, 4.45 TF 1 nuit. 2.35 Cas de divorce. Série. Rambeaux contre Rambeaux. 3.10 Le Vignoble des maudits. Téléfilm [2/3] de Sandro Bolchi, avec Mario Adorf, Léa Massari (55 min). 8348599 4.15 et 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 5.00 Musique. Concert (10 min).

France 2

15.10 Felipe a les yeux bleus. Téléfilm [1 et 2/2] de Gianfranco Albano, avec Pascale Rocard (195 min). 91495575
18.40 Les Z'amours. Jeu.
19.20 *Qui est qui ?* Jeu.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval !, Météo.

20.55

PASSÉ SOUS SILENCE
Téléfilm d'Igaal Niddam, avec Marie-Sophie L. Berthier (105 min). 3113662
Une femme, convoquée à un jury d'assises, reconnaît en la personne d'une meurtrière sa meilleure amie de collège.

22.40

L'ESPRIT MEURTRIER
Téléfilm O de Mimi Leder, avec Melissa Gilbert (85 min). 8101329
A La Nouvelle-Orléans, la propriétaire d'un sanatorium est bouleversée car son mari envisage de vendre l'établissement.
0.05 Journal, Météo.
0.25 Tatort.
1.45 Delvaux, portrait définitif. Documentaire. 2.55 Source de vie. Magazine (rediff.). 3.40 Le Jour du Seigneur (rediff.). 4.10 Ile aux ours. Concerto pour piano et canard. 4.25 24 heures d'infos. 4.35 Météo. 4.40 Les Cavaliers de l'aube. Série. [3/5] (55 min).

France 3

16.45 40°.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 d'information.
20.02 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.30 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50

LA NUIT DES HURLEMENTS
Téléfilm O de Walter Klenhard, avec Ally Sheedy (90 min). 576914
Une force surnaturelle, oubliée depuis des années, ressurgit avec une extrême puissance dans une maison californienne.

22.20

AU-DELÀ DE L'ÉCRAN
La télé du bizarre. Invitée : Sandrine Alexi (45 min). 5609846
23.05 Journal, Météo.
23.40 Un siècle d'écrivains. Magazine. Jack London (45 min). 6711136
Du pilleurs de parcs à huîtres à l'écrivain, Jack London faisait de sa vie la matière de ses livres.
0.25 ▶ Un siècle de tango. Documentaire (55 min). 3734957
1.20 Les Brûlures de l'Histoire. Magazine.

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 D'un pôle à l'autre. [9/18] Gondar - Bahir Dar - Addis Abeba (30 min). 8778
19.30 7 1/2. Magazine. Les écolos de Vingrau.
20.00 Naissance du XXe siècle. [12/12] Le style de la jeunesse (25 min). 70310
20.25 Documenta. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

▶ LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : SINASOS
Histoires d'un village déplacé. Documentaire (1997, 65 min). 858846
Le 2 octobre 1924, un million et demi de Grecs doivent quitter la Turquie et quatre cent mille Turcs sont expulsés de Grèce. Témoignages des derniers survivants de cette tragédie.

21.50

MUSICA : MANUEL DE FALLA
Sa vie et sa musique, documentaire de Larry Weinstein (1991, 80 min). 6744933
23.10 Flamenco avec Nina Corti. *La star du flamenco Nina Corti danse* Cancion, Polo, El Pano Moruno *et* Danse espagnole.
23.20 Profil : A la rencontre de l'art contemporain. Catherine David et la Documenta X, documentaire. 7879730
0.20 La Lucarne : Live. [3/3] Après la chasse, de Lasse Naukkarinen (1990, 55 min). 7749334
1.15 Le Phare. Téléfilm [3/3] (rediff., 55 min). 3200773
2.10 Tracks (rediff., 30 min). 1371624

M 6

17.30 L'Etalon noir. Série. Château sauvage.
18.00 Highlander. Série. Péchés mortels.
19.00 Raven. Série.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série. Baby-sitting.
20.30 La Météo des plages.
20.35 Quelle planète !

20.45

COUP DE CHANCE
Téléfilm de Pierre Aknine, avec Roland Giraud, Marcel Lebœuf (95 min). 828643
Décédé, le patron d'une compagnie d'assurances revient sur terre pour redonner le goût de vivre à l'un de ses employés au bord du suicide.

22.20

LE MEURTRIER DE L'ILLINOIS
Téléfilm [2/2] O d'Eric Till, avec Brian Dennehy, Michael Riley (105 min). 1434489
Suite et fin de ce téléfilm basé sur l'histoire vraie du tueur en série John Wayne Gacy.
0.05 Secrets de femme. Série □.
0.40 Sexy Zap. Magazine □ (30 min). 6681266
2.10 Fréquenstar. Magazine. Invité : Julien Clerc (rediff.). 3.05 Mister Biz, best of. Magazine. Performances en direct (rediff.). 3.55 Movida opus 6. Documentaire. 4.50 Sous le signe de l'eau. Documentaire (25 min).

Canal +

15.15 L'Impossible Suspect. Téléfilm de M. R. Rhodes (85 min). 3468020
16.40 Babylon 5. Série.
17.40 Le Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 21.00
18.30 Les Muppets.
19.00 Les Conquérants du feu. Série.
19.50 Flash d'information.
20.00 10 années formidables.
20.35 Le Journal des sorties.

21.00

FAUX FRÈRES, VRAIS JUMEAUX
Film d'Andrew Davis (1995, 110 min). 9322020
Performance d'Andy Garcia, dans un double rôle.
22.50 Flash d'information.
22.55 La vie comme elle est... Court métrage.

23.05

CASCADEURS DU FEU
Documentaire de Philip Gurin (45 min). 758310
23.50 La Mouche ■ ■ Film de D. Cronenberg (1986, v.o., 89 min). 2494643
1.20 Forza Roma Film de Bruno Garbuglia et Roberto Ivan Orano (1995, 95 min). 48190976
2.55 La vie est un long fleuve tranquille ■ ■ Film d'Etienne Chatiliez (1987, ♦, 90 min). 5985711

Radio

France-Culture

20.00 La Malle des Indes. La guérison miraculeuse.
20.50 Du Jazz pour tout bagage. L'odorat [3/5].
21.10 Mémoire du siècle. Jules Mougin, poète.
22.10 Les Chemins de la connaissance (rediff.).
22.40 Nocturne. Marie Jaell, musicienne visionnaire (1846-1925) [3/5].
0.05 Du jour au lendemain. Jean *Echenoz (Un an). 0.50 Coda. 1.00 Les* Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

19.36 Festival de Beaune. Concert donné le 1er août, par l'Orchestre Europa Galante, dir. Fabio Biondi : Concerto pour cordes, de Vivaldi ; Capricio Stravagante à quatre, de Farina ; Sonate à quatre op. 10 La Cetra, de Legrenzi ; Stabat Mater, de Pergolèse.
21.45 Concert. Donné le 28 avril, dans les salons Boffrand, au Sénat, par le Quatuor Kocian.
0.00 Comment l'entendez-vous ? *(rediff.). 2.00 Les Nuits de France-*Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Roméo et Juliette (1867), de Gounod, par le Chœur de la Radio Bavaroise et l'Orchestre de la Radio de Munich, dir. Leonard Slatkin, Placido Domingo (Roméo), Ruth Ann Swenson (Juliette).
23.20 Les Soirées... (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

19.30 Journal (TSR).
20.00 Fort Boyard. (France 2 du 16/8/97).
21.45 Les Suisses du bout du monde. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Histoires d'outre-mer.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 L'Almanach d'Henri et Marinette. Regarder avec les Cueco.
21.25 Des hommes dans la tourmente. [15/32]. Hitler versus Hindenburg.
21.55 Histoires oubliées de l'aviation. [3/6].
22.45 Vie et mort de l'America.
23.35 Lip 73.
0.40 Viva la plata (55 min).

Histoire

20.00 Il était une fois le monde : Chine, la fièvre capitaliste.
21.00 Envoyé spécial, les années 90.
22.00 Le Pain noir : L'Adieu à l'enfance. Feuilleton [6/16].
23.00 Le Magazine de l'histoire (60 min).

Paris Première

20.15 et 23.35 Courts particuliers.
21.00 Paris modes. Magazine.
21.50 Les Documents du JTS.
22.25 Vedette en coulisses : Claude François. Un été frénétique.

France Supervision

20.55 Off, le magazine des festivals. Magazine.
22.00 Concerto pour orgue de Haendel. Concert interprété par l'Orchestre de Chambre de Lodz, dir. Zdzislaw Szostak (25 min). 10775285
22.25 Symphonie concertante de Haydn. Concert interprété par l'Orchestre de Chambre de Lodz, dir. Zdzislaw Szostak (25 min). 51979933

Ciné Cinéfil

20.30 The Babe Ruth Story ■ Film de Roy Del Ruth (1948, N., v.o., 110 min). 6858020
22.20 Music in My Heart ■ Film de Joseph Santley (1940, N., v.o., 70 min). 93312198
23.30 Une femme chipée ■ Film de Pierre Colombier (1934, N., 105 min). 59110020

Ciné Cinémas

20.00 Séquences. Magazine.
20.30 Deux drôles d'oiseaux Film de Randa Haines (1993, 120 min). 8387730
22.30 Je vous aime ■ ■ Film de Claude Berri (1980, 105 min). 95921198
0.15 Percy Adlon (55 min).

Festival

20.10 Bluff.
20.30 Maigret. Stan le tueur.
21.55 Tatort. Le Piège.
23.20 Le Club Festival. Magazine (40 min).

Série Club

20.45 Caraïbes offshore. Leçons mortelles.
21.30 et 1.30 Le comte Yoster, a bien l'honneur.
22.30 Alfred Hitchcock présente. La loi du plus fort.
23.00 L'Age de cristal. Ombres dans la nuit.
23.45 Le Saint. Le fugitif.

Voyage

20.30 Suivez le guide.
22.30 Au-delà des frontières. Le nord de l'Australie.
23.00 Chez Marcel. Magazine. Invité : Paolo Petrini.
0.00 Vidéo guide : Ile de la Réunion (50 min).

Canal Jimmy

20.25 Star Trek : la nouvelle génération. Hôtel Royal.
21.15 Vélo. Magazine.
21.50 Seinfeld. L'océanologue.
22.10 Une fille à scandales. L'amour puissance 2 (v.o.).
22.35 Spin City. Quand le maire s'invite (v.o.).
23.00 Game On. Ligote-moi (v.o.).
23.30 Cambouis. Magazine.
0.25 Top bab. Invité : El Vez.
1.05 New York Police Blues. *Disparitions (50 min).*

Disney Channel

20.00 Tous sur orbite.
20.10 La Fille de l'équipe.
20.35 Sports. Magazine.
21.35 Sport Académie.
22.05 Animaux de toutes les Russies.
22.30 Histoires de compositeurs. Téléfilm (55 min). 691285
23.25 Sylvie et compagnie. (25 min).

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview. Avec Dominique Abel.
20.55 ▶ Femmes dans le monde.
22.00 Teva psycho. Magazine.
23.00 Clair de lune. Sans héritier.
23.45 La Demoiselle de Russie (40 min).

Eurosport

13.30 et 19.30, 22.00 Natation. En direct. Championnats d'Europe. Plongeon synchronisé. Finales dames (3 m) et messieurs (10 m) (135 min). 1462198 *16.15 Finale A et B* (75 min). 9030730
18.30 Course de camions.
20.00 Snooker. Championnats du monde de trick shot à Dagenham (Grande-Bretagne).
22.30 Football. Coupe du monde 1998.
0.30 ATP Tour Magazine (30 min).

Muzzik

20.00 Sviatoslav Richter au Barbican Center 2. Concert (55 min). 500090469
20.55 Les Intantanés de la danse. Magazine.
21.10 Pulcinella. Ballet de R. Alston.
21.50 Les Printemps du Sacre. De Brigitte Hernandez et Jacques Malaterre.
22.55 That's Jazz. Concert enregistré au Festival de jazz de Montreux en 1995 (60 min). 506582469
23.55 Stolzman joue Mozart et Brahms. Concert (35 min). 501105515
0.30 Le Voyage d'hiver de Franz Schubert. Concert (100 min). 501036565

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, *20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20,* 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 90° Est. 0.45 Visa. 1.45 Odeon.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

20.45 Le Lion du désert. Film de Moustapha Akkad (1979, 165 min). Avec Rod Steiger, Anthony Quinn, Oliver Reed. *Drame.*

RTL 9

22.20 Cadillac Man. Film de Roger Donaldson (1990, 95 min). Avec Robin Williams. *Comédie.*
0.25 C'est dur pour tout le monde. Film de Christian Gion (1975, 85 min). Avec Francis Perrin. *Comédie.*

TMC

22.55 L'Affaire Dominici. Film de Claude Bernard-Aubert (1973, 105 min). Avec Jean Gabin. *Drame.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde

MERCREDI 20 AOÛT 1997

Emploi, défense et budget au menu du conseil des ministres

Les projets de loi sur les 350 000 « emplois jeunes », la réforme du service national et diverses mesures financières pour réduire le déficit budgétaire sont à son ordre du jour

EMPLOI, défense, finances publiques et, évidemment, cohabitation : à l'ordre du jour du conseil des ministres, du mercredi 20 août, qui marque la rentrée du gouvernement, ne manque que l'immigration parmi les dossiers sensibles que va devoir gérer Lionel Jospin, dans les mois à venir.

Après une longue semaine de pose durant laquelle, les arbitrages ayant été rendus sur les dépenses des administrations publiques, la plupart des ministres et de leurs collaborateurs ont pris quelques jours de repos, la machine gouvernementale s'est remise en marche. Le président de la République, qui doit rentrer mardi 19 de ses vacances à l'île Maurice, et le premier ministre auront avant le conseil de mercredi leur premier entretien depuis trois semaines. Si l'Elysée et Matignon ont réagi de façon parfaitement identique aux événements de l'île comorienne d'Anjouan, le chef de l'Etat aura, s'il le souhaite, la possibilité de rappeler à cette occasion sa prééminence en matière de défense nationale.

L'examen par le conseil des ministres du projet de loi d'Alain Richard réformant le service national ne devrait pas, en soi, soulever de difficultés puisqu'il ne se distingue de celui du précédent gouvernement que par la quasi-suppression du *« rendez-vous citoyen »*, qui ne correspondait pas à un souhait de Jacques Chirac. En revanche, il pourrait fournir à celui-ci l'occasion de s'exprimer sur le non respect de la loi de programmation militaire par le projet de budget en cours d'élaboration. A Matignon, on assure que l'essentiel a été respecté puisque les armées disposeront de tous les crédits nécessaires à leur professionalisation, la réduction des dépenses d'investissement ne devant se traduire que par un étalement dans le temps des grands programmes d'équipements.

Les choix budgétaires de M. Jospin pourraient néanmoins entraîner des difficultés au sein même de sa majorité. Certes, l'augmentation de l'impôt sur les sociétés, qui figure dans un projet de loi portant diverses dispositions financières, n'a été que peu critiquée, mais le changement de statut fiscal d'EDF est inscrit aussi dans ce texte, au grand mécontentement de la CGT (*lire page 5*). Surtout, le président du groupe communiste de l'Assemblé nationale, Alain Bocquet, vient d'écrire au premier ministre pour lui faire part de ses *« préoccupations »* sur les orientations de la loi de finances telles qu'elles *« semblent se dessiner »*.

La principale promesse électorale de Lionel Jospin, en revanche, sera tenue : le premier texte examiné par le Parlement, dès la reprise de ses travaux, sera le projet de loi permettant la création de 350 000 emplois pour les jeunes dans les secteurs public et para-public. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, pourra le présenter au conseil des ministres de mercredi, avec d'autant plus de facilité qu'elle a obtenu, lors des arbitrages budgétaires, dix milliards de francs pour la création de quelque 150 000 postes dès 1998, et cela sans réduire, pour autant, les crédits consacrés aux autres dispositifs d'aides à l'emploi. Mais il lui reste le plus dur : convaincre les chefs d'entreprise de faire le même effort dans le secteur privé. Ce sera un des dossiers de la conférence qui réunira les partenaires sociaux et le gouvernement, courant septembre, sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail.

Sa préparation sera un des points à l'ordre du jour de la réunion de l'ensemble des membres du gouvernement à Matignon, jeudi 21. Ils débattront aussi des suites à donner au rapport Weil sur l'immigration et du calendrier du travail gouvernemental dans les semaines à venir. Mais M. Jospin, ayant l'intention, comme à son habitude, d'organiser un tour de table, il est probable que tous les dossiers politiques seront abordés, même si le premier ministre prévoit de ne traiter du budget que lors d'une séance de travail des ministres et ministres délégués, le jeudi 4 septembre.

Thierry Bréhier

Les élus locaux sont décidés à créer des emplois pour les jeunes

QU'ILS APPARTIENNENT à la majorité ou à l'opposition, les élus locaux se disent aujourd'hui prêts à créer des emplois pour les jeunes, dont ils assureraient 20 % du financement. Les élus de gauche sont évidemment soucieux d'aider le gouvernement à tenir une promesse centrale de la campagne électorale, indique-t-on à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (Fnesr), présidée par le maire de Quimper, Bernard Poignant. Dans la majorité, une seule voix discordante s'est pour l'instant fait entendre, celle du sénateur socialiste Gérard Delfau : il a récemment déclaré au quotidien *Les Echos* que le nouveau contrat de travail proposé par le gouvernement porte *« en germe une fonction publique bis, c'est-à-dire au rabais, comme le craignent les organisations syndicales »*. *« Ce projet de contrat ouvre la porte à la demande des entreprises qui voudraient faire un nouveau pas dans la flexibilité du statut de leurs salariés »*, estime M. Delfau.

Du côté de l'opposition, aucune association d'élus n'appelle au boycott des emplois pour les jeunes, bien que la droite en ait vigoureusement combattu le projet pendant la dernière campagne électorale. Les élus locaux constatent aujourd'hui qu'ils ne peuvent faire autrement que de mettre en œuvre un dispositif destiné à limiter le chômage, principale préoccupation de leurs administrés. Jean-Pierre Raffarin, président (UDF-DL) du conseil régional de Poitou-Charentes, vient d'écrire au premier ministre pour lui dire que sa région *« se porte candidate à une expérimentation innovante »* : il souhaite que ses projets soient validés par les préfets, et non par des fonctionnaires parisiens. *« Ne payer que 20 % de ces emplois est une aubaine à saisir pour une région fragile comme Poitou-Charentes. Je souhaite donc faire partie des premiers bénéficiaires »*, a expliqué au *Monde* l'ancien ministre des PME.

PERSPECTIVES ÉLECTORALES

Avant même que le projet soit voté par le Parlement, Jean-François Bazin, président (RPR) du conseil régional de Bourgogne, vient pour sa part d'annoncer que sa collectivité *« s'engage pour 1 000 emplois jeunes »* – *« autant que la SNCF »*, précise-t-il.

A droite comme à gauche, la perspective des élections cantonales et régionales pourrait inciter certains maires, présidents de conseil général ou régional, à une certaine surenchère. Mais les élus ont aussi des moyens limités, et l'opposition tient à rappeler qu'elle ne créera pas d'emplois pour les jeunes sans contrepartie. Jean-Paul Delevoye (RPR), président de l'Association des maires de France (AMF), explique qu'il soutiendra le projet de Martine Aubry *« à condition que le gouvernement ne matraque pas les budgets des élus locaux »*. En juillet, une délégation de l'AMF a remis au premier ministre un « mémorandum » dans lequel elle indique que les maires *« s'engageront d'autant plus que l'Etat saura créer dans ses relations, notamment financières, avec les communes, un climat de confiance »*. L'AMF demande notamment que l'Etat cesse d'augmenter le taux de cotisation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, vieille pomme de discorde entre les élus et l'Etat.

Rafaële Rivais

Montserrat est menacée par une nouvelle éruption de la Soufrière

Un bateau britannique est prêt à participer à l'évacuation de l'île caraïbe

POINTE-À-PITRE (Guadeloupe)
de notre correspondant

La poursuite des manifestations éruptives de la Soufrière de Montserrat et l'évacuation vers la zone de vie du nord de l'île, dans la soirée du samedi 16 août, des quelque 2 000 habitants des villages d'Olveston et de Salem, jusqu'alors situés à la frontière de la zone d'exclusion humaine directement menacée par le volcan, ont conduit les autorités britanniques à annoncer, dimanche 17 août à Londres, la mise en œuvre d'un *« plan d'évacuation partielle volontaire »* de la population de leur colonie des Caraïbes. Un navire de la marine royale, le *HMS Liverpool*, équipé d'hélicoptères, a accosté l'île, lundi 18 août, afin d'aider à une évacuation.

Tous les Montserratiens qui en avaient les moyens ont quitté l'île dès le début de l'irruption de la Soufrière en juillet 1995. Seuls 5 500 des 12 000 habitants – des *« sujets britanniques d'outre-mer »* qui ne possèdent pas la nationalité britannique et doivent disposer d'un visa pour pénétrer au Royaume-Uni – demeurent encore sur place. Ils sont cantonnés à l'abri des menaces directes du volcan, dans le tiers nord de l'île, dont la superficie totale est de 102 km². Selon l'expression officielle, ils ont été *« provisoirement relogés »* dans des baraquements métalliques, dans des écoles ou des églises. Vieillards rabougris par une vie de labeur ou familles de petits paysans dont le patrimoine se résume désormais à quelques vêtements et, un réfrigérateur, ils attendent la fin des manifestations éruptives ou un hypothétique exil provisoire.

Les autorités britanniques et le gouvernement autonome de Montserrat ont pris la précaution de solliciter les pays voisins dans l'hypothèse où toute la population de l'île devrait être évacuée en cas d'émission de cendres acides ou toxiques. Toutefois, elles étaient jusqu'alors opposées à la mise en œuvre de ce plan d'évacuation totale : Bertrand Osborne, le *chief minister* de Montserrat, avait même entrepris d'élaborer un *« plan de développement du nord »* de l'île, prévoyant l'implantation d'une nouvelle capitale dans le petit port de Little Bay (où une jetée a déjà été construite) et l'installation d'une piste d'aviation.

Il avait prévu d'y consacrer une partie de l'enveloppe de 45 millions de livres, dont l'attribution lui a déjà été annoncée par Londres, et fondait les plus grands espoirs à ce sujet dans la visite que le secrétaire d'Etat britannique au développement international, George Foulkes, a prévu d'effectuer à Montserrat, le 31 août.

L'annonce, par M. Foulkes de la mise en œuvre immédiate d'un *« plan d'évacuation partielle »* de Montserrat, exclusivement basé sur le volontariat – moyennant des incitations qui devaient être connues mardi –, est donc apparue comme une décision essentiellement politique dictée par la nécessité de s'adapter à la configuration amenuisée de la « zone de vie » du nord de l'île, soumise à une pression humaine devenue plus importante encore, durant le dernier week-end.

Eddy Nedeljkovic

Deux ans d'activité

- **18 juillet 1995 :** éruption « phréatique » : le magma a réchauffé des poches d'eau souterraine, et la pression entraîne l'émission de vapeur et de cendres.
- ***25 août 1995 :*** *une forte éruption de cendres conduit à l'évacuation de la capitale, Plymouth ; 6 000 personnes se rendent dans le nord de l'île.*
- **Septembre 1995 à mars 1996 :** formation d'un dôme par accumulation de lave.
- **17 septembre 1996 :** une explosion détruit un quart du dôme ; 600 000 tonnes de cendres retombent sur le sud de Montserrat.
- **Octobre 1996 à avril 1997 :** le dôme se reconstitue et s'effondre à plusieurs reprises.
- **Mai :** début des projections de pierres et renforcement des coulées pyroclastiques.
- **25 juin :** une vaste coulée fait sept morts et 19 disparus dans la zone d'exclusion. Evacuation de l'unique aéroport.
- **3 août :** une coulée pyroclastique atteint Plymouth et cause des incendies dans la capitale évacuée.
- **8 août :** ordre d'évacuation du centre de l'île.
- **18 août :** le secrétaire d'Etat britannique au développement international, George Foulkes, évoque la possibilité d'une *« éruption massive et cataclysmique »*.

Un strato-volcan « gris » situé aux franges de la plaque caraïbe

LE VULCANOLOGUE Maurice Krafft, qui avec sa femme Katia a péri dans l'explosion du mont Unzen au Japon le 3 juin 1991, les appelait *« volcan gris »*. Parce qu'ils émettent roches et nués, mais peu de lave liquide. Le volcan de Soufrière Hills de Montserrat fait partie de ces volcans explosifs, plus dangereux que leurs cousins effusifs « rouges » qui, à Hawaï par exemple, s'épanchent paisiblement en gerbes colorées.

Une autre typologie rattache Soufrière Hills aux strato-volcans stromboliens, famille qui compte les redoutables mont Saint Helens, Pinatubo ou encore mont Unzen. Le volcan de Monserrat est cousin de nombre de « soufrières » (Guadeloupe, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), sans que cette homonymie signifie pour autant qu'ils sont reliés souterrainement.

Ces strato-volcans sont constitués de couches successives de coulées de lave et de couches pyroclastiques formées de projections de blocs, de lapilli et de cendres. Ce type de volcans, aussi dit « composites », se trouve généralement le long des arcs de subduction : Soufrière Hills est issu, tout comme le chapelet des huit autres volcans des Antilles, de l'affrontement des plaques Pacifique et Atlantique, qui se rapprochent de quelques centimètres par an et plongent sous la petite plaque Caraïbe, prise en tenaille. Aux franges de celle-ci, des poches magmatiques se constituent en profondeur. Ces roches visqueuses cherchent à s'évacuer en surface, contribuant au fil des éruptions qui se sont succédé ces derniers millions d'années à la formation des îles.

Les strato-volcans sont particulièrement redoutés. D'abord, parce qu'ils sont les plus nombreux (60 % du total) et que la terre fertile attire généralement à leur pied une vaste population. Ensuite, parce que l'empilement qui les caractérise est souvent fragilisé par les infiltrations d'eau, les tremblements de terre incessants et la poussée magmatique, qui favorisent les glissements de terrain, les coulées de boue et les avalanches. Ainsi, le flanc nord du mont Saint Helens s'est-il effondré durant les premières phases de l'éruption de 1980. En 1792, le même phénomène avait entraîné la formation d'un raz-de-marée meurtrier (15 000 victimes) au pied du mont Unzen. Des coulées de boue ont fait 23 000 morts au pied du Nevado del Ruiz, en Colombie, le 13 novembre 1985. En 1991, ces « lahar » qui ont dévalé les pentes du Pinatubo aux Philippines ont fait 200 victimes.

Montserrat risque-t-elle de tels cataclysmes ? La probabilité d'une destruction totale de l'île, similaire à celle causée en Indonésie par l'explosion du Krakatoa en 1883 (36 000 morts), paraît infime. Si un tel phénomène devait se produire, il serait, selon les spécialistes, annoncé par des signes avant-coureurs très clairs. Par ailleurs, le relief de l'île met sa partie nord à l'abri des coulées pyroclastiques, qui seront guidées dans des vallées dont la population a été évacuées. En revanche, les cendres et les « bombes » issues des explosions peuvent retomber sur l'ensemble de Monserrat.

Pour l'heure, le dernier communiqué de l'Observatoire du volcan de Montserrat (MVO) indiquait, lundi 18 août, que l'activité de Soufrière Hills reste d'un *« niveau élevé »* et est caractérisée par des nuées, des secousses telluriques et des chutes de pierres continues. De fortes émissions de vapeur ont été observées sur le flanc nord du dôme, et de nouvelles explosions pourraient survenir *« avec ou sans signes avant-coureurs »*, se traduisant par la chute de pierres et de cendres sur toute l'île, tandis que des coulées pyroclastiques sont attendues sur toutes les faces du volcan. Aussi l'Observatoire recommande-t-il à la population de se tenir prête à s'abriter à tout moment sous des abris ou des toitures solides, de disposer d'un casque et de porter des masques pour se protéger de la poussière.

Hervé Morin

Tirage du Monde daté mardi 18 août : 464 386 exemplaires 3

La direction de Radio-France sanctionne François Jouffa

« INACCEPTABLE » : telle était la formule la plus souvent employée, lundi 18 août à Radio-France, pour qualifier l'attitude de l'animateur François Jouffa qui, au cours de l'émission « Le téléphone sonne » du 15 août, avait mis en cause le journaliste Fabrice Le Quintrec, qualifié de *« sympathisant notoire du Front national »*, et le PDG de Radio-France, Michel Boyon, *« qui accepte cet état de fait alors que des sensibilités de gauche ont été évincées »* (*Le Monde* daté 17-18 août).

« La direction générale de Radio-France a décidé de mettre un terme dès ce lundi 18 août à la collaboration de François Jouffa sur France-Inter. En lisant à l'antenne un texte rédigé au début de l'émission " Le téléphone sonne ", François Jouffa a porté atteinte à l'image professionnelle et privée du journaliste Fabrice Le Quintrec. Il est totalement inacceptable que les antennes soient utilisées pour régler des conflits de personnes. » « Vinyl Café », qu'animait François Jouffa, a immédiatement été arrêtée et est remplacée par une émission musicale, présentée par Noëlle Breham.

« SOUDAINE FERMETÉ »

En réalité, l'esclandre fait par François Jouffa ne trouve guère de soutien dans les couloirs de la Maison ronde, où l'on estime que *« le respect de l'antenne est une chose sacrée »*. Si, du côté de la direction générale, on s'efforce de minimiser les conséquences de cette affaire, celle-ci provoque tout de même quelques commentaires. *« Ce nouvel incident témoigne en tous cas du malaise actuel de Radio-France ; il ne fait que fragiliser un peu plus son image auprès de ses auditeurs. Il devient urgent que tous ceux qui ont pour mission d'assurer le développement harmonieux du service public de la radio trouvent les moyens de le restaurer »*, affirme, dans un communiqué, la Société des journalistes de Radio-France, qui, par ailleurs, s'interroge sur la *« si soudaine fermeté »* de la direction *« alors que des dérapages du même type n'ont pas été sanctionnés ces mois derniers »*. La Société des journalistes fait ainsi allusion aux déclarations faites sur l'antenne en juin par le chroniqueur Gérard Miller contre Jacques Santamaria, directeur des programmes de la station : sa mise à pied ne devrait pas l'empêcher de participer à nouveau à l'émission de Laurent Ruquier.

Tout en convenant qu'il a commis quelques erreurs tactiques, François Jouffa précise qu'il participait à cette émission en tant qu'invité et non pas en tant que collaborateur de Radio-France. *« Je ne supporte pas d'être dans une émission animée par un journaliste qui, lorsqu'il faisait la revue de presse, citait régulièrement les articles des journaux d'extrême droite,* National Hebdo, Présent et Minute. *»*

Françoise Chirot

DÉPÊCHES

■ **KENYA : 400 échoppes ont été brûlées** dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 août à l'Africa Curio Market, près de la plage de Malindi, à 120 km au nord de Mombasa, ont rapporté, mardi, des témoins. Il s'agit de la première attaque contre un site touristique depuis le début des violences sur la côte kenyane. Selon un premier bilan, l'attaque n'a fait que des blessés. Les violences perpétrées par des jeunes, commencées mercredi 13 août, ont fait jusqu'à présent au moins 33 morts. – *(AFP.)*

■ **SÉCURITÉ : les agressions contre des voyageurs et agents de conduite** dans les transports publics de province ont progressé de 37 % en 1996, selon une enquête de l'Union des transports publics (UTP). L'enquête, menée auprès de 81 entreprises de transport, a répertorié plus de 2 000 agressions en 1996, dont plus des deux tiers dans des villes de plus de 250 000 habitants. Les voyageurs en ont été les principales victimes, notamment les jeunes en âge scolaire (33 %).

